









# LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

La situation en Irak

## Le mécontentement gagnerait l'entourage du président irakien

Tandis que les combats se poursuivent dans le sud de l'Irak, où la situation demeure extrêmement confuse, les responsables américains estimaient, vendredi 8 mars, que le président irakien Saddam Hussein est tout autant menacé par son entourage que par la rébellion des fondamentalistes chiites ou des Kurdes.

Les troubles se poursuivaient vendredi dans plusieurs villes d'Irak, à l'indiqué le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher. Selon lui, les combats entre forces gouvernementales et dissidentes étaient les plus violents autour des villes de Najaf et Kerbala, au sud de Bagdad, mais des affrontements étaient également signalés dans le Nord, au Kurdistan. Un responsable du gouvernement américain a souligné que les rebelles étaient légèrement armés et mal organisés, alors que les unités engagées contre eux étaient

puissamment équipées et bien encadrées. Le même responsable a cependant pas voulu tirer de conclusions définitives, expliquant que la rébellion se rallumait même dans des zones reprises par l'armée et que les combats n'avaient plus lieu seulement dans les villes, mais dans les campagnes le long des routes. « La situation n'est pas seulement militaire, mais politique », et il est impossible de se baser sur le seul rapport des forces, a-t-il dit.

D'après d'autres responsables, les services de renseignement ont décelé des preuves de mécontentement parmi les chefs militaires et le petit cercle de conseillers de M. Saddam Hussein. Des membres de la garde républicaine et de la direction du parti Baas regrettaient apparemment de l'avoir laissé s'entraîner dans une guerre désastreuse. Plusieurs analystes prévoient d'ailleurs une montée de mécontentement au fur et à mesure que des dizaines de milliers de soldats vaincus et humiliés repartiront à travers le pays la nouvelle de l'ampleur de la défaite.

Les rébellions des musulmans chiites dans le sud du pays et la reprise de la lutte des séparatistes kurdes dans le Nord risquent, en revanche, de conduire les dirigeants de Bagdad à resserrer les rangs autour de leur président, a estimé un influent sénateur démocrate. « Les éléments les plus actifs contre lui - les Kurdes et les chiites - ont provoqué un choc en retour chez certains responsables », a déclaré M. David Boren (Oklahoma), président de la commission sénatoriale du renseignement. « Ils comprennent qu'il y a de réels dangers de partition et d'effondrement du pays, d'une disparition de son identité nationale. »

Le gouvernement américain n'encourage ni la partition du pays, ni la venue au pouvoir d'un mouvement islamiste qui serait étroitement lié à un Iran antiaméricain. « Nous ne croyons pas que des forces extérieures

devraient intervenir dans les affaires intérieures de l'Irak », a rappelé M. Boucher vendredi, après que le président iranien Ali Akbar Hachemi Rafsandjani eut appelé Saddam Hussein à se démettre (voir ci-dessous).

### Du gaz moutarde contre les rebelles ?

Selon un membre de l'Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak (SAIRI), à ce jour plus de 30 000 personnes ont trouvé la mort dans le soulèvement amorcé depuis une semaine en Irak contre le président Saddam Hussein.

M. Jawad El Maliki, du parti musulman chiite Al Daawa, a, pour sa part, affirmé à Damas que du gaz moutarde avait été utilisé contre des manifestants à Al Hillah, Al Kifl, dans la ville sainte de Najaf et dans certaines parties de Bassorah, selon lui toujours contrôlée à 70 % par les rebelles. Il a ajouté que des hélicoptères de combat et l'artillerie lourde avaient servi à mater l'agitation dans deux quartiers pauvres de Bagdad, Al

Thawra et Al Choula, mercredi et jeudi. M. El Maliki n'a toutefois pas révélé l'origine de ses informations, et il n'est pas immédiatement possible de confirmer ses affirmations, ni celles des réfugiés en provenance de Bassorah.

Les principaux courants de l'opposition islamique au régime irakien ont lancé des appels à la « communauté internationale » pour qu'elle empêche ce régime de poursuivre le « massacre des insurgés », soulignant que la bataille était inégale. Plus de deux cents délégués venus du Proche-Orient et d'Europe, représentant une trentaine de partis ou organisations de toutes tendances, sont attendus à l'hôtel Bristol à Beyrouth du 10 au 12 mars pour tenter de franchir une nouvelle étape vers l'unité d'action.

« Notre unité est la garantie de la fin de la dictature, du renforcement de l'unité de la patrie et de la victoire de l'alternative chaste par notre peuple », affirme le comité d'action commun des forces de l'opposition formé en décembre dernier à Damas. Selon M. Jalal Talabani, de l'Union patrio-

tique du Kurdistan, la constitution d'un gouvernement en exil pourrait être évoquée au cours de cette réunion, mais « l'urgence, pour le moment, est de soutenir l'insurrection intérieure ». Toutefois, estiment les observateurs, des divergences risquent d'apparaître rapidement entre des formations dispersées, aux objectifs politiques parfois catégoriquement contradictoires. La question fondamentale de la nature du régime qui pourrait remplacer la dictature baassiste n'a pas encore été abordée.

A Bagdad, les autorités irakiennes ont accordé vendredi une semaine de grâce supplémentaire aux détracteurs pour qu'ils regagnent leurs unités. La presse officielle demeure toujours muette sur le mouvement insurrectionnel dans le sud de l'Irak. La radio, en revanche, a annoncé vendredi qu'un dirigeant du parti Baas avait rencontré le maire de Bassorah, dont les rebelles avaient précédemment annoncé la mort au cours des émeutes. (AFP, Reuters)

## Le président iranien appelle M. Saddam Hussein à « se soumettre à la volonté de son peuple »

Le président iranien Ali Akbar Hachemi-Rafsandjani est sorti, vendredi 8 mars, de la discrétion et de la réserve qu'il affichait officiellement depuis près d'une semaine face au soulèvement des chiites d'Irak pour appeler M. Saddam Hussein à « se soumettre à la volonté de son peuple » qui « ne veut plus de lui ».

Intervenant comme imam de la prière hebdomadaire à Téhéran, M. Rafsandjani a dit : « Réprimer cette révolte populaire [l'insurrection chiite dans le sud de l'Irak] serait la dernière erreur du parti Baas », au pouvoir en Irak. Il a ajouté que ce serait également « le chapitre le plus noir » de l'histoire du Baas.

Le chef de l'Etat iranien a comparé la situation actuelle en Irak à un « volcan prêt à entrer en éruption », ajoutant : « La majorité du peuple irakien dit ne plus vouloir de ces dirigeants et voudrait gouverner désormais elle-même ». Il a souligné que les opposants irakiens de toutes les tendances devaient « laisser de côté leurs divergences ».

Le président iranien a estimé que les événements qui secouent actuellement l'Irak étaient « vraiment un mouvement populaire ». Il a ajouté : « Il est impossible que le Baas puisse gouverner seul, surtout avec quelqu'un dont ni le monde, ni la région, ni le peuple irakien ne veulent plus. » « Coopérez : tous ensemble pour reconstruire le pays ruiné et nous vous aiderons à réparer les dégâts et les destructions », a dit M. Rafsandjani à l'adresse des Irakiens, tout en rejetant « les accusations portant sur un quelconque soutien de l'Iran aux opposants irakiens ».

« Partager le malheur du peuple irakien veut dire soutenir le faible et ne signifie pas une ingérence », a-t-il dit avant d'ajouter : « Ce n'est que quelques jours après son déclenchement que nous avons appris qu'il s'agissait vraiment d'un mouvement populaire. » Une partie considérable de l'opposition chiite au régime irakien est basée à Téhéran.

### Rencontre avec l'opposition irakienne

Toutefois, s'il souhaite le départ de Saddam Hussein - dont l'imam Khomeiny avait fait une priorité lors de la guerre Iran-Irak - M. Rafsandjani n'a pas demandé l'élimination du parti Baas (ultra-laïque). Il a même souhaité que les différentes tendances de l'opposition irakienne « s'entendent avec le Baas pour reconstruire le pays », soulignant : « Nous attendons que

le Baas irakien laisse le peuple faire entendre librement sa voix ».

M. Rafsandjani a par ailleurs prôné une coopération entre tous les pays de la région « pour assurer une paix et une stabilité durables et profitables à tous ». « Nous ne pouvons pas accepter une sécurité à l'américaine, qui assurerait les intérêts américains dans cette région », a-t-il déclaré, soulignant que la présence des forces américaines provoquait « systématiquement un sentiment de méfiance des peuples de la région ».

Pour le président iranien, la guerre a constitué « une expérience constructive » : « Une leçon a été donnée : il faut en profiter pour faire régner dans la région une sécurité telle que de pareils conflits ne pourront pas se reproduire. » Et M. Rafsandjani de conclure : « L'Islam peut constituer l'axe principal pour tous les pays islamiques et servir d'arbitre. »

De son côté, le vice-président iranien Hassan Habibi a rencontré vendredi à Damas des responsables chiites et laïcs de la coalition d'opposition irakienne. De source proche de cette opposition, on affirme que l'entrevue « prouve que l'Iran n'a pas l'intention d'installer une république islamique en Irak (et) qu'il respecte la volonté et la liberté du peuple irakien pour choisir un successeur à Saddam ».

De même source, on précise que la rencontre a eu lieu en présence de responsables syriens ainsi que saoudiens. M. Habibi, qui était accompagné du ministre des affaires étrangères Ali Akbar Velayati, s'est d'autre part entretenu avec le président Hafez el-Assad ainsi qu'avec le vice-président Abdel Halim Khaddam. (AFP, AP, Reuters)

## Les quarante journalistes disparus à Bassorah ont été libérés à Bagdad

Les quarante journalistes occidentaux disparus depuis près d'une semaine dans la région de Bassorah étaient attendus samedi 9 mars dans l'après-midi en Jordanie, a-t-on appris au Quid d'Orsay dans la nuit de vendredi à samedi.

Ils ont quitté la capitale irakienne par la route à 7 h 30, heure locale (5 h 30, heure de Paris), après avoir été remis aux représentants du Comité international de la

Croix-Rouge (CICR), ainsi que deux prisonniers de guerre américains également capturés près de Bassorah. L'ambassadeur de France à Amman devait se rendre à la frontière jordanienne pour accueillir journalistes et photographes.

C'est le CICR qui a informé le gouvernement français de cette libération et qui lui a fourni la liste des dix-huit envoyés spéciaux français qui ont été libérés en compagnie de journalistes de nationalité américaine, britannique, italienne, norvégienne, brésilienne, espagnole, irlandaise et uruguayenne.

La liste des journalistes et photographes français donnée par le CICR est la suivante : outre la corresponsable du Monde, Françoise Chipaux, elle comprend François Camé (Libération), François Landon (l'Evénement du jeudi), Patrick Bourrat, Bruce Frankel, Patrick Michel et François Doré (TF 1), Hervé Brusini, Gilles Trénel, Franck Bisset et Joël Gauthier (A2), Pascal Richard et Loïc Madeline (la Cinq), Pierre Thébaud (RMC), et les photographes Philippe Wojazer (Reuters), Jean-Claude Coutausse (Agence Contact), Eric Rouvet (Agence Odyssee), et Yves Debay (Raid).

Après des jours d'incertitude, de déclarations contradictoires, et de multiples démarches diplomatiques, la décision de Bagdad de libérer les quarante journalistes avait été rendue publique vendredi

(notre dernière édition datée du 9 mars). Selon les Irakiens, ils avaient été « retrouvés » à Bassorah après être entrés « illégalement » en Irak, venant du Koweït.

Selon les premiers témoignages recueillis après leur arrivée à Bagdad, ces journalistes, apparemment en bonne santé bien que fatigués, ont été capturés par petits groupes dans la région de Zoubair, proche de Bassorah, par des soldats fidèles à M. Saddam Hussein.

Dans un premier temps, ils ont été emmenés sur le campus de l'université de Bassorah, ville où se sont déroulés de violents combats entre forces loyalistes et insurgées chiites. Ils y ont été détenus deux jours avant d'être transférés mardi dans la capitale irakienne. Certains ont affirmé avoir été délestés par les Irakiens de leur matériel et de leurs véhicules. Ils ont été traités convenablement, bien que de façon spartiate.

Vendredi soir, la plupart des quelque soixante-quinze journalistes, photographes, cameramen et techniciens étrangers expulsés de Bagdad étaient arrivés, par convoi routier, en Jordanie. Seuls pour le moment un photographe yougoslave de l'agence AP et un technicien de la télévision britannique sont restés en Irak.

La raison officielle de leur départ, selon le ministère de l'information irakien, était de permettre aux fonctionnaires de ce ministère qui surveillent les activités des correspondants étrangers de faire une pause après des mois de travail intensif, et, par la volonté du gouvernement, d'améliorer les conditions de travail des journalistes. Cette décision intervient néanmoins à un moment où M. Saddam Hussein doit faire face à une opposition accrue.

Au cours des derniers jours, « les Irakiens nous laissent voir de moins en moins de choses », a déclaré à son arrivée en Jordanie le journaliste américain Peter Arnett, qui a couvert toute la guerre par la chaîne de télévision par câble CNN. (AFP, Reuters, AP)

### Aux Etats-Unis

#### « Actions de grâce »

Le président George Bush a décidé que les 5, 6 et 7 avril seraient des « journées nationales d'actions de grâce ». La Maison Blanche a souhaité que les cloches retentissent à travers tous les Etats-Unis le 7 avril, à 15 heures locales, pour célébrer « la libération du Koweït et la fin des hostilités dans le Golfe ».

« J'ai demandé aux Américains de se rassembler chez eux ou dans des lieux de culte pour remercier Dieu pour la libération du Koweït, pour bénir la paix et la liberté, pour nos troupes, nos familles et notre nation », a déclaré le président américain. (AP)

### La tournée du secrétaire d'Etat américain au Proche-Orient

## L'OLP examine la proposition de M. Baker de rencontrer une délégation palestinienne

A Tunis, la direction de l'OLP examine l'offre du secrétaire d'Etat américain James Baker de rencontrer une délégation palestinienne des territoires occupés, à l'occasion de sa tournée de dix jours au Proche-Orient et en URSS, entreprise vendredi 7 mars en Arabie saoudite.

M. Baker avait affirmé jeudi à bord de son avion être prêt à rencontrer des Palestiniens en Israël (le Monde du 9 mars). Les personnalités des territoires occupés ont aussitôt affirmé qu'une telle rencontre devrait avoir l'aval de l'OLP. Les dirigeants palestiniens ne sont pas de prime abord opposés à une telle rencontre, a-t-on indiqué de source palestinienne à Tunis. Ils voudraient néanmoins connaître avec certitude les intentions des Etats-Unis, qui pourraient envisager une solution basée sur la fin de l'occupation des territoires et l'autodétermination du peuple palestinien, ou bien une simple autonomie.

A Amman cependant, cheikh Abdel Hamid al-Sabeh, président du Conseil national Palestinien (CNP, Parlement en exil), a estimé que la tournée de M. Baker est une « ruse qui vise à égarer l'OLP du proces-

sus de paix ». « Avant d'avancer n'importe quel projet (de paix), il est demandé aux Etats-Unis de prendre des mesures pour faire appliquer les résolutions (de l'ONU) concernant les territoires occupés en 1967 », a-t-il affirmé dans un entretien publié vendredi par le quotidien jordanien Saoudi ach-Chaab.

Arrivé vendredi en Arabie saoudite, M. Baker, accompagné par le commandant en chef de l'opération « Tempête du désert », le général Norman Schwarzkopf, a d'abord rencontré le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud al-Fayçal. A l'issue des entretiens qu'il a eus ensuite avec le roi Fahd et son homologue saoudien, des collaborateurs du secrétaire d'Etat ont affirmé que les responsables saoudiens ont compris le « double volet » du programme américain pour la région et exprimé leur volonté de l'appuyer. On ajoute de même source : « Il s'agit d'un engagement saoudien à participer activement au nouvel élan visant à résoudre le conflit arabo-israélien, et à obtenir en même temps des progrès quant au problème palestinien dans les territoires occupés par Israël ».

Avant d'entamer ce périple, M. Baker avait précisé que sa tournée serait axée sur de nouveaux

arrangements de sécurité dans la région, sur le contrôle des armes et la coopération économique au Proche-Orient, dans le cadre d'un plan pour établir le « nouvel ordre international » évoqué par le président Bush.

Après Ryad, M. Baker devait se rendre à Taëf, à l'ouest du royaume, afin de rencontrer l'émir du Koweït, cheikh Jaber Al-Ahmad Al-Sabah, et visiter samedi Koweït-Ville. Le secrétaire d'Etat doit se rendre ensuite au Caire, en Israël, en Turquie et en Union soviétique.

Concernant la convocation d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, le secrétaire d'Etat avait affirmé que Washington appuierait la tenue d'une telle conférence « au moment approprié », en précisant que sa convocation trop tôt serait « contre-productive ».

### Une conférence de paix « régionale » ?

Vendredi, pour la première fois, un responsable israélien a déclaré qu'une conférence de paix « régionale » pourrait être l'instrument d'un règlement du conflit israélo-arabe. M. Yossi Achmeir, chef de cabinet du premier ministre Yitzhak Shamir, a précisé que le gouverne-

ment examinait une proposition de négociations entre Israël et une délégation d'Etat arabe. « C'est une idée qui est actuellement à l'étude à Jérusalem. A mon avis, c'est une bonne proposition (...). vous pouvez appeler ça une conférence régionale », a-t-il affirmé à l'agence Reuters.

M. Achmeir a cependant ajouté qu'il n'était pas question d'y accepter des représentants de l'OLP. Les représentants palestiniens sans affiliation à la centrale de Yasser Arafat, qui seraient élus dans les territoires occupés en vertu du plan Shamir de 1989, pourraient en revanche participer à cette conférence.

M. Yitzhak Shamir a lancé vendredi un appel à la Syrie et à l'Arabie saoudite pour entamer des négociations avec Israël, selon la radio israélienne. Au cours de sa rencontre à Jérusalem avec le secrétaire d'Etat canadien aux affaires étrangères, M. Joe Clark, M. Shamir a appelé la Syrie et l'Arabie saoudite à « se retrouver avec Israël autour d'une table de négociation ». « Cela créera, a-t-il dit selon la radio, une atmosphère positive chez les Palestiniens, pour la promotion de l'initiative de paix (du gouvernement israélien) ». (AFP, Reuters, AP)









## EUROPE

L'exode des ressortissants

# Rome n'accordera le permis de séjour permanent qu'aux réfugiés politiques albanais

Le gouvernement italien entend accueillir les réfugiés albanais qui ont débarqué sur les côtes adriatiques, mais le permis de séjour permanent ne sera accordé qu'aux réfugiés politiques, a déclaré vendredi 8 mars le ministre de la protection civile, M. Vito Lattanzio. Pourront également rester, aux termes de la loi sur l'immigration, les Albanais détenant un contrat de travail, mais il paraît évident que

les réfugiés de ces derniers jours ne remplissent pas cette condition. Quant à ceux qui n'ont pas encore débarqué, le ministre a suggéré l'hypothèse de les rapatrier à bord de navires de l'ONU et de la Croix-Rouge. Le gouvernement a par ailleurs demandé à la magistrature de placer sous séquestre les bateaux qui ont transporté les réfugiés à travers l'Adriatique. M. Lattanzio a également annoncé un renforcement

des services de patrouille et de contrôle le long des côtes italiennes. Jeudi soir, une centaine d'Albanais ont tenté d'entrer en Yougoslavie et, selon Radio-Belgrade, les gardes-frontière auraient ouvert le feu contre ce nouveau groupe de candidats à l'émigration. Si Radio-Tirana estimait la situation « calme » dans le pays, plusieurs milliers d'Albanais, dans l'attente d'un hypothétique bateau pour l'Italie,

seraient toujours massés à Durrës, port du sud du pays que les autorités avaient placé sous contrôle militaire. Une demi-douzaine de soldats albanais armés ont d'autre part gagné clandestinement la Grèce vendredi, rejoignant ainsi les quelque deux cent cinquante militaires qui ont déjà déserté et fui leurs pays au cours des trois derniers mois. (AFP)

## Les va-nu-pieds de Brindisi

BRINDISI

de notre envoyé spécial

Sur la route nationale 379, balayée par le sirocco, des hommes marchent. Où vont-ils ? Eux seuls le savent. Ils ont fait 30 kilomètres à pied déjà, ils vont vers le Nord, à la poursuite de leur rêve d'opulence et de liberté. Ils ne sont pas plus d'une dizaine mais on les regarde. Ils sont sales, pas rasés, mal vêtus et sentent mauvais. Une semaine sans se laver, peut-être plus. Dans une heure ou deux, une voiture bleue s'arrêtera à leur hauteur. Des policiers en surplum. Ils essaieront d'expliquer que tout va bien désormais, qu'ils ne doivent plus avoir peur, qu'il leur faut rester, que le gouvernement a décidé d'accueillir tous les réfugiés albanais, que, bien sûr, tout cela est temporaire, mais qu'en Italie, savez-vous, le temporaire...

Il s'appelle Terenzi, il a dix ans, le nez sale et des chaussures trop grandes mais presque neuves. Avec son copain Afrim, cela fait un quart d'heure qu'il fait des tours de manège sur l'escalator du grand magasin Standa de Brindisi. Des marches qui montent toutes seules, il n'avait jamais vu ça de sa vie, le petit Terenzi. Des gens s'arrêtent pour regarder ces mêmes, hilares, qui découvrent la prospérité au quotidien.

Pas d'agressivité dans l'air, seulement de la curiosité chez les passants, et peut-être un peu de pitié aussi. Elle s'appelle Matilda, elle a

seize ans, une mère rebelle et un beau regard plein de défi. Quinze ou vingt compagnons d'infortune sont autour d'elle et poussent des soupirs d'énervement. Matilda accélère le mouvement, appuie tous ses doigts en même temps sur l'écran et regarde l'image changer, les pages tourner. L'indicateur électronique des chemins de fer, à la gare de Brindisi, est une machine fabuleuse, signe d'Alfa au pays des merveilles. Quand un voyageur en quête de renseignements s'en approche, tout le monde s'écarte et relègue par-dessus son épaule, pour répéter aussitôt après la formule magique qui anime la machine.

Tout est bon, frais, exotique...

Les gens du cru observent le manège, puis s'en vont vagues à leurs occupations, un vague sourire de fierté et de contentement au coin des lèvres. C'est bon, quand même, d'appartenir à la cinquième puissance économique du monde.

Il est 12 heures à l'horloge de la place du Dôme à Brindisi. Les marchands de primeurs de la région vont bientôt empiéter leurs cagots dans les canions. Les groupes de réfugiés vont et viennent entre les étals. Ils ne font rien, ne demandent rien. Ils mangent avec les yeux. De temps en temps, l'un d'entre eux

glisse quelques mots dans l'oreille de l'autre qui acquiesce gravement. On n'attend pas ce qu'il dit, on ne comprendrait pas, mais on imagine : « T'as vu tous ces fruits ? Ce truc verdâtre et couvert de duvet, à ton avis, c'est quoi ? » Le marchand explique, ils se regardent, répètent le nom, feignent tout à coup de comprendre. « Ki-wi, c'est un ki-wi, quoi ! ». L'homme en offre un, le fruit passe de main en main, on sort un couteau, on l'ouvre, on le gôlote. « Les petits grains noirs, là, ça se mange aussi ? » Oui, tout est bon, frais et exotique dans le monde moderne.

15 heures dans le centre-ville. Deux ou trois mille Albanais ont forcé les barrières et se sont répandus dans la cité. Ils vont et viennent, restent ébahis durant de longs moments face aux vitrines les plus basées : un marchand de pipes, une échoppe de contellerie, un magasin d'horloges.

Vieilles trépassées

Tout à coup, une rumeur. Les huit Petites Sœurs de la Charité ont décidé d'ouvrir leur maison et l'on peut y prendre des douches. Des douches ? Dix, vingt, cent, deux cents. Ils ne font rien, ne demandent rien. Ils mangent avec les yeux. De temps en temps, l'un d'entre eux

mettre de l'ordre parmi ces misérables dépourvus d'hygiène depuis une semaine, quelquefois des années. Bien sûr, c'est l'élément. La police arrive, charge brutalement et finit par ramener le calme et un semblant de discipline. Une Sœur essuie une larme. C'est parfois dur à supporter, le dénuement des autres...

17 heures sur la jetée. Un homme masqué de blanc, avec un drôle d'appareil sur le dos, actionne un levier tout en dirigeant une sorte de tuyau qu'il balance en cadence d'un trottoir à l'autre. On dirait un vigneron qui sulfate ses ceps. Il sulfate, oui, mais dans la bonbonne, il y a du désinfectant. Les médecins l'ont dit : ils craignent des épidémies. 10 à 15 % des réfugiés souffrent de gale, la maladie de la saleté et de la misère. Des centaines de cas de dénutrition avancée ont été observés, et aussi quelques hépatites B. Une équipe municipale a été chargée de ramasser toutes les savates éculées et les tas de haillons abandonnés, ici et là sur les trottoirs, par tous ceux qui ont pu se changer. A en juger par les amoncellements de vieilles fronces que les fonctionnaires désignent sous le train de brûler, ils sont nombreux. Les commerçants ont été invités par leurs syndicats à offrir leurs invendus, les particuliers à vider leurs armoires. L'appel a été entendu : tous ceux qui déboulent en pantalon à pinces d'échiquier, les quinze mille ou seize mille va-nu-pieds qui ont tout risqué pour des chaussures neuves trop petites ou

trop grandes, sont là pour en témoigner.

23 heures à l'entrée des docks. Un gigantesque embouteillage bloque l'accès aux quais. Plusieurs dizaines d'autobus municipaux, d'autocars de luxe et de Pullman à touristes ont été réquisitionnés pour transporter les réfugiés.

Les femmes et les enfants d'abord

Policiers et carabinieri, masqués de gaze et gantés de caoutchouc comme des chirurgiens, tentent d'opérer un tri rapide parmi les deux mille ou trois mille personnes qui pètent encore ici depuis des heures. « Les femmes et les enfants d'abord », ordonne un gradé. Mais la foule est trop compacte. Chacun veut être le premier à monter dans l'autobus.

L'ordre est bientôt abandonné. « Via ! via ! Forza ! forza ! » : les hommes masqués tentent d'accélérer le mouvement. Les voyageurs courent vers les véhicules, serrent comme un trésor l'inévitable sac plastique que tous triment avec eux et qui contient les premiers effets de leur nouvelle vie.

3 heures, samedi matin. La ronde infernale des autocars est terminée. Les quinze mille ou seize mille va-nu-pieds qui ont tout risqué pour tout recommencer ailleurs ont été

emmenés dans des entrepôts vides, dans les écoles. Les trente établissements scolaires de Brindisi ont été réquisitionnés par le préfet. Les enfants et les lycéens sont en vacances jusqu'à nouvel ordre. Un peu plus loin dans la région et jusque là-haut, aux portes de Rome, les autorités préparent les camps qui vont accueillir tous ces gens. Tout sera prêt dans quelques jours, peut-être une semaine. En attendant, il faut nettoyer les quais jonchés d'immondices, d'excréments dégageant une insupportable puanteur. Un cloaque. Les « bateaux de l'espoir » sont vides, amarrés, saisis sur ordre de la magistrature italienne. Leurs armateurs turcs, grecs ou chypriotes, qui faisaient la navette dans l'Adriatique, devront payer de lourdes amendes pour les récupérer.

A la lueur d'un lampadaire, Petri et trois copains gloussent comme des idiots en tournant les pages d'un magazine pornographique trouvé Dieu sait où ! A deux pas, une vingtaine d'élégantes italiennes sortent d'un dîner entre dames dans un restaurant chic. Le 8 mars 1991, l'Occident était la Journée internationale des femmes. Au même moment, des Albanais ordinaires pénétrent comme par effraction dans le vingtième siècle.

PATRICE CLAUDE

## L'énigme Kadaré

Suite de la première page

Comme blessé, il finissait même par esquiver un mouvement d'humour devant ce qu'il prit pour de l'ironie méchante et qui n'était que de la curiosité naturelle.

C'est que, même s'il a éprouvé le besoin de s'en expliquer longuement, à travers de multiples interviews et dans deux livres (2), sa coexistence avec le régime corbe n'est pas séparée restant ambiguë.

Dans le débat sur les rapports entre écrivains et pouvoir en pays totalitaire, Kadaré a fourni, pendant de longues années, un exemple sans doute unique, celui d'un écrivain dont les œuvres étaient publiées dans son pays, participant aux structures officielles du régime, jouissant même de certains privilèges, tout en se sachant en opposition avec ce régime et sous la haute surveillance de son appareil de sécurité.

Il se souvient, non sans agacement, comment, les derniers temps, on a voulu rapprocher son personnage de celui d'un autre écrivain de sa génération, Václav Havel, alors que leurs démarches sont si dissimilables : Havel était en opposition ouverte avec le régime tchécoslovaque, ce qui lui valut de multiples séjours en prison et l'interdiction de toute son œuvre ; ainsi marginalisé, il était ignoré de son peuple sous la dictature et dut placer l'action politique avant la création littéraire.

Comme un héros national

Kadaré, en revanche, soutient que, pour lui, l'action politique passait par la création littéraire, qui lui permit d'acquiescer une immense popularité auprès de ses compatriotes - une situation, certes, plus enviable. A ceux qui lui reprochent de ne s'être battu qu'après la mort d'Enver Hoxha, le fondateur du communisme albanais, il répond : « Le duel [avec Hoxha] n'a pas eu lieu

après sa mort, c'était un duel entre littérature et dictature. Le fait même que l'écrivain crée de la littérature, c'est que, déjà, il a gagné le duel. » « Libérer les mots, dit encore Kadaré, c'est un grand travail, ce n'est pas si facile... »

Pourtant, il avoue qu'il était « hanté par l'image de Havel parce que, même du vivant d'Enver Hoxha, qui était un petit Staline et un petit Lénine local, lorsque les journalistes écrivaient que nous étions les deux Albanais les plus célèbres, c'était une horreur, comme une condamnation à mort. » Doit-on, pour autant,

considérer que, après ces explications, tout est clair sur les rapports de Kadaré avec Hoxha ? Hoxha n'émerge-t-il pas du Grand Hiver, le roman qui raconte admirablement la rupture soviéto-albanaise, comme un héros national que sa ténacité Albana au géant soviétique rend comme tonte assez sympathique, même si l'on perçoit en arrière-plan toute la perversité du système totalitaire ? C'est d'ailleurs Hoxha lui-même qui autorisa finalement la parution de ce livre ; d'où, explique Kadaré, le « mystère de la protection » dont l'auteur bénéficia ensuite : « Tout en étant ma bouée de sauvetage, le Grand Hiver était aussi ma malédiction », écrit-il, retombant dans la tourmente contradiction qui veut que, pour pouvoir lutter par l'écriture, il fallait être agréé par le régime.

On peut aussi se demander quelle était réellement la marge de manœuvre de Kadaré dans le degré de collaboration avec le régime. Il fut membre du Parti communiste, député de 1970 à 1982, membre de la direction de l'Union des écrivains vice-président du Front démocratique, organisation « de masse » dont la présidence était la veuve d'Enver Hoxha. Peu après la mort de Hoxha, le Monde reçut et publia, le 26 avril 1985, une lettre d'Ismail Kadaré s'élevant contre les articles publiés dans ce journal sur le leader albanais : « Il est indigne d'offenser un peuple à des moments de deuil et de douleur », écrivait Kadaré. Le nom d'Enver Hoxha est indissolublement lié aux fondements, à l'histoire et à l'édification de la nouvelle Albanie. Voilà ce qui détermine les dimen-

sions de sa figure et, conséquemment, l'ampleur du deuil. » Cette lettre était-elle spontanée, ou écrite sous la pression ? Kadaré n'en a jamais parlé.

Lorsque, dans une interview publiée en 1986, le Monde lui demanda pourquoi il n'était plus député, il eut cette éloquente réponse : « Parce qu'on ne m'a plus proposé de l'être. » A France-Culture jeudi, il a expliqué qu'il était député « dans une période où cela n'avait aucune importance ».

Absurdités du système

De même, lorsque nous lui avons demandé pourquoi il était vice-président du Front démocratique, il a déclaré : « Je ne sais pas. - Mais vous aviez accepté ? - Personne ne m'a demandé [mon

avis]. Ce n'était pas quelque chose de sérieux. » C'était tout de même suffisamment sérieux pour qu'il relate, dans *Printemps albanais*, une altercation qu'il eut avec M<sup>me</sup> Hoxha lors d'une réunion de la présidence du Front, en mai 1990.

Ambiguïté encore lorsqu'il décrit le mariage de sa décision de partir, l'an dernier. Par l'absence, dit-il, il voulait forcer le changement, après avoir compris qu'il ne pouvait plus y contribuer sur place ; d'une certaine manière, l'opération a réussi. En même temps, on sent bien, dans la minutieuse description de *Printemps albanais*, que ce système lui était devenu proprement insupportable, comme l'absurdité de la Mercedes offerte au haut dignitaire que l'on vient de limoger, ou comme l'envoi à Strasbourg, à une conférence sur les droits de l'homme, du haut magistrat qui avait mis tant d'innocents en prison.

Ces absurdités avaient pourtant toujours existé, mais soudain, alors que le système s'effondrait dans les pays voisins, elles devenaient trop criantes. « Aujourd'hui, il apparaît que les limites [du monde communiste] sont dépassables, déclarait-il au Monde le 26 octobre dernier. Mais en Albanie, je ne peux pas les dépasser. Alors je pars. Disons que la désillusion a été plus insupportable que l'oppression. » Car lui aussi avait cru au président Ramiz Alia et à la capacité du système à se réformer.

Kadaré n'est pas un héros. Il ne cherche pas à passer pour tel - et d'ailleurs, pouvait-on l'être en Albanie ? Plus de cinq mois après son arrivée en France, le grand écrivain albanais apparaît surtout comme un homme tourmenté, celui-là même qui, au moment de quitter son pays, comparait l'exil à la mort, puis à la prison.

SYLVIE KAUFFMANN

(2) Outre *Printemps albanais* : *Ismail Kadaré, Entretiens avec Eric Faye*, éd. José Corti, 109 pages, 75 F.

## Douloureux « printemps »

Le « printemps » d'Ismail Kadaré a commencé le 4 février 1990, par une très longue entrevue avec le président Ramiz Alia, qu'il connaissait bien pour avoir eu souvent affaire à lui pendant les vingt années durant lesquelles M. Alia avait été responsable de la propagande au comité central ; il la respectait, d'ailleurs. Kadaré expose au numéro un albanais sa vision d'une transition démocratique et les changements qui lui paraissent indispensables. En le accompagnant, Ramiz Alia à cette phase : « Tout se fera. »

Le 21 mars suivant, Kadaré donne une interview à un journal albanais, la Voix de la jeunesse, qui non seulement est publiée mais fait grand bruit. L'écrivain n'hésite pas à dire qu'elle « provoque un embrasement général » ; il est vrai qu'il y sort de sa réserve pour évoquer la démocratie, les droits de l'homme, les libertés.

Déjà, en avril, surgissent les premiers nuages. Kadaré appelle cette période le « temps des maïs » ; c'est le moment où les

hésitations se font jour, où le pouvoir tente de satisfaire les conservateurs en même temps que les réformateurs. Pourtant, certaines mesures de libéralisation sont adoptées, allant dans le sens de ce qu'avait demandé Kadaré. La Sigurimi, la redoutable police politique albanaise, elle, ne défile pas.

Le 3 mai, convaincu que le danger d'un retour en arrière se faisait de plus en plus menaçant, Kadaré écrit une longue lettre à Ramiz Alia. « Vous avez ouvert de nouveaux horizons au peuple albanais », ne les laissez pas s'assombrir, lui dit-il en l'assurant du « soutien » de ce peuple.

Illusions perdues

Persuadé d'avoir joué un rôle décisif dans cette timide ouverture, Kadaré s'interroge sur sa propre place dans le suite des événements. « Havel me torture », écrit-il. Le 21 mai, il reçoit la réponse de Ramiz Alia ; le style dogmatique de cette lettre, l'insaisissable répétition des mots « Parti

et Hoxha » lui font l'effet d'une douche froide. C'est fini. Kadaré n'a plus d'espoir et prend la décision de partir, dès que l'occasion s'en présentera.

Juin est pour lui le mois de la peur. Le pouvoir prend pour cible un « groupe d'intellectuels », dont font partie l'écrivain et quelques personnalités que l'on retrouvera, six mois plus tard, à la tête de l'opposition naissante et du Parti démocratique. Le 2 juillet éclate la crise des ambassades ; Ismail Kadaré fait état dans son livre d'un terrible massacre, ce jour-là, perpétré par les forces de l'ordre devant les représentations occidentales. Il est suivi d'un autre massacre, qu'il décrit en détail dans son dernier livre, dans la ville de Kavaja. La répression est allée trop loin, certains « durs » du régime sont limogés. « Trop tard », écrit Kadaré. « Ramiz Alia avait perdu l'occasion de rentrer dans l'histoire », Kadaré, lui, a perdu « ses illusions que j'avais soutenues de toute mon âme. Qu'avec mon autorité d'écrivain célèbre

j'avais rendues plausibles. Le ramord était inévitable. » Le 27 septembre, il s'envole pour Paris.

Kadaré ne participera pas aux élections du 31 mars, même s'il soutient ouvertement le Parti démocratique, et ne retournera dans son pays que lorsque ce sera une démocratie. Les Albanais le réclament ? « Ce ne fait rien, dit-il, ils ont mes livres, ça suffit. » « L'important, poursuit-il, n'est pas de gagner ou non les élections, l'important c'est de continuer. » Il donne encore au régime « un an, un an et demi ». Quant à Ramiz Alia, pour lequel il fut plein de bienveillance, il le juge aujourd'hui « hésitant, faible, influencable, très mal entouré ». De cet épisode du « printemps albanais », dont on connaît peu de choses en Occident, du comportement de Ramiz Alia tel que le décrit Kadaré, émerge en bien des points un parallèle frappant, comme en miniature, avec une autre tentative de réforme du socialisme : celle de Mikhaïl Gorbatchev.

S. K.



## EUROPE

URSS : publication du nouveau projet de traité de l'Union

## Le référendum du 17 mars reste entouré d'ambiguïtés

La publication, samedi 9 mars, par la presse soviétique du nouveau projet de traité de l'Union (le Monde du 7 mars) donne un atout à M. Mikhaïl Gorbatchev à une semaine du référendum qu'il entend organiser sur le maintien de l'URSS. Il en avait bien besoin, tant paraissent fragiles les accords qu'il a pu arracher aux dirigeants de huit grandes Républiques soviétiques, à la fois pour approuver « en principe » le nouveau texte et pour s'engager à mener sur leur territoire le référendum du Kremlin. Mais sa préparation se fait dans un tel désordre et tant d'incertitudes planent sur son déroulement, que certains députés soviétiques ont déjà demandé le report du scrutin.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

M. Gorbatchev, qui s'est aligné, voici trois mois, sur les forces les plus hostiles à l'octroi d'une souveraineté réelle aux Républiques, a manifestement fait subir des entorses à son credo officiel pour obtenir ce projet de traité, paraphé pour l'instant par les seuls adjoints des trois Républiques slaves et des cinq Républiques d'Asie centrale. L'une de ces entorses est que le mot « socialiste » n'apparaît nulle part dans le texte du projet de traité. M. Gorbatchev a été interpellé jeudi sur ce point par un député conservateur indigné de cette « disparition », alors que le Congrès des députés s'était prononcé en décembre, après le Parti communiste, en faveur du maintien d'une « Union socialiste ». Le numéro 1 soviétique a répondu que « le choix socialiste du pays est déjà inscrit dans de nombreux documents », y compris dans la formulation de la question posée au référendum du 17 mars sur le « maintien de l'URSS ». « Il n'est donc pas nécessaire de le répéter partout », a-t-il ajouté, quelque peu embarrasé. Mais à cette concession s'ajoute celle qui consiste à accepter l'éventualité de conditions spécifi-

ques d'adhésion à l'Union pour certaines Républiques. M. Gorbatchev avait évoqué cette possibilité dès le printemps dernier, mais le texte du premier projet, élaboré au Kremlin en novembre, n'en faisait plus mention. Jeudi, devant le Soviet suprême, M. Gorbatchev a parlé à nouveau de la « situation spécifique » des Républiques baltes.

Mais il est vrai qu'en échange, ce nouveau projet de traité reprend les grandes lignes de celles du premier en ce qui concerne les partages de compétences, dont « le centre » conserve l'essentiel. Et qu'il place une belle épave dans le pied de M. Boris Eltsine, avec la question de la représentation des anciennes Républiques « autonomes » qui se sont proclamées à l'automne dernier « souveraines ». Le projet leur donne le droit d'être représentées en tant que telles dans les futures instances de l'Union et pas seulement au sein de la République fédérale dont ils dépendaient jusque-là. Or il s'agit avant tout de dix-neuf Républiques situées en Russie (celles des Tatars, Bachkirs, Lakoutes, etc.) qui sont toujours contrôlées par les communistes. M. Eltsine a affirmé aussitôt, selon l'agence Interfax, que la Russie ne signerait pas l'accord si cette disposition était maintenue. Les autres Républiques devraient soutenir sur ce point M. Eltsine, aucune n'étant exempte de minorités qui pourraient ainsi se soustraire à leur autorité.

« Oui à l'Union, non au chaos ! »

La publication du projet de traité, alors que ce point n'est pas réglé et doit encore être débattu, comme l'ensemble du projet, par les différents Parlements républicains, montre à quel point M. Gorbatchev tenait à le faire avant son référendum sur l'Union, le premier qu'il se soit décidé à organiser. Ses opposants — démocrates, élitistes ou nationalistes des Républiques — avaient beau jeu de souligner, pour appeler à voter « non », que les Soviétiques doivent se prononcer sur une Union dont ils ignorent le contenu. Ils en savent maintenant un peu plus, mais pas tout.

SOPHIE SHIHAB

## ESPAGNE

## M. Felipe Gonzalez va remanier son gouvernement

MADRID

de notre correspondant

Un remaniement ministériel aura lieu dans les prochains jours en Espagne. La porte-parole du gouvernement, M<sup>me</sup> Rosa Conde, l'a officiellement confirmé, vendredi 8 mars, mettant ainsi un point d'orgue à une interminable période de spéculations et de manœuvres politiques.

A l'occasion des législatives anticipées du 30 octobre 1989, le chef du gouvernement avait invoqué la nécessité de disposer d'un cabinet renforcé et renouveau, mieux à même d'affronter les rudes défis du marché unique européen pointant à l'horizon. Mais, au lendemain du scrutin, M. Gonzalez décida... de reconduire purement et simplement son gouvernement. L'attribution de plusieurs sièges avait fait en effet l'objet de recours devant les tribunaux et il n'était pas sûr de disposer d'une majorité absolue aux Cortes.

Depuis, un autre obstacle avait surgi, et de taille : le scandale impliquant le vice-président du gouvernement, M. Alfonso Guerra, dont le frère s'était apparemment enrichi de manière fulgurante à l'ombre du pouvoir. Au fur et à mesure que l'affaire s'aggravait, le remaniement se compliquait pour M. Gonzalez. Après s'être obstinément accroché à son poste durant un an, M. Guerra allait finalement démissionner le 12 janvier dernier. La guerre du Golfe devait ensuite retarder ce remaniement.

L'enjeu est considérable car tout porte à croire que M. Gonzalez, après trois législatures successives, ne présentera plus sa candidature aux prochaines législatives. La composition du nouveau gouvernement apportera donc de précieuses indications non seulement sur le rapport de forces au sein du parti, mais aussi sur la personne appelée à le diriger dans un avenir assez proche.

THIERRY MALINIAK

## BELGIQUE : projet de réforme constitutionnelle

## Une femme pourra monter sur le trône

Comme en Grande-Bretagne, au Danemark ou aux Pays-Bas, une femme pourrait régner un jour en Belgique. M. Wilfried Martens, premier ministre, a présenté vendredi 8 mars au gouvernement un projet de réforme constitutionnelle allant dans ce sens.

BRUXELLES

de notre correspondant

Calquée sur la loi salique française, l'article 60 de la Constitution belge stipule : « Les pouvoirs constitutionnels du roi sont héréditaires dans la descendance directe, naturelle et légitime de SM Léopold-Georges-Chrétien-Frédéric de Saxe-Cobourg (Léopold I<sup>er</sup>, premier roi des Belges en 1831), de mâle en mâle, par ordre de primogéniture et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance. » A défaut de descendance masculine, le roi peut nommer un successeur avec l'assentiment des Chambres.

## Procédure de révision complexe

S'il est approuvé — à la majorité des deux tiers par le Parlement — ce projet ne devrait pas avoir de conséquences à court et moyen terme. Il se peut que le roi Baudouin, âgé de soixante ans, monté sur le trône en 1951, manifeste un jour l'intention de renoncer à sa charge. Son frère, le prince Albert, né en 1934, devrait normalement lui succéder. Mais l'idée est assez répandue à Bruxelles que le mari de la belle Paola, qui se consacre surtout à la promotion commerciale du royaume, a moins d'avenir dynastique que son fils aîné Philippe, né en 1960. La réforme constitutionnelle ne pourrait donc profiter qu'à une fille du prince Philippe, pour le moment céliba-

taire, à moins que des circonstances tragiques ne mettent sur le devant de la scène la princesse Astrid, deuxième fille du prince Albert.

Pourquoi cette réforme décidée « en harmonie avec le roi », selon M. Martens ? La Belgique trouve-t-elle gain à se doter d'une image internationale cette exclusion des femmes, si présentes dans les autres royaumes européens.

La procédure de révision de la Constitution est complexe. Le pouvoir législatif a le droit de déclarer qu'il y a lieu de modifier tel ou tel article de la loi fondamentale. Après cette déclaration, les deux Chambres sont dissoutes et c'est au nouveau Parlement de voter la réforme si une majorité se dégage. L'article 60 figurant dans une liste adoptée par une précédente législature, les Chambres actuelles peuvent suivre le premier ministre avant l'expiration du mandat des députés, en janvier 1992.

En revanche, il faudra attendre la prochaine législature pour la révision de l'article 69 (« Le roi sanctionne et promulgue les lois ») que le gouvernement vient d'ajouter à la liste des textes à modifier un jour. Le sujet est beaucoup plus délicat que l'ouverture de la fonction royale aux femmes. On l'avait constaté en avril 1990, quand le roi, invoquant « un grave problème de conscience », avait refusé sa signature à une loi sur l'avortement. Une crise de régime avait été évitée grâce à une « impossibilité de régner » de quelques jours, mais, devant le malaise des socialistes, M. Martens avait promis de proposer « une solution structurelle » à ce genre de problème. En pratique, pour éviter une dissolution, les députés devraient demander la révision de l'article 69 quelques jours avant l'expiration normale de leur mandat, et l'on passerait aux choses sérieuses au début de l'année prochaine.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

## AMÉRIQUES

SALVADOR : élections de transition vers la paix

## La gauche espère devenir la troisième force parlementaire

Un peu plus de deux millions d'électeurs salvadoriens voteront, dimanche 10 mars, pour le renouvellement de l'Assemblée législative et des deux cent soixante-deux conseils municipaux du pays. Malgré la poursuite des opérations militaires dans les zones traditionnellement dominées par la guérilla, celle-ci a décidé de maintenir la trêve qu'elle avait annoncée pour la période du 9 au 11 mars.

SAN-SALVADOR

de notre correspondant en Amérique centrale

Pour la première fois depuis 1972, aucun secteur social ne conteste la légitimité du processus électoral, déclare avec une satisfaction évidente, à propos des élections législatives et municipales du 10 mars, le plus charismatique des dirigeants de la gauche salvadorienne, Ruben Zamora, secrétaire général du Mouvement populaire social-chrétien (MPSC). « L'enjeu est donc exceptionnel, et le scrutin va constituer une étape importante pour la démocratisation. Contrairement à toutes les élections précédentes, qui s'inscrivaient dans le projet contre-insurrectionnel de l'armée, celles-ci ont un caractère plus politique que militaire, et l'armée s'est abstenue de faire campagne contre nous comme elle l'avait fait en 1989 avec des affiches nous accusant d'être des terroristes. »

Bien que les sondages les plus favorables lui accordent moins de 10 % des intentions de vote, la gauche devrait faire son entrée à l'Assemblée législative ou le parti au pouvoir, l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA, droite), pourrait conserver la majorité absolue. « Notre objectif, affirme Ruben Zamora, est de devenir la troisième force politique, derrière l'ARENA et la démocratie chrétienne. » Du fait de son alliance politique avec la guérilla au sein du Front démocratique révolutionnaire, la gauche n'avait pas participé aux élections législatives de 1988.

L'année suivante, les trois partis de la gauche non communiste s'étaient réunis au sein de la Convergence démocratique pour présenter un candidat unique à l'élection présidentielle. Guillermo Ungo, qui est décédé la semaine

dernière, avait obtenu moins de 4 % des suffrages exprimés mais les conditions avaient été particulièrement difficiles pour cette première incursion sur le terrain électoral. La gauche avait dû faire face à l'hostilité de l'armée et de la droite mais aussi au boycottage des guérilleros du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN).

La situation est tout à fait différente aujourd'hui à la suite des progrès enregistrés dans la négociation entre le gouvernement et la guérilla, engagée depuis près d'un an sous les auspices des Nations unies. « Tout le monde reconnaît désormais que la seule solution négociée au conflit, soutient l'écrivain David Escobar, membre de la commission gouvernementale de négociation. Nous avons avancé sur plusieurs points, en particulier sur les droits de l'homme et la réforme des forces armées, y compris sur le principe de l'épuration qui sera inévitable quand on aura établi la vérité sur les crimes les plus abominables. La société a besoin de connaître la vérité historique — plus que la vérité judiciaire — sur les crimes commis des deux côtés, qu'il s'agisse de l'assassinat de Mgr Romero, de celui des Jésuites ou des exécutions perpétrées par la guérilla. »

David Escobar ajoute : « Il faut passer de l'affrontement militaire à la lutte politique. La guérilla a compris qu'elle devait désormais conquérir un espace dans le cadre du pluralisme politique, comme cela est en train de se faire en Colombie où, il est vrai, la différence du Salvador, les organisations rebelles n'ont jamais été sur le point de prendre le pouvoir. »

## La « tombe des rouges »

Même s'il reste décidé à maintenir sa pression militaire et à reconquérir, après les élections, les zones d'influence investies par l'armée ces dernières semaines, le FMLN est en train de modifier radicalement sa position sur le processus électoral qu'il qualifiait jusqu'alors de « manœuvre contre-insurrectionnelle ». Alors que le principal dirigeant de la guérilla, le commandant Joaquín Villalobos, affirmait encore le 23 février que « les élections favorisaient la guerre », le FMLN annonçait quelques jours plus tard une trêve de

trois jours à la demande de la gauche et de la démocratie chrétienne. « Nous avons quelque chose à gagner avec ces élections, affirment les rebelles dans un communiqué, car les forces démocratiques vont conquérir de nouveaux espaces et réduire ainsi le pouvoir de l'ARENA. »

Le commandant Villalobos, qui ne vit plus dans les montagnes du Salvador depuis environ deux ans et se déplace entre plusieurs pays d'Amérique latine avec les autres dirigeants de la guérilla, s'est répandu en déclarations au cours des derniers jours en faveur de la « démocratie pluraliste ». Simultanément, la radio des insurgés rapporte que la guérilla organise des meetings dans certains villages pour dénoncer la « campagne de terreur menée contre l'opposition par le parti au pouvoir et l'armée afin de dissuader les Salvadoriens d'aller voter. »

Les observateurs de l'Organisation des États américains, qui font désormais partie du paysage électoral de l'Amérique centrale, renvoient dos à dos l'armée et la guérilla dans un rapport consacré aux élections. Après avoir félicité toutes les forces politiques pour leur « volonté unanime de collaborer à l'organisation d'un scrutin démocratique », l'OEA constate que les « actes de violence et d'intimidation contredisent cette intention et pourraient avoir des effets négatifs sur le processus électoral. »

L'OEA dénonce les « menaces de mort » de la guérilla à l'égard de certains candidats de la droite dans les zones rurales ainsi que l'assassinat, sans doute commandité par la droite, d'un membre de l'UDN qui se présentait à un poste de conseiller municipal dans la banlieue de la capitale. Elle regrette également la « violence verbale » utilisée par tous les partis qui ont recours à une propagande très agressive.

Comme lors des campagnes précédentes, l'ARENA a diffusé à long cours de journeaux son hymne programmatique que le Salvador se dit « la tombe des rouges », tandis que les démocrates-chrétiens publiaient des caricatures où les candidats de l'ARENA portaient la croix nazie. Comment s'étonner dans ces conditions que, selon un sondage réalisé en janvier par l'Université catholique, 74 % des Salvadoriens continuent d'avoir peur d'exprimer publiquement leur préférence politique ?

BERTRAND DE LA GRANGE

## AFRIQUE

## AFRIQUE DU SUD

## Levée de l'état d'urgence dans le bantoustan du Bophutatswana

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le président du Bophutatswana, M. Lucas Mangope, a levé l'état d'urgence en vigueur depuis mars 1990 dans ce bantoustan « indépendant ». Il a annoncé que la loi sur la sécurité intérieure allait être amendée afin de permettre aux partis politiques de se « déclarer officiellement », ce qui leur garantirait une « complète liberté politique ».

« Nos opposants ont réclamé la place sur la scène politique, nous leur en avons donné », a déclaré M. Mangope. « Ils n'ont pas pu comme la permission de bafouer nos lois. Nous sommes déterminés à ce que la démocratie prévaille », a-t-il précisé. M. Mangope, A la différence des trois autres bantoustans « indépendants » (Transkei, Ciskei et Venda) qui sont tentés par un retour dans le giron sud-africain, le Bophutatswana a rejeté tout appel à une « réincorporation ». Ferme et soutenu par Pretoria, le chef de cet « État » a indiqué que « ces changements » sont les « premiers » d'un plan qui permettra au gouvernement de « conserver l'initiative et de rester maître du destin du Bophutatswana » au moment où des réformes fondamentales sont en train de « bouleverser le sous-continent ».

M. Mangope a révélé que son gouvernement avait eu récemment de « fructueux entretiens » avec plusieurs organisations politiques dont le Congrès national africain (ANC) et le parti Inkatha à dominante zouloue. Il a souligné que le

dialogue engagé « serait « entre-tenu ». L'ANC a réagi favorablement à ces mesures, précisant qu'il s'agissait là de « demandes fondamentales formulées de longue date ».

La Commission sud-africaine des droits de l'homme a accueilli avec scepticisme les déclarations de M. Mangope. « Il s'agit d'un premier pas », a son avis, « deux autres pas » doivent être faits qui aboutiraient à « l'abrogation des lois sur la sécurité intérieure » et « le démantèlement de la structure de cette parodie d'État » pour per-

mettre aux habitants de la région de participer à « la marche vers une Afrique du Sud unie et démocratique ».

Acquis en décembre 1977, l'« indépendance » du Bophutatswana, éclatée en sept parcelles différentes, très éloignées les unes des autres, n'a jamais été reconnue par la communauté internationale. Les autorités de Pretoria continuent de considérer ces quatre bantoustans noirs comme des pays « indépendants » où elles ne se privent pas d'intervenir quand bon leur semble.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

## TUNISIE

## Bedos, Boujenah et Smaïn censurés

TUNIS

de notre correspondant

Est-ce le fait de tourner la guerre et le racisme en dérision pour mieux les condamner, ou de montrer un juif, un Arabe et un pied-noir fraternellement unie dans l'humour ? Quoi qu'il en soit, la retransmission, vendredi 8 mars, sur Antenne 2, du spectacle que Michel Boujenah, Smaïn et Guy Bedos avaient donné à l'Olympie à l'initiative de deux associations antiracistes a été interrompue au bout de quelques minutes sur

les canaux de la télévision tunisienne.

Ce n'est pas la première fois que les responsables de la télévision censurent la retransmission des programmes de la chaîne française sans un mot d'explication ou d'excuses, laissant les téléspectateurs sur leur faim. Mais, dans le cas présent, cette initiative, pour le moins maladroite, ne sert pas l'image d'une Tunisie ouverte et tolérante à laquelle les dirigeants du pays assurent pourtant tenir.

M. D.

## Le dernier cr

Les obsèques de Michel d'Ornano, décédé accidentellement à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) vendredi 8 mars, auront lieu mardi 12 mars à Deauville, ville dont son épouse est maire. De nombreux hommages ont été rendus à l'ancien ministre et bras droit de M. Giscard d'Estaing, venant de droite comme de gauche. MM. Mitterrand et Rocard ont souligné la « fidélité à ses engagements » et l'« ouverture d'esprit » du député (UDF-PR) du Calvados. Pour M. Giscard d'Estaing, dont Michel d'Ornano était l'ami le plus proche et le serviteur le plus dévoué, il s'agit d'une « perte irréparable ».

« Une perte irréparable », c'est aussi les premiers mots de M. Valéry Giscard d'Estaing, apprenant la disparition brutale de Michel d'Ornano. N'aimant guère, pourtant, afficher ses sentiments, l'ancien président de la République signe dans le *Figaro* du samedi 9 mars un article ému. « Non, moi publiciste, je ne change pas d'habitude. Je ne change pas d'appareil, je ne change pas de voix. » Cette disparition est une épreuve pour M. Giscard d'Estaing. Parce que Michel d'Ornano était tout simplement son ami, son confident et le loyal complice de ses mauvais jours, le seul qui pouvait lui parler d'égal à égal. M. Giscard d'Estaing avait dit à Michel d'Ornano, « pour avoir toujours, par exemple, préféré la passion de la

## Un féod

Monsieur le comte était un féodal, mais un féodal qui n'avait qu'un fief n'a d'utilité que son sort avant de s'en aller à Deauville, simplement parce qu'il était un des lieux de violence de sa famille, Michel d'Ornano avait su devenir, très vite, l'homme de la Basse-Normandie et pas simplement le maître du plateau des Patins. Sa région, le Calvados, avait été aussi, pendant la guerre, le théâtre d'une carrière politique, le département était solidement tenu en main par les gaullistes, contre lesquels il allait développer une stratégie d'encerclement dirigée de ses anciens maréchaux de France.

L'institution régionale n'est encore qu'embryonnaire, mais la place était à prendre. Bien avant les autres, Michel d'Ornano comprend que la région est une carte à jouer. Dans le même temps, qu'il conquiert la région, Michel d'Ornano se dote de solides points d'appui dans son département d'élection : dans sa circonscrip-

M<sup>me</sup> Ameline devient député du Calvados. M<sup>me</sup> Nicole Ameline (UDF-PR), suppléante de Michel d'Ornano dans la quatrième circonscription du Calvados depuis les dernières élections législatives de juin 1988, devient députée.

[Née le 4 juillet 1932, à Saint-Vast-en-Auge (Calvados), diplômée d'études supérieures de droit public, chargée de mission au cabinet de Michel d'Ornano, de 1978 à 1988, alors qu'il était ministre de l'Intérieur et du cadre de vie, M<sup>me</sup> Ameline a ensuite occupé les fonctions de secrétaire générale de la mairie de Honfleur (Calvados) jusqu'en 1987. Responsable de la communication au conseil général du Calvados de 1987 à 1991, elle est, depuis le début de cette année, secrétaire générale du district de Deauville.]

M. Rocard : « Il n'est pas possible de traiter les problèmes internes de manière quantitative. » M. Michel Rocard a affirmé, vendredi 8 mars, après la réunion d'un comité interministériel consacré aux droits des femmes, que « le rythme de la croissance de l'économie mondiale ne permet pas de traiter de manière quantitative » les problèmes internes. « Ce n'est pas en distribuant plus que nous le pourrions, en menaçant notre maintien, que nous réglerons les inégalités », des Français, qui sont d'ailleurs « essentiellement qualitatives », a ajouté le premier ministre.

مركز من الإيجل



# POLITIQUE

La mort de Michel d'Ornano

## Le dernier croyant du giscardisme

Les obsèques de Michel d'Ornano, décédé accidentellement à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) vendredi 8 mars, auront lieu mardi 12 mars à Deauville, ville dont son épouse est maire. De nombreux hommages ont été rendus à l'ancien ministre et bras droit de M. Giscard d'Estaing, venant de droite comme de gauche. MM. Mitterrand et Rocard ont souligné la « fidélité à ses engagements » et l'« ouverture d'esprit » du député (UDF-PR) du Calvados. Pour M. Giscard d'Estaing, dont Michel d'Ornano était l'ami le plus proche et le serviteur le plus dévoué, il s'agit d'une « perte irréparable ».

« Une perte irréparable. » Ce sont les premiers mots de M. Valéry Giscard d'Estaing, apprenant la disparition brutale de Michel d'Ornano. N'aimant guère, pourtant, afficher ses sentiments, l'ancien président de la République signe dans le *Figaro* du samedi 9 mars un article ému. « Nous nous parlions presque chaque soir au téléphone. Il décrochait l'appareil, je reconnaissais sa voix. » Cette disparition est une épreuve pour M. Giscard d'Estaing. Parce que Michel d'Ornano était, tout simplement, son ami, le confident et le loyal complice des bons et des mauvais jours, le seul qui pouvait lui parler d'égal à égal. M. François Mitterrand avait, Georges Dayan, M. Giscard d'Estaing avait d'Ornano. A cette différence près, que, pour avoir toujours, par tempérament, préféré la passion de la li-

archie au culte de l'amitié, M. Giscard d'Estaing va comme d'habitude, une grande solitude. Souffrance humaine, touchante, respectable, et handicap politique. De ce point de vue aussi, la disparition de Michel d'Ornano risque de représenter pour M. Giscard d'Estaing, relancé dans une stratégie présidentielle, une « perte irréparable ». Depuis le départ de 1981, depuis que M. Michel Poniatowski avait pris ses distances avec le président déchu, Michel d'Ornano était le dernier « baron » du giscardisme. Il était le seul à pouvoir parler et agir au nom de M. Giscard d'Estaing sans en référer à lui. Il était l'homme des missions secrètes quand il s'est agi, notamment, à partir de 1987, de travailler au rapprochement avec M. Mitterrand dans l'espoir d'une grande « ouverture ». Il ne le craint pas sur les toits de la République, mais ses amitiés, sa gauche étaient nombreuses, comme en font foi les télégrammes de condoléances dépassant l'affliction officielle. Gaston Defferre, Charles Hernu, M. Claude Estier, son copain de collège; MM. Pierre Joxe, Pierre Berégovoy étaient de ses amis. En souvenir d'un négocié de parfum prospère en Algérie, les d'Ornano connaissent aussi, très bien, la famille Attali. Ces liens ont beaucoup servi ces dernières années.

### Un croisé de l'union

Michel d'Ornano était, aussi, l'homme des missions difficiles. Entre 1981 et 1986, il s'était transformé, pour le salut de l'opposition, en croisé de l'union. Il ne pardonnait pas à M. Chirac et au RPR leurs pratiques à la tête de l'Etat, qui contredisaient à sa déontologie politique. Ministre de l'Industrie en 1974, il avait observé de près les agissements de M. Chirac avec l'Irak et il en éprouvait, ces derniers

temps, beaucoup d'aise. Michel d'Ornano emporta avec lui beaucoup de secrets d'Etat. Mais, parce que c'était utile pour M. Giscard d'Estaing, il avait travaillé sans relâche à cette union et au retour sur le devant de la scène de son ami. Au sein de la « commission Gaudin » des investitures électorales, c'est lui qui arbitrait et tranchait.

Quand, en 1986, M. Giscard d'Estaing veut se saisir de la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, c'est encore lui, dans l'ombre, qui s'entremet. L'ancien président choisit-il ensuite l'Europe ? Il n'y est pas pour rien. Sous son gant de velours pouvait se cacher une main de fer. Les Mitterrandiens, dont il n'aimait pas l'inconstance, en ont fait les frais. Evincé en 1987 de la commission électorale du PR, Michel d'Ornano détesta, deux ans plus tard, le plat de sa revanche en barrant la route de M. Lottard pour la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale.

En septembre 1988, ne négligeant rien, il se fait nommer vice-président du groupe Hersant afin de consolider dans la presse écrite un point d'appui pour M. Giscard d'Estaing. Il croyait au miracle. Il imaginait, déjà, le retour extraordinaire de son ami à l'Elysée. Combien de parlementaires, ces temps derniers, se sont-ils entendus promettre par lui quelque grand ministère ? Combien de gouvernements avait-il secrètement formés ? « Nous partageons la même foi », écrit M. Giscard d'Estaing. Nous ne pensons pas si nos idées redonneraient un jour utilité pour la France, mais nous pensions qu'il fallait en préserver la flamme et la chance. » Cette flamme sera, à présent, encore plus difficile à protéger.

DANIEL CARTON

## Un féodal dans son fief

Monsieur le comte était un féodal, mais un féodal qui savait qu'un fief n'a d'utilité que si on le sert avant de s'en servir. Elu de Deauville, simplement parce que c'était un des lieux de villégiature de sa famille, Michel d'Ornano avait su devenir, très vite, l'homme de la Basse-Normandie, et pas simplement le maire de la plage des Parisiens. Sa conquête du Calvados avait été systématique que complète. Au début de sa carrière politique, le département était solidement tenu en main par les gaullistes, contre lesquels il allait développer une stratégie d'encerclement digne de ses ancêtres marchaux de France.

L'institution régionale, en 1967, n'est encore qu'un embryon, mais la place était à prendre. Bien avant les autres, Michel d'Ornano comprend que la région est une carte à jouer. Dans le même temps qu'il conquiert la région, Michel d'Ornano se dote de solides points d'appui dans son département d'élection : dans sa circonscrip-

tion, d'abord, mais aussi à Caen, même, où il fait le nécessaire pour que la mairie revienne, en juin 1970, à un de ses amis, M. Jean-Marie Girault. Encerclé, « mité », le fruit RPR est mûr pour tomber de sa tige. En 1979, en arrachant à la présidence du conseil général du Calvados à un fidèle de M. Jacques Chirac, Michel d'Ornano se venge de la déroute que les chiraquiens lui ont fait subir à Paris.

Ses sujets bas-normands n'avaient pas à se plaindre de leur suzerain. Son autorité à Paris lui permettait de les doter généreusement. L'installation à Caen du Gail (Grand accélérateur national à ions lourds), qui a renforcé la vigueur scientifique de la capitale régionale, doit beaucoup à son passage au ministère de l'Industrie et de la Recherche. Pour doter le port de Caen d'une passerelle de car-ferris, pour sauver la Société métallurgique de Normandie et la Savim, les deux grosses industries de la région, il a su faire front commun avec M. Louis Mexandeau,

socialiste. Car cet homme de la droite pure et dure, ce sévère procureur de la gauche nationale, savait, localement, travailler avec ceux qui, a priori, n'étaient pas de ses amis. Les patrons qui ont dû, sur son ordre, réintégrer des dirigeants cégétistes et cégétistes en savent quelque chose.

De son plus proche collaborateur, M. René Garrec, Michel d'Ornano a fait un président du conseil régional et un député. D'un autre de ses fidèles, M. Francis Sautier-Elie, il a fait un élu à l'Assemblée nationale, et espérait le voir, un jour, accéder à la mairie de Caen. Mais s'il avait ainsi commencé, à doter certains de ses hommes, il n'avait pas véritablement préparé sa succession, car ses nombreuses activités parisiennes ne l'empêchaient pas de tenir encore fermement en main « ses » Calvados et « sa » Basse-Normandie.

THIERRY BRÉHIER

## De l'industrie au cadre de vie

Ministre de l'Industrie de 1974 à 1977, Michel d'Ornano avait géré la nouvelle donne née du premier choc pétrolier, avec l'idée d'aider les entreprises à acquérir taille et compétitivité indispensables pour accéder aux marchés mondiaux : prêt de 1 milliard de francs à Citroën pour faciliter sa fusion avec Peugeot, monopole donné à Framatome pour la construction des réacteurs nucléaires, à Alsthom-Atlantique pour celle des turbo-alternateurs.

Interventionniste (Michelin vendra Berliet à la Régie Renault pour constituer un ensemble « poids lourds ») et libéral (il refuse au CEA la possibilité d'acquiescer plus de 30 % du capital de Framatome), il s'attache à conduire le redéploiement industriel, sans y connaître tout le succès attendu, et met en place une indispensable politique d'économies d'énergie.

Son passage au ministère de la culture (1977-1978) est trop bref pour qu'il y exerce une influence durable. Il décline, en revanche, le record de durée comme ministre de l'environnement : plus de quatre ans de mars 1977 à mai 1981 (ce secteur ayant été rattaché à la culture pendant un an).

Ayant la tutelle de l'équipement de 1978 à 1981, il va insérer un nouvel état d'esprit chez les ingénieurs et aménageurs : le souci du cadre de vie. Les directions départementales de l'équipement (DDE) deviennent alors le véritable bras armé de l'environnement, ce qui représente une petite révolution

dans l'administration de l'époque. Grâce à la durée de son administration, il a pu donner son poids politique au sein du gouvernement. Michel d'Ornano va faire appliquer les lois lancées par ses prédécesseurs. La loi de protection de la nature de 1976, notamment, entre en vigueur sous son règne. Il aura été le seul ministre à oser affronter personnellement et sur le terrain les chasseurs du Médoo, qui tiraient illégalement la tourterelle au printemps.

Cela ne le réconcilie pas avec les écologistes, qui lui reprochent d'avoir pleinement assumé, comme ministre de l'Industrie en 1974, le programme électronucléaire. Soucieux de mieux gérer l'espace, il donne un coup de frein aux grands aménagements du type de la tour Italie à Paris, ainsi qu'au « mitage » du territoire rural envahi de petites maisons dispersées. La loi sur l'urbanisme loiétère les textes existants, celle sur l'architecture n'atteindra pas ses objectifs d'amélioration de qualité et de meilleur fonctionnement de la profession.

Il n'aura pas réussi à endiguer la marée pavillonnaire alors montante (deux logements sur trois étaient des maisons individuelles), et, gérant la baisse des mises en chantier, les logements neufs – le qualitatif devant remplacer le quantitatif –, il a présidé au désengagement de l'Etat de ce secteur budgétaire.

JOSÉE DOYÈRE

## La bataille de Paris

Le 12 novembre 1976, le ministre de l'Industrie et de la Recherche du gouvernement Barre est reçu en audience à l'Elysée par le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing. A sa sortie, sur les marches du palais, Michel d'Ornano annonce aux journalistes : « J'ai été pressenti pour conduire les listes de la majorité présidentielle aux élections municipales de Paris. » Celles-ci sont prévues, en effet, pour mars 1977 et, pour la première fois, elles doteront la capitale d'un statut de droit commun, avec notamment un maire élu.

Il s'agit alors, pour M. Giscard d'Estaing, de s'assurer de la maîtrise de Paris comme d'une base en vue d'obtenir une majorité dans tout le pays lors des élections législatives de mars 1978, qui, déjà, s'annoncent difficiles. M. Jacques Chirac demeure silencieux. Le député de la Corrèze, qui a donné avec fracas à M. Giscard d'Estaing sa démission de premier ministre au

mois d'août, n'ignore pas que le chef de l'Etat souhaite obtenir une majorité municipale, puis parlementaire, qui lui soit dévouée. Il prépare la transformation de l'UDR en RPR, prévue pour le 5 décembre et destinée à pourvoir les « néo-gaullistes » d'un instrument de reconquête du pouvoir, mais il ne veut pas donner prise au moindre reproche de diviser la majorité.

Les critiques envers Michel d'Ornano viennent donc de responsables parisiens de l'UDR, tandis que le ministre de l'Industrie, fort du soutien du président de la République et du chef du gouvernement, se considère comme le représentant unique de la majorité présidentielle. Il désigne ses candidats dans les divers arrondissements, et, le 13 janvier, M. Chirac forme, à son tour, des listes du RPR dans tous les arrondissements. Le 19, l'ancien premier ministre provoque la surprise en annonçant qu'il conduira les listes du RPR dans la capitale. La rupture est

consommée au sein de la majorité présidentielle, dont Michel d'Ornano continue de se réclamer.

Le député de la Corrèze menant une campagne particulièrement active et d'une tonalité très politique, Michel d'Ornano s'efforce d'appareiller comme un gestionnaire ayant des projets précis sur des problèmes concrets et techniques. Au premier tour, le 13 mars, les listes du RPR distancent celles des giscardiens dans onze secteurs sur dix-huit. S'il rencontre enfin M. Chirac pour envisager les conditions du deuxième tour, Michel d'Ornano n'est plus en mesure d'imposer ses exigences. Le 20 mars, le ministre de l'Industrie est lui-même éliminé, et ses listes résistent moins bien à la poussée de la gauche que celles du RPR. M. Chirac devient maire de Paris, tandis que son concurrent cesse, après quinze ans de mandat, d'être maire de Deauville.

ANDRÉ PASSERON

## LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

### L'histoire et la mémoire côte à côte

La guerre du Golfe est finie mais la question d'Orient continue de se poser dans des termes qui, pour avoir évolué dans le temps, n'en restent pas moins toujours aussi complexes quand ils ne sont pas mystérieux ou, tout simplement, invovables. Non, rien n'assure que la solution surdra plus facilement dans le cadre du nouvel ordre mondial issu, dit-on, de l'entente entre l'Est et l'Ouest, à moins que ce ne soit de l'effacement – provisoire, durable ? – de l'URSS ! Le propre des questions difficiles est d'en soulever d'autres, qui noient la réponse recherchée dans une multitude d'évaluations incertaines.

A défaut de prédire l'avenir, on peut se reporter au passé. C'est l'avantage des maux qui durent, ils ont une histoire. A travers elle et en faisant la part des facteurs conjoncturels, il est possible de voir ce qui n'a pas marché et pourquoi ; les échecs ne sont pas par eux-mêmes aussi édifiants que le prétendent de bons esprits volontaristes, mais leur rappel et leur analyse permettent de faire la tri entre l'essentiel et le subalterne, la permanence et l'épisode. Pour ne pas remonter jusqu'à l'Antiquité (bien que...), notons que la question d'Orient a commencé à se poser avec la confrontation de l'Europe et de l'Empire ottoman ; elle n'a pas été réglée après la première guerre mondiale, malgré la recomposition de la région, et pas davantage à l'issue de la seconde grande explication sanglante des nations avancées, comme on ne disait pas encore à l'époque, la décolonisation n'a pas résolu non plus, et, d'une certaine façon, compliqué les choses en révélant que la participation des pays du cru, devenus indépendants, à ce grand jeu de piste n'agissait pas comme une panacée.

Le Grand Jeu, c'est le titre que relance Henry Laurens pour caractériser le tableau qu'il présente sous un autre intitulé : *Orient arabe et rivalités internationales depuis 1945*. Ce spécialiste de l'Islam contemporain se réfère au grand jeu, c'est-à-dire à l'art de la manipulation, auquel se livraient les agents britanniques tout au long de la route des Indes. Le même auteur a publié récemment un autre ouvrage sur la politique de la France face au monde arabe, *Le Royaume impossible*, qui complète le précédent, s'agissant des interventions proprement françaises dans cette région du monde. Deux livres précieux si l'on prétend s'interroger sérieusement sur la suite de la guerre du Golfe, non que l'histoire réponde à tout – car il faudrait aussi s'entendre avec la culture arabe sur les notions de durée et d'action historique, comme on le verra – mais parce qu'elle permet de faire l'économie des erreurs déjà recensées.

Le premier de ces ouvrages plonge dans les détails de la mosaïque arabe et en dégage les

traits dominants, selon l'auteur : l'importance de la question palestinienne qui, dès 1929, fait sortir l'Egypte de son isolement politique régional ; la fracture qui constitue la création d'Israël ; la fragilité des constructions politiques administratives plaquées par l'Occident et les désillusions provoquées par les modèles dans lesquels les peuples de la région ont cru trouver une issue (l'égalité juridique, le nationalisme, le socialisme) avant d'arriver à l'islamisme ; la contradiction entre la revendication unitaire arabe et la préservation des nationalismes territoriaux.

L'auteur estime que le conflit avec Israël est central et que les idéologies politiques et les ambitions des Etats et des masses arabes n'en sont que les instruments, et non pas des finalités en soi. S'il place ses espoirs dans des accords régionaux de désarmement et de sécurité, il en mesure aussitôt le caractère utopique, alors que l'émigration des juifs soviétiques renverse, au moins provisoirement, l'équilibre démographique dans l'ancienne Palestine mandataire et accroît la dépendance d'Israël envers les ressources hydrauliques des territoires occupés.

Le Royaume impossible relevait, lui aussi, de l'utopie : c'était celui que la France, depuis l'expédition d'Egypte, voulait instaurer, d'abord dans ce pays, puis en Algérie, enfin au Proche-Orient, velléité qu'elle n'a pas cessé de renier, partagée qu'elle a été entre l'exportation révolutionnaire de l'idée nationale, sa conception universaliste de la civilisation et ses intérêts coloniaux, ces derniers pesant finalement le plus dans la balance. Il est arrivé à la France d'encourager l'arabité, comme ce fut le cas avec l'Egypte de Muhammad Ali (Méhémet-Ali), avant de la combattre tout en étant plus ou moins forcée d'en accepter l'existence, note Henry Laurens, en retraçant la chronique de ces rendez-vous pris et manqués.

Peut-être convient-il de ne pas s'en tenir qu'à l'histoire, à la fois si riche et si décevante, pour aborder la question d'Orient, ainsi que le suggère Yves Besson, spécialiste, lui aussi, du Proche-Orient, ancien diplomate suisse ? Ne serait-ce que parce que l'histoire n'est pas vécue de la même façon que nous par les Arabes. D'où vient, en effet, que ces derniers, héritiers d'une grande civilisation, aient à ce point échappé à la modernité occidentale et que les analyses sociopolitiques classiques n'aient pas rendu compte de

manière satisfaisante de cet échec ?

L'auteur pense qu'il n'a pas été assez tenu compte des références identitaires dont l'influence s'exerce dans le champ politique et social du Proche-Orient. Sa démonstration vaut la peine d'être suivie de près car elle permet de cerner ce qui, sans doute, nous sépare le plus des Arabes dans leur manière d'être et de penser. Il y a eu un âge d'or de l'islam conquérant et de la domination ottomane, « un âge de l'enchantement » pendant lequel – c'est-à-dire pendant des siècles – plusieurs communautés ont vécu dans une harmonie relative, un ordre politique et social fortement enraciné en la langue – celle de Dieu – et « une certaine conception du temps historique qui est, à mon sens, l'élément civilisateur principal », indique Yves Besson. Dans ce système, issu du double apport musulman et byzantin, héritier des plus vieilles civilisations de cette partie du monde, s'est constitué « un impressionnant sentiment de continuité dans une durée perçue de façon spécifique ». Une durée « qui ne distingue pas radicalement le passé et le présent, la mémoire et l'histoire, cette dernière et la cosmologie ».

Le choc avec la modernité, sa rationalité, ses concepts, s'est établi en continuité conflictuelle. Les apports imposés, les emprunts acceptés n'ont pas remplacé les références aux identités anciennes qui ne cessent pas d'encadrer les conditions de l'action et de la pensée. Au contraire, ces identités sont réactivées dans des mobilisations « que nous qualifions, dit l'auteur, de fondamentalistes, d'intégristes ou de néo-patriarcales pour mieux les catégoriser et les penser comme archaïsmes par rapport au temps historique ». Au risque de passer à côté de la réalité « pour n'accoucher que de tautologies autosatisfaisantes en ne rassurant qu'elles-mêmes ».

C'est pour accéder à une meilleure compréhension de cette réalité rétive, pour améliorer les capacités de gestion, de prévention et de régulation d'éventuels règlements politiques, qu'Yves Besson recommande l'étude des signes et des processus de la mobilisation identitaire. Une approche qui apparaît sophistiquée, intellectuelle, ou dont on dira qu'elle exige du temps et des experts. Indéniablement, elle souffre de la comparaison avec la rationalité, toujours renouvelée, des balles et des bombes.

► *Le Grand Jeu*, d'Henry Laurens, Armand Colin, 447 pages, 180 F.

► *Le Royaume impossible*, d'Henry Laurens, Armand Colin, 210 pages, 98 F.

► *Identités et conflits au Proche-Orient*, d'Yves Besson, L'Harmattan, 190 pages, 110 F.

### M<sup>lle</sup> Arelène devient député du Calvados

M<sup>lle</sup> Nicole Arelène (UDF-PR), suppléante de Michel d'Ornano dans la quatrième circonscription du Calvados depuis les dernières élections législatives de juin 1988, devient députée.

[Née le 4 juillet 1952, à Saint-Vaast-en-Auge (Calvados), diplômée d'études supérieures de droit public, chargée de mission au cabinet de Michel d'Ornano, de 1978 à 1980, alors qu'il était ministre de l'environnement et du cadre de vie, M<sup>lle</sup> Arelène a ensuite occupé les fonctions de secrétaire générale de la mairie de Honfleur (Calvados) jusqu'en 1987. Responsable de la communication au conseil général du Calvados de 1987 à 1991, elle est, depuis le début de cette année, secrétaire générale du district de Deauville.]

► M. Rocard : « Il n'est pas possible de traiter les problèmes internes de manière quantitative ».

► M. Michel Rocard a affirmé, vendredi 8 mars, après la réunion d'un comité interministériel consacré aux droits des femmes, que « le rythme de la croissance de l'économie mondiale ne permet pas de traiter de manière quantitative » les problèmes internes. « Ce n'est pas en distribuant plus que nous le pourrions, en menaçant notre monnaie, que nous réglerons les iniquités des Français, qui sont d'ailleurs « essentiellement qualitatives », a ajouté le premier ministre.



## SOCIÉTÉ

## Un entretien avec M. Michel Delebarre

« En trois ans, il faudra prouver que même les quartiers considérés à tort comme perdus peuvent s'en sortir », nous déclare le ministre de la ville

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Michel Delebarre, nommé ministre de la ville le 17 décembre dernier, fait le point de son action auprès des grandes administrations chargées de la vie urbaine et de ses projets pour les quartiers en difficulté. « En trois ans, il faudra prouver, dit-il, que même les quartiers considérés à tort comme perdus peuvent s'en sortir ».

« Vous avez quitté le ministère de l'équipement pour devenir ministre de la ville, avec une vaste mission mais sans administration centrale, service ni budget propre. Qu'est-ce qui vous a poussé à faire une opération aussi risquée ? »

« Il y a deux enjeux essentiels pour la fin de ce siècle : par l'éducation, ouvrir l'accès à l'égalité des chances ; puis créer les éléments d'une civilisation urbaine. Bientôt quatre Français sur cinq seront des urbains. Par goût du risque, j'ai sollicité l'honneur de relever le second de ces deux défis ».

« Pourquoi un ministre d'Etat, et pas un ministre de la ville ? »

« Parce qu'il y a beaucoup d'initiatives dans ce domaine, y compris de la part de l'Etat. Une quinzaine de ministères sont concernés. Mon décret d'attribution met à ma disposition trente et une délégations, services et directions différents. Ma mission consiste à impulser, coordonner, développer des actions qui se mènent déjà sur le terrain ».

## Une spirale d'exclusion

« Est-elle celle d'un pompier volant qui doit apaiser les conflits agitant les quatre cents quartiers difficiles ou celle d'un théoricien chargé de concevoir une politique de la ville ? »

« Ma tâche prioritaire est de sortir de leur situation les quatre cents quartiers en grande difficulté. On nous jugera d'abord là-dessus. Mais comment y arriver sans, en même temps, traiter les phénomènes de fond qui en sont la cause et risquent de reproduire les mêmes scénarios ailleurs ? Ce ne sont pas les villes qui génèrent l'exclusion : c'est notre société, encore trop inégalitaire, qui produit de telles villes. La ville n'est que le reflet de la société que nous voulons. Nous sommes, avec les élus locaux de toutes couleurs politiques, coresponsables de ce qui arrive ».

« M. Georges Frêche, maire de Montpellier, estime que le Parti socialiste n'a pas de vraie réflexion sur la ville, la décentralisation et l'aménagement du territoire. D'autre part, l'opposition se montre pauvre en propositions nouvelles. Ne vous sentez-vous pas un peu seul ? »

« Peut-être n'ai-je pas théorisé sur la ville, mais, si on voulait illustrer le sujet par dix noms d'élus locaux ayant fait évoluer la ville au cours de ces vingt dernières années, on trouverait Dubedout, Bonnemaison, Pesce, Gein-

dre et Frêche, pour ne citer que des socialistes. Des élus d'autres formations politiques ont également réfléchi et tenté d'agir. Il existe donc une pratique. Les agences d'urbanisme, elles aussi, travaillent sur l'évolution du système urbain ».

« Qu'il faille combler certaines lacunes, conforter le niveau des études urbaines, confronter nos idées avec celles de l'étranger, c'est probable. A ma demande, Roland Castro est désormais sur ce créneau-là. Dans les prochains mois, j'organiserai, région par région, des débats sur l'avenir de la ville, et je vous garantis que nous aurons des centaines de participants passionnés ».

« L'opposition estime qu'après dix ans de pouvoir socialiste la vie urbaine, loin de s'améliorer, s'est aggravée. Que répondez-vous ? »

« Les quartiers dégradés sont le fruit de trente ans d'une évolution économique, sociale et urbanistique qui a créé la spirale d'exclusion. Chacun y a sa part. Mais c'est depuis 1981 que, à l'inspiration d'Hubert Dubedout, les gouvernements animés par la gauche ont saisi le problème et créé la procédure dite de développement social des quartiers. De 1986 à 1988, l'équipe de M. Chirac ne l'a pas remise en cause, mais elle ne l'a pas dynamisée ».

« Aujourd'hui, la volonté de réforme est claire. On a déjà voté une loi pour le logement des plus démunis, et nous préparons deux autres textes, l'un organisant la solidarité financière entre les collectivités locales au bénéfice des communes ayant des quartiers difficiles, l'autre luttant contre la ségrégation et organisant une certaine mixité sociale. Deux réformes de fond qui constituent une vraie révolution ».

« La détermination ministérielle à la ville, Banlieues 89, Conseil national des villes, comptez-vous mettre de l'ordre dans le foisonnement des institutions existantes et renforcer leurs moyens ? »

« Des hommes d'expérience réfléchissent au sein du Conseil national des villes, de Lyon et de Montpellier, à la façon de mieux organiser les moyens. J'ai fait le tour de mes collègues ministres concernés par la ville : ils reconnaissent tous que la politique de la ville est prioritaire et se déclarent déterminés à faire bouger les choses. Chargé de la coordination, je n'admettrai pas qu'il y ait des blocages. J'ai déjà longuement pratiqué le travail interministériel et, vous savez, je suis très comme un Flamand, c'est-à-dire positivement acharné ».

« Vos deux projets de loi touchent au pouvoir que la décentralisation a donné aux collectivités locales : leurs finances et leur liberté de faire construire. N'allez-vous pas provoquer, chez les maires, une levée de bouilliers rendant l'affaire politiquement difficile ? »

« Dans une grande agglomération, le coup par coup, l'addition des politiques engendrent de telles disparités qu'on ne peut pas créer un ensemble urbain de qualité. Et cela qu'il y ait ou non décentralisation. Devant de tels dysfonctionnements, le rôle de l'Etat est de garantir la solidarité. Les communes ayant des moyens vont venir une partie des événements. D'autres, dotées globalement de fonctionnements servent à aider les communes ayant les plus grandes difficultés ».

« Dans les agglomérations de plus de 350 000 habitants, les élus seront obligés d'élaborer un plan local de l'habitat répartissant



nommer un sous-préfet, qui sera un médiateur incessant pour faire avancer les choses.

« Mais ce nouvel intervenant ne va-t-il pas brouiller encore plus les cartes ? »

« Pas du tout. Les sous-préfets aux villes ne seront pas, auprès des préfets, des tuteurs, mais des partenaires à plein temps, attentifs à toutes les initiatives, déboulonnant les dossiers, trouvant les deux sous qui manquent parfois pour concrétiser une idée ».

## « Je suis ténu comme un Flamand »

« Par quel miracle allez-vous réussir à faire travailler ensemble les trente-deux comités, délégations et directions qui dépendent d'autres ministres, mais sur lesquels vous avez autorité ? »

« La confiance du président de la République et l'appui déterminé du premier ministre sont indispensables. J'ai fait le tour de mes collègues ministres concernés par la ville : ils reconnaissent tous que la politique de la ville est prioritaire et se déclarent déterminés à faire bouger les choses. Chargé de la coordination, je n'admettrai pas qu'il y ait des blocages. J'ai déjà longuement pratiqué le travail interministériel et, vous savez, je suis très comme un Flamand, c'est-à-dire positivement acharné ».

« Vos deux projets de loi touchent au pouvoir que la décentralisation a donné aux collectivités locales : leurs finances et leur liberté de faire construire. N'allez-vous pas provoquer, chez les maires, une levée de bouilliers rendant l'affaire politiquement difficile ? »

« Dans une grande agglomération, le coup par coup, l'addition des politiques engendrent de telles disparités qu'on ne peut pas créer un ensemble urbain de qualité. Et cela qu'il y ait ou non décentralisation. Devant de tels dysfonctionnements, le rôle de l'Etat est de garantir la solidarité. Les communes ayant des moyens vont venir une partie des événements. D'autres, dotées globalement de fonctionnements servent à aider les communes ayant les plus grandes difficultés ».

« Dans les agglomérations de plus de 350 000 habitants, les élus seront obligés d'élaborer un plan local de l'habitat répartissant

## La célébration du 8 mars

## Une journée comme les autres pour les femmes

La Journée internationale des femmes, cette année en France, aura surtout été une succession de réceptions entrecoupées... d'un comité interministériel. Mais même celui-ci aura laissé les femmes sur leur faim.

Il avait été demandé aux ministres de se surpasser pour l'occasion et de voir, chacun dans son secteur, ce qu'il pouvait faire pour donner un coup de pouce à l'égalité des femmes et des hommes. Le résultat a finalement été bien maigre.

Le premier ministre, M. Michel Rocard, et M<sup>me</sup> Michèle André, secrétaire d'Etat aux droits des femmes se sont contentés de réaffirmer la volonté du gouvernement de faire en sorte que tous les groupes de population aient la possibilité d'utiliser efficacement une méthode de contraception remboursée ou gratuite (étude sur les pilules non remboursées). Il est prévu que le ministre de la santé, celui de la santé et le secrétariat

d'Etat aux droits des femmes fassent des campagnes d'information ciblées sur la contraception.

Par ailleurs, un débat public et un sondage devaient être organisés par M<sup>me</sup> Michèle André sur la transmission du nom aux enfants. Avant cela, une campagne d'information sera lancée pour rappeler aux femmes qu'elles peuvent (contrairement à ce que beaucoup pensent) décider, au moment du mariage, de continuer à porter leur nom plutôt que celui de leur époux. De même, il sera rappelé que depuis décembre 1985, il est possible d'adopter au nom de l'enfant le nom du parent qui ne lui a pas déjà transmis. Ce droit n'étant cependant qu'un droit d'usage, le nouveau nom ainsi formé n'est pas transmissible.

Comment interpréter le manque d'enthousiasme gouvernemental pour cette Journée de la femme ? Officiellement, c'est à

cause de l'incertitude planant autour de la guerre du Golfe que la préparation s'est faite mollement dans les ministères. D'autres interprétations peuvent être retenues, comme les difficultés budgétaires qui empêchent de prendre à bras-le-corps les problèmes. Les mauvais esprits ne s'empêcheront pas de penser que la cause des femmes n'est peut-être pas non plus la préoccupation première de la plupart des ministres...

En s'institutionnalisant, le 8 mars a perdu de sa substance. Cette date, qui rappelle l'affrontement des ouvrières du textile contre la police de New-York en 1957 pour faire reconnaître leurs droits, devrait toujours être l'occasion pour les femmes d'exprimer leurs aspirations. Pour cela, il faudrait que les mouvements féminins et féministes veuillent se mobiliser et se réapproprier cette journée. En ont-ils vraiment la possibilité ?

CHRISTIANE CHOMBEAU

mieux les logements sociaux. Au-delà de cette obligation minimum, les maires retrouveront toute leur liberté. Tels sont les deux textes qui seront présentés dès ce mois-ci au conseil des ministres, votés pendant la session de printemps et appliqués avant la fin de l'année.

« N'est-ce pas en Ile-de-France que l'opposition sera la plus résolue ? »

« C'est en Ile-de-France qu'on a le maximum de quartiers en difficulté, les disparités les plus grandes et la solidarité communale la moins développée. Dès les années 60 dans le Nord, on a imposé aux quatre-vingt-neuf communes de l'agglomération lilloise une communauté urbaine, et dans l'agglomération de Dunkerque - ville dont je suis le maire, - s'est constituée la première communauté urbaine volontaire de France. Si ceux des élus franciliens qui crient aujourd'hui si fort avaient voulu organiser la solidarité, ils avaient la possibilité de le faire depuis des années ».

« Outre ces deux projets de loi, quelles sont, parmi les trente mesures décidées par le séminaire interministériel de décembre dernier, celles qui vont se concrétiser bientôt ? »

« La nomination de spécialistes de l'emploi auprès des offices d'HLM, la mise en place dans les quartiers en difficulté de missions locales, la nomination d'un interlocuteur unique par département pour les services de justice, l'ouverture de maisons de justice dans les secteurs difficiles, tout cela est parti. Le renforcement des zones d'éducation prioritaire, l'amélioration de la situation des fonctionnaires nommés dans les quartiers à problèmes sont à l'étude. On ne changera pas la société qui a créé la discrimination urbaine si on n'est pas prêt à toucher aux situations établies ».

## « Une montagne d'incrédulité et de difficultés »

« Vous avez multiplié les visites dans les banlieues de l'Ile-de-France, de Lyon et de l'agglomération lilloise. Qu'attendez-vous de telles tournées ? »

« Je veux voir sur le terrain comment les problèmes sont vécus par les acteurs locaux, repérer ce qui marche et ce qui bloque. Un exemple : pourquoi le versement d'une aide financière qui a été accordée prend-il autant de temps et nécessite-t-il autant de papiers ? Il n'y a pas de véritable politique urbaine sans déconcentration. Le rôle des préfets est essentiel. Comment décider la rénovation d'un grand ensemble quand les copropriétaires ne viennent pas aux réunions ? Comment une commune peut-elle multiplier les attributions de logements sociaux quand il y a dix organismes HLM différents sur son territoire ? La seule issue, c'est le partenariat ».

« Plus il existe de micro-problèmes, plus est grande la nécessité d'aller vite. Nous n'avons que deux ou trois ans pour renverser les tendances. En continuant au rythme actuel, avec nos procédures et nos confort, il nous faudrait dix ans. Or, les gens qui agissent sur le terrain depuis longtemps sont à la veille de la désespérance. Ils sont convaincus que cela peut changer, mais ils se heurtent à une montagne d'incrédulité et de difficultés ».

« Quels gestes allez-vous faire pour rendre courage à ces militants et faire comprendre votre action au public ? »

« Mon action ne peut se résumer à monter des coups politiques ou médiatiques. Outre la présentation au Parlement des deux lois dont nous parlons, plusieurs initiatives seront prises. Par exemple sur le statut des fonctionnaires qui seront volontaires pour travailler dans les quartiers difficiles. Nous allons ouvrir, dans les banlieues d'Ile-de-France, du Nord, de la région lyonnaise et de Marseille, quatre centres où les agents de l'Etat se formeront aux problèmes des secteurs difficiles ».

« Dans l'année qui vient, je souhaite lancer dans chaque région un grand débat sur l'avenir des villes. En trois ans, il nous faudra prouver que même les quartiers considérés à tort comme perdus peuvent s'en sortir. Ce coup de fouet convaincra les plus sceptiques et montrera la voie à tous les autres ».

Propos recueillis par MARC AMBROISE-RENDU

## Procréer en prison

Suite de la première page

« Une sortie sans escorte de ce dernier, ajoutait-il, ne peut être envisagée. » Suite logique de ce dossier, l'avocat prenait alors contact avec le professeur Jacques Lansac, responsable du centre de procréation médicalement assistée du CHR Bretonneau de Tours, par ailleurs président de la Fédération nationale des CECOS (centre d'études et de conservation du sperme humain) et dont l'unité était, en l'espèce, reconnue comme « territorialement compétente » (1).

Certaines incompréhensions administratives, voire certains dysfonctionnements locaux, devaient être exposés à la commission d'application des peines, en précisant que la mise en œuvre de cette technique nécessitait un transfert temporaire de l'intéressé vers l'unité de la Fédération nationale des CECOS. Ces derniers estiment, en effet, que l'usage des techniques de procréation médicalement assistée (fécondation in vitro, insémination artificielle, etc.) doit impérativement rester inscrit dans le champ de la thérapeutique. Or, il est clair ici que l'éloignement imposé entre le détenu et sa femme ou sa compagne ne peut, en aucune façon, être tenu pour une malade.

Ces médecins ajoutent que le projet vise ici à faire naître un enfant qui sera, de fait, privé de la présence de son père durant une période plus ou moins longue, ce qui ne peut nullement concourir à l'équilibre psychologique de ce dernier. Que répondra-t-on, par ailleurs, aux femmes détenues, fécondées ou non, qui souhaiteront, projet parental ou pas, être insérées pour devenir mères en prison ?

## Aux médecins de juger

« La position du ministère sur ce sujet n'est pas véritablement nouvelle, explique M. Jean-Pierre Dintilhac, directeur de cabinet du ministre de la justice. Elle remonte en fait à 1987 et quelques demandes de détenu ont, depuis, déjà été acceptées. Il semble toutefois que, dans aucun de ces cas, une grossesse ait pu être obtenue. M. Dintilhac explique, dans les mêmes termes que M. Jean-Claude Karrenty, directeur de l'administration pénitentiaire, que c'est aux médecins de juger, en la matière, un projet parental existe et si ce projet et sa réalisation peuvent participer ou non à l'équilibre du couple concerné ».

Il souligne également que l'aval de la chancellerie en la matière ne concerne pas seulement les détenus dont les épouses souffrent d'une

forme de stérilité, mais englobent bien l'ensemble des personnes détenues, dès lors qu'il y a un projet d'enfant, y compris lorsque le couple n'est pas stérile. Se refusant à voir dans ce nouveau droit à la procréation sous les verrous une réponse économique assésée et, somme toute, confortable aux problèmes quasi insolubles posés par l'exercice d'une sexualité équilibrée en milieu carcéral, les autorités judiciaires estiment que le droit à la procréation ne peut ici être rapproché d'un droit à la sexualité des détenus.

Ces affirmations ne pourront manquer de susciter de nombreuses et vives réactions, dans la mesure notamment où elles heurtent de manière frontale la position définie - entre autres - par les praticiens de la Fédération nationale des CECOS. Ces derniers estiment, en effet, que l'usage des techniques de procréation médicalement assistée (fécondation in vitro, insémination artificielle, etc.) doit impérativement rester inscrit dans le champ de la thérapeutique. Or, il est clair ici que l'éloignement imposé entre le détenu et sa femme ou sa compagne ne peut, en aucune façon, être tenu pour une malade.

Ces médecins ajoutent que le projet vise ici à faire naître un enfant qui sera, de fait, privé de la présence de son père durant une période plus ou moins longue, ce qui ne peut nullement concourir à l'équilibre psychologique de ce dernier. Que répondra-t-on, par ailleurs, aux femmes détenues, fécondées ou non, qui souhaiteront, projet parental ou pas, être insérées pour devenir mères en prison ?

« Si l'on estime que les détenus ont le droit à la procréation, qu'on le fasse savoir. Et si la société se prononce favorablement, qu'on autorise ces détenus à avoir des relations sexuelles avec les partenaires de leur choix, explique le professeur Lansac. Dans l'attente, il est hors de question que l'on puisse imaginer faire d'une pratique médicale une réponse à des problèmes de société que l'on n'est pas clairement autorisé à résoudre ».

JEAN-YVES MAU

(1) En pratique, selon la technique de FMA retenue (fécondation in vitro, insémination artificielle) le détenu pourra soit donner quelques millilitres de sperme conservé ensuite par congélation, soit être autorisé sans escorte à se rendre dans un centre spécialisé dans le cadre, par exemple, d'une hospitalisation de jour.

## ENVIRONNEMENT

## Radioactivité anormale dans un village de Belgique

Le ministère belge de l'environnement a annoncé, vendredi 8 mars, que le village de Saint-Jozef-Olen, à 30 kilomètres d'Anvers, allait être passé au peigne fin pour inventorier les traces de radioactivité anormale décelées par le Centre d'études sur l'énergie nucléaire. Dans certains bâtiments du village, qui compte 2 000 habitants, les taux de radiation atteignent des niveaux vingt fois supérieurs à la normale.

Cette décision a été prise au lendemain d'une conférence de presse du parti écologiste AGALEV - branche flamande des Verts -, où le député Joe Geysels a affirmé que 55 000 tonnes de déchets radioactifs avaient été stockés à Saint-Jozef-Olen par une usine de radium aujourd'hui démantelée. L'usine incriminée, filiale de la Société générale de Belgique, avait produit du radium entre 1920 et la fin des années 60. (Reuter.)

## EN BREF

o Mgr Camillo Ruini, nouveau président de la conférence épiscopale italienne. Mgr Camillo Ruini, nommé vicaire du pape pour la ville de Rome le 17 janvier dernier en remplacement du cardinal Ugo Poletti, a été également désigné par Jean-Paul II, jeudi 7 mars, président de la conférence épiscopale italienne. Agé de soixante ans, originaire de la province de Modène, Mgr Ruini, futur cardinal, va diriger l'un des plus gros évènements du monde, avec environ trois cents membres.

o Lancement d'un satellite de télécommunications internationales Iamarsat. Une fusée américaine Delta-II a été lancée de Cap Canaveral (Floride), vendredi 8 mars, pour placer en orbite un satellite de télécommunications. Deuxième d'une nouvelle série de quatre satellites devant être placés en orbite pour le compte de l'Organisation internationale maritime des satellites, Inmarsat-2, d'une valeur de 80 millions de dollars (plus de 400 millions de francs) participera au réseau de télécommunications spatiales Inmarsat destiné à fournir des services de téléphone mobile aux navires, avions et véhicules du monde entier.

Une fusée américaine Titan-IV a également été lancée de la base

aérienne de Vandenberg (Californie), ce même vendredi, pour placer sur orbite polaire un satellite militaire. (Reuter, AFP.)

o La navette Atlantis prête pour un lancement. En dépit de deux fissures de l'épaisseur d'un cheveu, découvertes sur les charnières des trappes par lesquelles passent des conduites d'oxygène et d'hydrogène liquides, la navette spatiale américaine Atlantis a été déclarée bonne pour le service. Ses fissures sont beaucoup plus petites que celles découvertes sur Discovery et de Columbia clouées au sol en attendant d'être réparées. Atlantis devrait donc décoller le 5 avril et mettre en orbite un satellite d'observation astronomique, le Gamma Ray Observatory d'une valeur de 550 millions de dollars.

o Sept skieurs tués en Suisse par une avalanche. Une colonne de douze skieurs qui se dirigeait vers l'hospice du Grand-Saint-Bernard, dans les Alpes vaudoises, en Suisse, a été emportée, vendredi 8 mars, par une avalanche. Cinq d'entre eux, légèrement blessés, ont pu se dégager, mais les sept autres ont été retrouvés morts par les équipes de secouristes et leurs chiens. On ignore encore l'identité des victimes. (AFP.)

## JUSTICE

Le procès de l'Etat

## Une condamnation pe...

Huit ans après les faits, la cour d'assises de Paris a jugé vendredi 8 mars une peine de cinq ans de réclusion criminelle à une Maitienne de Grimaldi, huit ans, M<sup>me</sup> Aramata Kaita, pour avoir, en 1982 et 1983, excisé les six filles d'un couple malien, M. Sory Koulibaly, cantonnier, et son épouse, Sémié, condamnés de leur côté à cinq ans de prison avec sursis assortis de deux ans de mise à l'épreuve.

« On ne condamne pas pour des raisons extérieures à un procès, aussi bonnes soient-elles. Cette phrase de M<sup>me</sup> Henri Gerphagnon, prononcée lors de sa condamnation, résume à elle seule les débats et le sens du verdict. L'exécution, ou plutôt la tentative d'exécution, est un rite africain indéniable, et l'avocat le réaffirme. Mais, s'adressant aux juges, il lance : « Il faut quand même vous demander si ces trois journées de débats consacrés à une étude approfondie de ce rite africain ne passe d'une manière générale sur certaines populations, notamment chez les Sénégalais de Mali ».

Moins que celui des accusés, la cour a fait en effet le procès de l'exécution. Aussi les débats ont-ils tenté de « recadrer » l'acte selon la formule de M<sup>me</sup> Gerphagnon : « On a parlé de rite, mais on n'a pas parlé de rite ».

La situation juridique de l'acte n'était pas claire. « Cette affaire est contemporaine de la loi de 1981 qui a aboli la peine de mort », a déclaré M<sup>me</sup> Gerphagnon. « On a donc voulu savoir si l'acte était puni par la loi pénale en vigueur à l'époque où il a été commis. La cour a répondu par l'affirmative, mais elle a souligné que l'acte était encore puni par l'application des poursuites. Le verdict s'étant déclaré inapplicable, la cour d'assises a dû voter la peine. Cette décision a fait dire à l'avocat : « Comment pouvons-nous exiger que des gens, qui ont subi une telle condamnation, que des magistrats ? »

## SPORTS

## Si l'athlète canadien n...

## SÉVILLE

de notre envoyé spécial

Certains silences en disent long. En présentant les finalistes du séminaire, vendredi 8 mars en début de soirée, le speaker officiel des championnats du monde en salle d'athlétisme n'a pas dit un mot du nom du concurrent qui occupait le deuxième échelon et qui portait pour la première fois depuis 1988 le maillot canadien. En espagnol, puis en anglais et en français, il ne fut pas prononcé d'autres mots que ceux-ci : « Cuba, Canada ». Contrairement à d'autres concurrents, le Britannique Linford Christie, désigné comme « champion d'Europe 1990 », ou le Cubain Andres Simon, salué en tant que « champion du monde 1989 », Ben Johnson n'a plus de passé. Il semble cependant avoir retrouvé un avenir.

La dernière fois qu'on l'avait vu en chair et en os, c'était dans une boucailade monstre, à Séoul, un après-midi de septembre. Trois jours après avoir sidéré le monde entier en courant le 100 mètres le plus rapide de tous les temps, lors de la finale olympique, il fuyait la capitale sud-coréenne comme un chanteur de rock s'échappant d'un concert. Une analyse d'urine avait suffi à le précipiter du sommet de la gloire au comble de l'ignominie : sa vitesse était si rapide qu'elle était devenue un symbole biologique, il était dopé aux stéroïdes. Il bégayait son innocence mais il était accablé par son sursourire.

« Benfides ».

Le scandale était énorme. Ce n'était pas un obscur baltophile bulgare qui était « tombé », mais le champion olympique des Jeux olympiques de 1988, le ministre des sports canadien démis de ses fonctions, Ben Johnson a vu. Le gouvernement d'Ottawa fit ouvrir une enquête par un juge fédéral. Quelque cent vingt personnes furent ainsi amenées à témoigner. Les déclarations de

مركز زعيم







## CULTURE

## ARTS

## Un fresquiste en 1908

A égale distance des primitifs toscans, de Gauguin et de Matisse  
la redécouverte d'un peintre oublié René Piot

RENÉ PIOT  
au Musée d'Orsay

L'événement majeur du Salon d'automne 1908, aux yeux des contemporains, ne fut ni un tableau ni une sculpture mais la *Chambre funéraire* de René Piot. Dans les sous-sols du Grand Palais qu'il avait fait aménager pour l'occasion, par des maçons, en trois compositions également monumentales et symboliques, un peintre de quarante-deux ans mal connu du public entendait démontrer que l'art de la fresque pouvait renaitre, après quatre siècles de suprématie de la peinture à l'huile. Il figurait les péchés capitaux et le repos éternel au moyen d'allégories, féminines pour la plupart, groupées dans des paysages pliqués de fleurettes et ornés de pampres. Des nymphes drapées d'étoffes chamarrées, des sylphides à la peau noire ou rouge, des canéphores et des joueurs de pipeau peuplent les champs élyséens. Ces ombres heureuses dansent, s'étreignent amoureux et se nourrissent de fruits exotiques.

Inspiration et iconographie relèvent du néo-classicisme dans sa tendance la plus idyllique, celle du *Luxe, calme et volupté* et de la *Jolie de vivre*, de Matisse. Tel est en effet l'un des intérêts majeurs de Piot — et par conséquent de l'exposition fort bien faite qui le tire de l'oubli : il pousse à son paroxysme l'idéal d'équilibre symboliste qui animait quelques-uns de ses contemporains les plus fameux, Matisse donc, que Piot connaît dans l'atelier de Gustave Moreau aux Beaux-Arts, le Dérain de l'âge d'or et les écrivains héritiers du *Parnasse* à l'apogée d'un jeune.

## Une Arcadie de rêve

Qui rapporta que Degas déclarait à propos de Piot : « Si j'étais plus jeune, je m'empresserais de me mettre sous sa coupe ». Valéry, qui visita Piot à l'été 1908 dans sa villa du Grand Palais? Gide et Schlumberger. Qui commanda à Piot une fresque pour sa villa d'Auteuil, fresque intitulée *Le Parfum des nymphes* et garnie elle aussi de baïnes folâtres? Gide encore. Ressusciter Piot, c'est rappeler quelle force fut alors ce mouvement poétique et pictural à la fois, à mi-chemin entre renouveau poétique et élégance mallarmienne. Il a, comme on dit, mal vieilli, peut-être parce que l'esthétique qui le fondait ignorait trop résolument son temps et que la première décennie du vingtième siècle était peu propice à la récréation d'une Arcadie de rêve.

Cet idéal de pureté intemporelle se doublait d'ailleurs du désir de faire une peinture naïve et innocente — une peinture primitive naïvement. Homme constant, Piot s'en fut en Italie en 1904 et copia Andrea Bonaiuti afin de se pénétrer des enseignements techniques des primitifs. Les Toscans, les Pisans et les Siennois lui donnèrent l'habitude des visages aux yeux en amande, des chevelures ondulées et des bras ronds, dont il fit un fort usage pour sa *Chambre funéraire* et la commande de Gide. Il suffit pour le vérifier d'examiner les copies et les études au crayon et à la gouache exécutées pour les décors monumentaux. A l'enseignement des giottesques, il associa celui de Paul Gauguin, dont il pasticha avec adresse — car il fut un fresquiste très habile — les Tahitiennes portées de rangues et de bananes. Rien d'incohérent dans cette combinaison : Gauguin s'était réclamé de Puvion de Chavannes, lequel se réclamait des Italiens du Trecento.

Dans cet exercice rétrospectif, Piot s'aventura jusqu'à accepter une commande de Bernard Berenson, historien illustre des primitifs alors au sommet de sa réputation. Pour sa villa de Settignano, Piot mit en chantier en 1910 les *Travaux de la terre*, troisième de ses entreprises murales. Elle finit en désastre : Berenson fut si peu séduit par l'œuvre qu'il fit recouvrir les fresques par une tenture. Il les jugeait trop vives de couleurs et trop infidèles aux modèles anciens. Cette condamnation, prononcée par l'un de ceux auxquels Piot tenait sans doute le



René Piot : Étude de tête pour « In pace »

plus à plaindre, bouleversa le peintre à tel point qu'il abandonna technique et motifs primitifs.

Il se consacra par la suite au théâtre, concevant décors et costumes pour l'Opéra. Par un reste de primitivisme, il travailla de préférence sur des œuvres exotiques ou teintées d'antiquité, un drame lyrique chinois, *Un jardin sur l'Oronte*, de Franco-Nohain d'après Barrès (singulier accouplement...), et *l'Elektra* de Strauss. Les études qui

demeurent de cette période témoignent encore en faveur de l'habileté de leur auteur, moins en faveur de ses dons d'invention. Il n'empêche : jusque dans ses malheurs, Piot est intéressant. On ne saurait trouver meilleur représentant du primitivisme post-gauguinien ni révélateur plus explicite des mythes esthétiques de son époque.

PHILIPPE DAGEN

Musée d'Orsay, 62, rue de Lille, 75007 Paris; tél. : 40-48-48-14. Jusqu'au 27 mai.

## MUSIQUES

## Une grande voix d'Asie

Haji Babâ Huseynov, Soviétique d'Azerbaïdjan

MUSIQUE D'AZERBAÏDJAN  
à la Maison  
des cultures du monde

Tout commence en douceur par un long berceement incantatoire modulé dans les graves. Puis la voix prend son envol au fond de la gorge sous forme de vibratos effilés, de secousses de glotte en cascade, changeant de registre sans ménagement. L'exercice de chant traditionnel azéri prend alors les allures d'une épreuve où musiciens et musicien, thème modal qui sert de base à l'improvisation et dont l'usage s'est répandu de l'Iran à l'Inde, jouent au chat et à la souris. Le maître doit savoir vaincre le cadre des figures imposées pour se livrer enfin à l'inspiration.

Haji Babâ Huseynov a appris à gagner en douceur, sans démonstration excessive. Grâce à sa petite moustache blanche bien taillée, ce Soviétique de Bakou, est, à soixante-douze ans, dans la fraîcheur de l'âge. D'où une sérénité poétique perceptible des son entrées en scène. Voilà donc livré à nos méditations un pur produit de cet Orient caucasien — lointaines ascendances perses, langue dérivée du turc, religion chiite et économie socialiste — premier chapitre d'une trilogie consacrée aux « Grandes Voix d'Asie » par la Maison des cultures du monde.

Chaque soir, le programme de Huseynov change de forme. Vendredi 8 mars, le bonhomme, tout souriant, avait dédié son premier concert parisien aux femmes, journée internationale oblige. Il ouvrait le récital avec un *mugham* exécuté, le *mugham razi*, avec à la clé une petite heure d'improvisation heureuse, menée à bout grâce à la grande complicité du trio. Musiciens subtils, Agaslim Abdulaev au luth (*târ*) et Nazim Asadulaev à la vièle (*kemanche*), ont su rendre incroyablement présents ces instru-

ments naturellement discrets. Fins, précis, ils entremêlaient les temps, la voix, les cordes, selon l'humour du maître. Lui, suggère le sentiment et laisse le rythme, en frappant du bout des doigts un tambour rond, tendu à l'extrême, le *darf*, Cascade délicate de joies, de tristesses effleurées, de drames instantanés et de malice retrouvée. Pour faire bonne mesure, après l'entracte, Huseynov avait opté pour le *mugham shir*, plus grave, plus dramatique, plus dense, question de rappeler la dureté des temps, passés, présents et à venir.

Huseynov enseigne le chant traditionnel azéri à l'Académie de musique de Bakou, capitale de la République d'Azerbaïdjan. Les enregistrements où il figure sont rares. Il a pourtant composé plus de trois cents *ghazal* — forme poétique calquée sur le modèle persan — en azéri. Grâce à ses compositions et à ses recherches, Huseynov a préservé, enrichi le répertoire traditionnel. Il l'a transmis à des élèves dont certains, Alem Kassimov, Agakhan Abdullaev, ont atteint une notoriété internationale. Il ne fut ni inquiet ni encouragé dans sa tâche.

Ces mélodies, même si elles favorisaient la maîtrise d'une identité nationale, ne visaient en effet aux yeux de Moscou qu'à chanter l'amour, la sagesse, les fruits de la terre, sans toucher à la politique ou à la religion. Jusqu'aux années 80, de Staline à Brejnev, on les regarda disparaître en les y aidant parfois un peu. Aujourd'hui, le vent a tourné. La relève d'Huseynov est assurée.

VERONIQUE MORTAIGNE

Musique savante d'Azerbaïdjan, du 8 au 16 mars, suivi de Chant populaire et savant du Tadjikistan du 19 au 24 mars, à 20 h 30. 101 bd, Raspail. 75006. Tél. : 45-44-72-30.

## ARCHITECTURE

## Tristes mamelles, fiers ascenseurs

L'IFA continue d'explorer les courants contemporains  
mais les habille des oripeaux les plus éculés de l'avant-garde

TOYO ITO  
FRANÇOIS DESLAUGNIERS  
FRANK HAMMOUTÈNE  
à l'Institut français d'architecture

L'Institut français d'architecture, c'est malgré des moyens financiers dérisoires, un centre de recherche, où auront pu se développer quelques études hors des contraintes de son administration de tutelle. C'est aussi un centre dont la riche documentation est accessible au public, rue de Tournon, et qui, en collaboration avec les Archives de France, vient de se doter d'un nouvel outil, sans nul doute performant, les Archives d'architecture du vingtième siècle. Ces archives, situées rue de Tolbiac, dans un bâtiment réhabilité par Reichen et Robert, sont accessibles à un public plus spécialisé.

En revanche, c'est aux « amateurs » d'architecture, et non pas au public des seuls professionnels, que les expositions, pensait-on, étaient normalement destinées. Sans remonter dans l'histoire, les trois expositions que présente simultanément l'IFA, tout en témoignage d'une conscience courtoise des implications des courants contemporains, laissent penser que ces manifestations sont désormais destinées à une élite éclairée, et même surexposée, nourrie aux mamelles abscones des galeries des années 70. Mais tandis que cette rhétorique bavardait, l'IFA utilisait des images et des sons sur des concepts aussi inaccessibles qu'il se peut au commun des mortels. Dont nous sommes.

On a toutefois changé de décennie : le look des expositions de l'IFA se rapproche de celui des galeries des années 80, planquées dans les lofts, et qui faisaient d'ailleurs ce qu'elles avaient à faire en produisant de telles

images, de telles formules visuelles : grignotant les murs, effondrant les significations, inversant les sens, épatant les uns, surprenant les autres, explorant en somme toutes les dimensions possibles des arts plastiques.

Pourquoi appliquer aujourd'hui ces recettes à l'architecture, déjà fort bien pourvue pourtant avec ses trois dimensions et sa naturelle difficulté d'expression? Pourquoi habiller ces trois expositions des oripeaux les plus éculés de l'avant-garde? Pour masquer, peut-être, l'état de dénuement scandaleux dans lequel est maintenu l'Institut, comme si l'on voulait l'étoffer. Sans doute aussi pour qu'il soit bien compris qu'on est sur le territoire d'une élite qui tient à ses prérogatives. Dont nous ne sommes donc pas.

## La filière «Zorglub»

De cette manière de faire, trois architectes font les frais, trois personnalités fortes et, chacune dans son contexte au moins, singulièrement productives. Et tant pis pour eux si, en obligeant les visiteurs à se pencher sur des images et des sons, ils se font plaisir à leurs dépens, à parler la même langue esotérique.

Le premier est Toyo Ito, un japonais d'une cinquantaine d'années, dont il semble qu'il faille retenir quelque chose comme ça : frappé par la fragilité des choses de son archipel sensible à l'éphémère, au désordre, à la transparence et aux opacités des brumes sur les montagnes et les mers nipponnes, Toyo Ito n'en est pas moins resté sensible aux caprices des architectures des avant-gardes occidentales. C'est très lumineux, très technique. A travers sa dernière proposition pour la Maison de la culture du Japon à Paris, Toyo Ito paraît s'orienter vers la filière «Zorglub».

tendance très en vogue dans les concours chics, et qui se caractérise par une architecture de bulles, de pédoncules, d'ailes et de protubérances, de la lignée des coléoptères.

Le second est François Deslaugniers. Il est à vrai dire un peu mieux servi par une présentation un peu de bric et de broc, mais qui laisse percevoir une franchise figure du high-tech, du bricolage à la française. Contre vents et marées, il est resté fidèle à cette veine, où les Anglais sont passés maîtres, et qui se révérait avoir perduré chez nous, bien après le Centre Pompidou. Les ascenseurs de l'Arche de la Défense, dont il est l'expert dessinateur, vous ont ici un air de familiarité propre à vous envoyer au ciel.

C'est à un autre familier de l'Arche, puisqu'il y aménagea le toit pour le Sommet des chefs d'Etat, en 1989, qu'est consacré la troisième exposition. Frank Hammoutène est, lui, présenté dans ses propres meubles, mais sans que cet effet de mobilier donne la moindre clef de compréhension de ce jeune maître d'œuvre, dont la production est à l'échelle de lourds empilements de cailloux. Si l'on ne connaissait par ailleurs sa capacité d'invention, sa stature d'architecte à la fois austère et raffiné, on semblerait en croire cet étrange effort de présentation, de le prendre pour un décorateur de boîtes semi-brançantes, voire pour un créateur de pompes et de constances plus royales que républicaines. Dommage.

FREDÉRIC EDELMANN

IFA, 6, rue de Tournon, jusqu'au 12 mai. Les Editions du Moniteur consacrent une monographie à Toyo Ito, due à Sophie Roulet et Sophie Soulié (168 p., 320 F). Les autres sont servies par de jolis fascicules à 50 F la pièce.

## Un bluesman français

PAUL PERSONNE  
à l'Olympia

Il y a plus d'un an (*Le Monde* du 13 janvier 1990), Paul Personne prenait la route. Après avoir enregistré la *Chance*, bel album de blues qui louchait un peu vers le rock FM, le bluesman entamait sa tournée par trois concerts au Bataclan. Le guitariste, chanteur et auteur raconte la naissance du groupe qui l'accompagne tout au long de l'année : « Je venais de quitter Phonogram [il enregistre maintenant pour Bird], j'avais du temps. J'allais souvent dans les cafés où l'on jouait, je faisais le *jeu*, je prenais les téléphones des musiciens ».

Dans le Bataclan, ce groupe d'inconnus avait trouvé sa cohésion, qui s'est renforcée au long d'une tournée pressurée, seulement une quarantaine de concerts. « Je me suis débrouillé pour éviter les jours où l'on n'a pas envie de jouer ». L'itinéraire comprenait un passage par le Québec : « J'ai trouvé une correspondance, la même double identité, une culture francophone américaine ».

Quelques festivals sont prévus au printemps et en été, mais Paul Personne et son groupe donneront une grande fête de fin de route à l'Olympia. Pour le souvenir, un album en public a été enregistré (*la Chance*, live) : « C'est un vrai album live. Je n'ai rien enregistré à part deux ou trois chansons. Je n'ai pas touché aux guitares, même si certaines notes n'étaient pas très heureuses. » Parce qu'avant d'être virtuose, élégant ou inventif (qualités dont Paul Personne n'est d'ailleurs pas dépourvu), un bluesman — à Chicago ou à Paris — se doit d'abord d'être honnête.

THOMAS SOTINEL

Le 11 mars à 20 heures à l'Olympia, 28, bd des Capucines, Paris-8.

## CORRESPONDANCE

## Polygram et le procès des « Boréades »

Après la parution dans *Le Monde* daté du 18 décembre 1990 d'un article intitulé « Les Editions Stil gagnent en appel le procès des Boréades » et faisant état d'un arrêt de la quatrième chambre de la cour d'appel relatif à un droit posthume sur l'ultime opéra de Rameau, Polygram a tenu à porter à la connaissance des lecteurs du *Monde* ce que la multinationale qu'elle d'erreurs dans l'interprétation de cet arrêt.

« La plus grave erreur concerne le titre de l'article qui indique faussement « Les Editions Stil gagnent en appel le procès des Boréades » alors qu'en réalité les Editions Stil ont perdu pour l'essentiel en appel le procès des Boréades ».

« Le tribunal de grande instance avait en effet jugé le 26 janvier 1989, que la fabrication et la commercialisation du disque des Boréades par Polygram constituait une contrefaçon, ordonné en conséquence la remise des disques à A. Villain pour destruction et la confiscation des recettes et condamné d'ores et déjà Polygram à payer à titre d'aide-à-vie à A. Villain 464 533,15 F, dont 225 000 F immédiatement ».

« A. Villain demandait à la cour qu'elle confirme ce jugement. La cour d'appel de Paris a réformé le jugement du tribunal de grande instance de Paris du 26 janvier 1989 ».

« La cour considère en effet que Polygram : — ne s'est rendu coupable d'aucun acte de contrefaçon, — a versé à A. Villain les droits qui lui étaient dus dès qu'il en a justifié ».

« N'a commis aucune faute en ne mentionnant pas les droits de A. Villain qui lui étaient alors inconnus lors du premier tirage du phonogramme, — n'a pas commis de négligence fautive en ne mentionnant pas, sur la foi des renseignements donnés par la STEMPRA, société d'auteurs néerlandaise, les droits de A. Villain sur le phonogramme ».

« La cour, en revanche, a considéré que Polygram a commis une faute en mentionnant les droits de A. Villain lors du retraitage des disques non sur les disques eux-mêmes mais sur leur pochette. C'est là la seule faute que la cour d'appel met à la charge de Polygram ».

« Dans ces conditions, peut-on dire justement que « les Editions Stil gagnent en appel le procès des

Boréades? »

« En outre, il est inexact de dire que la cour d'appel de Paris a reconnu l'existence d'un droit de M. Villain sur l'œuvre posthume de Rameau les Boréades dans la mesure où ce droit n'a jamais été contesté par personne ».

« Il est également inexact d'écrire que « Polygram a continué d'éditer les extraits des Boréades sans les mentions légales » alors que Polygram a bien fait figurer les dites mentions légales mais sur les pochettes des disques et non sur les disques eux-mêmes ».

« L'article du *Monde* signale en conclusion que M. Villain est condamné à reverser une partie des dommages-intérêts fixés en première instance. Quel paradoxe pour quelqu'un qui selon le titre de l'article aurait gagné en appel le procès des Boréades! »

Polygram demandait à la cour d'appel de juger :

— qu'Alain Villain, membre de la SACEM, n'avait pas qualité pour assigner le producteur phonographique sur la base du contrat BIEM/IFPI ;

— qu'il était mal fondé en toutes ses demandes ;

— qu'il devait restituer les 225 000 francs auxquels le tribunal avait condamné les sociétés du groupe Polygram.

Subséquemment : qu'Alain Villain n'avait subi qu'un préjudice très limité. Que dit la cour dans son arrêt du 22 novembre 1990 ?

« qu'Alain Villain est recevable à agir en justice contre une société phonographique qui est contractante des sociétés d'auteurs en Europe ;

— que le contrat BIEM est un contrat que les sociétés d'auteurs rédigent dans l'intérêt de leurs membres et qu'Alain Villain est bien fondé à soutenir que ce contrat a été mal exécuté dans son cas ;

— que l'absence de mention du nom de l'auteur sur les étiquettes des disques est une faute, car « cette mention témoigne du rôle actif de l'auteur dans la divulgation d'une œuvre qui sans lui serait demeurée inaccessible au public ;

— toutefois, en raison des faits de la cause, et de la part de responsabilité des sociétés d'auteurs, la cour réduit le montant des dommages et intérêts à 100 000 francs au bénéfice d'Alain Villain. A.R. »

## CINÉMAS

## LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT  
147 04-24-241

SAMEDI

Années 30 : le Palais de Beaulieu de la Villa Mairea (1937), de René Clair. 15 h 30. 17 h 30. 20 h 30. 22 h 30. 24 h 30. 26 h 30. 28 h 30. 30 h 30. 32 h 30. 34 h 30. 36 h 30. 38 h 30. 40 h 30. 42 h 30. 44 h 30. 46 h 30. 48 h 30. 50 h 30. 52 h 30. 54 h 30. 56 h 30. 58 h 30. 60 h 30. 62 h 30. 64 h 30. 66 h 30. 68 h 30. 70 h 30. 72 h 30. 74 h 30. 76 h 30. 78 h 30. 80 h 30. 82 h 30. 84 h 30. 86 h 30. 88 h 30. 90 h 30. 92 h 30. 94 h 30. 96 h 30. 98 h 30. 100 h 30. 102 h 30. 104 h 30. 106 h 30. 108 h 30. 110 h 30. 112 h 30. 114 h 30. 116 h 30. 118 h 30. 120 h 30. 122 h 30. 124 h 30. 126 h 30. 128 h 30. 130 h 30. 132 h 30. 134 h 30. 136 h 30. 138 h 30. 140 h 30. 142 h 30. 144 h 30. 146 h 30. 148 h 30. 150 h 30. 152 h 30. 154 h 30. 156 h 30. 158 h 30. 160 h 30. 162 h 30. 164 h 30. 166 h 30. 168 h 30. 170 h 30. 172 h 30. 174 h 30. 176 h 30. 178 h 30. 180 h 30. 182 h 30. 184 h 30. 186 h 30. 188 h 30. 190 h 30. 192 h 30. 194 h 30. 196 h 30. 198 h 30. 200 h 30. 202 h 30. 204 h 30. 206 h 30. 208 h 30. 210 h 30. 212 h 30. 214 h 30. 216 h 30. 218 h 30. 220 h 30. 222 h 30. 224 h 30. 226 h 30. 228 h 30. 230 h 30. 232 h 30. 234 h 30. 236 h 30. 238 h 30. 240 h 30. 242 h 30. 244 h 30. 246 h 30. 248 h 30. 250 h 30. 252 h 30. 254 h 30. 256 h 30. 258 h 30. 260 h 30. 262 h 30. 264 h 30. 266 h 30. 268 h 30. 270 h 30. 272 h 30. 274 h 30. 276 h 30. 278 h 30. 280 h 30. 282 h 30. 284 h 30. 286 h 30. 288 h 30. 290 h 30. 292 h 30. 294 h 30. 296 h 30. 298 h 30. 300 h 30. 302 h 30. 304 h 30. 306 h 30. 308 h 30. 310 h 30. 312 h 30. 314 h 30. 316 h 30. 318 h 30. 320 h 30. 322 h 30. 324 h 30. 326 h 30. 328 h 30. 330 h 30. 332 h 30. 334 h 30. 336 h 30. 338 h 30. 340 h 30. 342 h 30. 344 h 30. 346 h 30. 348 h 30. 350 h 30. 352 h 30. 354 h 30. 356 h 30. 358 h 30. 360 h 30. 362 h 30. 364 h 30. 366 h 30. 368 h 30. 370 h 30. 372 h 30. 374 h 30. 376 h 30. 378 h 30. 380 h 30. 382 h 30. 384 h 30. 386 h 30. 388 h 30. 390 h 30. 392 h 30. 394 h 30. 396 h 30. 398 h 30. 400 h 30. 402 h 30. 404 h 30. 406 h 30. 408 h 30. 410 h 30. 412 h 30. 414 h 30. 416 h 30. 418 h 30. 420 h 30. 422 h 30. 424 h 30. 426 h 30. 428 h 30. 430 h 30. 432 h 30. 434 h 30. 436 h 30. 438 h 30. 440 h 30. 442 h 30. 444 h 30. 446 h 30. 448 h 30. 450 h 30. 452 h 30. 454 h 30. 456 h 30. 458 h 30. 460 h 30. 462 h 30. 464 h 30. 466 h 30. 468 h 30. 470 h 30. 472 h 30. 474 h 30. 476 h 30. 478 h 30. 480 h 30. 482 h 30. 484 h 30. 486 h 30. 488 h 30. 490 h 30. 492 h 30. 494 h 30. 496 h 30. 498 h 30. 500 h 30. 502 h 30. 504 h 30. 506 h 30. 508 h 30. 510 h 30. 512 h 30. 514 h 30. 516 h 30. 518 h 30. 520 h 30. 522 h 30. 524 h 30. 526 h 30. 528 h 30. 530 h 30. 532 h 30. 534 h 30. 536 h 30. 538 h 30. 540 h 30. 542 h 30. 544 h 30. 546 h 30. 548 h 30. 550 h 30. 552 h 30. 554 h 30. 556 h 30. 558 h 30. 560 h 30. 562 h 30. 564 h 30. 566 h 30. 568 h 30. 570 h 30. 572 h 30. 574 h 30. 576 h 30. 578 h 30. 580 h 30. 582 h 30. 584 h 30. 586 h 30. 588 h 30. 590 h 30. 592 h 30. 594 h 30. 596 h 30. 598 h 30. 600 h 30. 602 h 30. 604 h 30. 606 h 30. 608 h 30. 610 h 30. 612 h 30. 614 h 30. 616 h 30. 618 h 30. 620 h 30. 622 h 30. 624 h 30. 626 h 30. 628 h 30. 630 h 30. 632 h 30. 634 h 30. 636 h 30. 638 h 30. 640 h 30. 642 h 30. 644 h 30. 646 h 30. 648 h 30. 650 h 30. 652 h 30. 654 h 30. 656 h 30. 658 h 30. 660 h 30. 662 h 30. 664 h 30. 666 h 30. 668 h 30. 670 h 30. 672 h 30. 674 h 30. 676 h 30. 678 h 30. 680 h 30. 682 h 30. 684 h 30. 686 h 30. 688 h 30. 690 h 30. 692 h 30. 694 h 30. 696 h 30. 698 h 30. 700 h 30. 702 h 30. 704 h 30. 706 h 30. 708 h 30. 710 h 30. 712 h 30. 714 h 30. 716 h 30. 718 h 30. 720 h 30. 722 h 30. 724 h 30. 726 h 30. 728 h 30. 730 h 30. 732 h 30. 734 h 30. 736 h 30. 738 h 30. 740 h 30. 742 h 30. 744 h 30. 746 h 30. 748 h 30. 750 h 30. 752 h 30. 754 h 30. 756 h 30. 758 h 30. 760 h 30. 762 h 30. 764 h 30. 766 h 30. 768 h 30. 770 h 30. 772 h 30. 774 h 30. 776 h 30. 778 h 30. 780 h 30. 782 h 30. 784 h 30. 786 h 30. 788 h 30. 790 h 30. 792 h 30. 794 h 30. 796 h 30. 798 h 30. 800 h 30. 802 h 30. 804 h 30. 806 h 30. 808 h 30. 810 h 30. 812 h 30. 814 h 30. 816 h 30. 818 h 30. 820 h 30. 822 h 30. 824 h 30. 826 h 30. 828 h 30. 830 h 30. 832 h 30. 834 h 30. 836 h 30. 838 h 30. 840 h 30. 842 h 30. 844 h 30. 846 h 30. 848 h 30. 850 h 30. 852 h 30. 854 h 30. 856 h 30. 858 h 30. 860 h 30. 862 h 30. 864 h 30. 866 h 30. 868 h 30. 870 h 30. 872 h 30. 874 h 30. 876 h 30. 878 h 30. 880 h 30. 882 h 30. 884 h 30. 886 h 30. 888 h 30. 890 h 30. 892 h 30. 894 h 30. 896 h 30. 898 h 30. 900 h 30. 902 h 30. 904 h 30. 906 h 30. 908 h 30. 910 h 30. 912 h 30. 914 h 30. 916 h 30. 918 h 30. 920 h 30. 922 h 30. 924 h 30. 926 h 30. 928 h 30. 930 h 30. 932 h 30. 934 h 30. 936 h 30. 938 h 30











## HEURES LOCALES

# Les pièges de la monétique municipale

Le passage à la carte à mémoire pour le paiement des services collectifs urbains crée souvent des problèmes inattendus

L'actualité internationale a retenu M. Michel Rocard à l'hôtel Matignon le jour où il devait remettre à M. Jacques Puig, maire (MRG) de Blagnac (Haute-Garonne), le Trophée international de la carte à mémoire. Le maire de Blagnac, qui préside le comité d'administration (CIBA), a été récompensé par un représentant du premier ministre.

Le maire de Blagnac, une municipalité à la pointe de l'innovation en matière de monétique municipale, est en effet, sans le savoir, sous le coup de l'article 41 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'information, aux fichiers et aux libertés. Car dans toute la procédure, soigneusement respectée par la ville pour mettre en place la carte à mémoire comme moyen de paiement des services municipaux, un formulaire ne respecte pas la réglementation : une « demande simplifiée » a été adressée à la place d'une « demande d'avis » à la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés).

M. Jacques Puig serait passible, si sa bonne foi n'était pas évidente, d'une peine de six mois à trois ans de prison et d'une importante amende puisque la ville de Blagnac n'a pas obtenu l'avis favorable de la commission avant de créer le fichier qui gère la « Carte blanche », une carte à mémoire qui permet de payer plusieurs services municipaux. Cette révélation n'affectera sans doute pas le dynamisme de cette ville dans une technique de gestion apparue il y a moins de trois ans, mais elle est le symbole de la complexité du passage des communes à l'ère informatique.

### La « provocation » de Vitrolles

Cette « bavure » - qui sera vite rectifiée - mise à part, la « Carte blanche » de Blagnac est un bon exemple d'une mise en place réussie de la monétique municipale. En juin 1988, cette ville de 18 000 habitants mettait à la disposition des 20 000 adhérents d'Odysseus, important centre de culture et de communication en Midi-Pyrénées, un système de paiement et de réservation par carte bancaire, utilisable à distance par l'intermédiaire du téléphone. En janvier 1989, la municipalité lance la « Carte glace », une carte à puce nominative et rechargeable qui donne accès à la piscine d'abord, puis à la piscine. Devant le succès de l'opération (1 200 cartes vendues en 1989, deux postes contrôleurs supprimés), la ville décide d'étendre le système à d'autres services.

René Barbey, directeur la comptabilité publique au ministère de l'économie et des finances, se félicitait le 24 avril 1989 à Blagnac de la collaboration entre la ville et ses services : « Cette expérience évite le transfert de la gestion des fonds publics à des associations ou à des sociétés d'économie mixte ». Car, quel que soit le mode de paiement, la réglementation est très stricte. Le régisseur d'une collectivité locale qui encaisse des fonds, recueillis directement à un guichet ou



par l'intermédiaire d'un automate, se doit de les remettre à un comptable public.

Le regard des spécialistes de la rue de Berry n'est pas aussi tendre avec la « carte ville » de Vitrolles. Cette municipalité des Bouches-du-Rhône semble s'être précipitée à adopter les mesures inverses de celles que préconise la direction de la comptabilité publique. La méthode utilisée pour transférer du ticket traditionnel à la carte magnétique le paiement des 12 000 repas dans les 35 écoles de cette ville-clampignon de la banlieue de Marseille est certes un modèle du genre. L'extension de la carte aux centres de loisirs, crèches, haltes-gardiennes, centres de loisirs, transports scolaires, école de musique, tennis, piscines, spectacles communaux, témoigne d'une véritable dynamique. Mais la municipalité de Vitrolles a choisi le « post-paiement » - une facture pré-

cise est adressée chaque mois aux familles - alors que le « prépaiement » était précédemment utilisé avec les tickets traditionnels. Ce changement entraîne une des recommandations de la note méthodologique diffusée dans le réseau des comptables du Trésor : « L'introduction de la carte de paiement ne doit pas bouleverser les règles habituelles de gestion des services ».

### Une rentabilité discutable

Quant au système de collecte des fonds, c'est peu dire qu'il prend certaines libertés avec l'esprit de la loi. N'ayant pas de perception sur la commune, le conseil municipal de Vitrolles a créé le Comité de gestion des services (CGS). Cette association rassemble les chèques sur un compte bancaire avant de les

déposer au Trésor. On n'est pas très loin de la gestion de fait. Les « shires de M. Bérégovoy », comme les appelle M. Jean-Louis Larchevêque, adjoint au maire délégué aux finances, qui sont « descendus » à Vitrolles à la demande des élus, leur ont cependant fait remarquer qu'il s'agissait d'une « entorse » aux règles de la comptabilité publique.

M. Jean-Louis Larchevêque affirme que l'application de la carte à un seul service ne sera jamais rentable : « Même si nous avons supprimé 22 postes de travail - la ville de Vitrolles emploie 1 000 personnes - en introduisant la carte dans les écoles, cela n'aurait pas été suffisant pour justifier un investissement de 2,8 millions de francs. C'est pourquoi nous voulons aller plus loin et étendre le système à tous les commerces de la ville ».

Une commune comme Chilly-Mazarin (Essonne) n'a pratiquement réalisé aucune économie en se contentant, pour l'instant, de transférer le paiement des repas scolaires sur une carte magnétique. Un investissement de 600 000 francs qui ne sert qu'à la gestion quotidienne et statistique des 1 200 repas servis chaque jour. Marc Sauteron, responsable de l'enseignement et de la jeunesse au sein de la municipalité, estime cependant que l'investissement trouve sa justification dans l'amélioration du service public : « La population est fière de cette innovation qui lui évite de se rendre à la mairie trop souvent ».

Pour répondre aux besoins supposés des villes, certaines entreprises n'hésitent pas à mettre sur le marché des systèmes innovants qui peuvent poser de nombreux problèmes. La société Mutacard, qui équipe déjà quelques villes, présentait il y a quelques jours un nouveau système de paiement qu'elle baptise « Unité ». Il autorise l'accès à l'ensemble des services collectifs urbains publics (équipements culturels et sportifs, activités périscolaires, stationnement, etc.) par l'intermédiaire d'une carte unique. Dans l'hypothèse où cette carte serait émise par la ville, ne se poseraient que les problèmes (impayés, trésorerie, etc.) liés au post-paiement.

Mais Mutacard envisage d'utiliser les cartes bancaires traditionnelles. Hors celles-ci sont la propriété des établissements financiers qui en contrôlent le domaine d'utilisation. D'autre part, en raison de leur modicité, les sommes à encaisser seraient accumulées sur un microserveur avant d'être transférées à partir d'un certain seuil à un centre de traitement bancaire, la commission étant à la charge des communes. Comment ces dernières récupéreront-elles leur argent en cas de difficulté, alors qu'au-delà d'un délai de quatre jours une transaction n'est plus garantie par un établissement bancaire ?

Difficultés réglementaires, rentabilité problématique, problèmes juridiques, on comprend pourquoi certaines villes hésitent tant à passer à la monétique. Metz ne l'utilise toujours pas alors que le principe en est voté depuis plus de deux ans. Et la carte qui sera utilisée dans les parcs parisiens ne sera sans doute pas plus sophistiquée qu'une carte téléphonique.

CHRISTOPHE DE CHENAY

## Trop peu de femmes élues

La journée internationale des femmes, qui a été célébrée le 8 mars, a le mérite de rappeler que si les femmes ont dû attendre jusqu'en 1944 pour obtenir le droit de vote, elles n'ont malheureusement pas trouvé depuis la place qu'elles méritent dans les instances représentatives.

Curieusement d'ailleurs, alors que leur place dans la vie économique est de moins en moins contestée, leur présence semble aller en diminuant dans les institutions. Elles ne sont plus que 5,7 % (33 sur 577 députés) au sein de l'Assemblée nationale, alors qu'elles représentaient 6,9 % des élus du Palais-Bourbon en 1945. Il n'y a aujourd'hui que 10 femmes sur 319 sénateurs.

Au niveau local, les femmes sont relativement nombreuses dans les conseils régionaux (8,5 %), élus à la proportionnelle. Les partis s'efforcent en effet d'assurer un minimum de représentation aux femmes sur leurs listes : 20 % chez les socialistes par exemple. Neuf femmes sont maires de villes de plus de 30 000 habitants mais moins de 2 000 participent à des conseils municipaux. « Elles ont pourtant la quasi-certitude d'être élues », estime cependant Janine Bardou, maire de Chanac et président (UDF-PR) du conseil général de Lozère.

### Une seule présidente de conseil général

Seule femme à occuper cette fonction, Janine Bardou milite pour que les femmes s'engagent plus dans la vie publique. « C'est dans les instances locales comme dans les organisations professionnelles que les femmes peuvent faire adopter les mesures qui amélioreront leur sort ». Malgré les limites imposées par les lois de décentralisation, Janine Bardou pense que le conseil général qu'elle préside a adopté un certain nombre de mesures qui ont permis d'améliorer la situation des femmes dans le département : l'organisation des transports scolaires en zone rurale par exemple.

Mais la charge de travail des élus reste très lourde, et Janine Bardou reconnaît qu'il sera toujours difficile pour une femme de concilier vie privée et vie publique.

C. de C.

## Divorce à Lilliput

Une commune des Ardennes, s'estimant lésée dans son association de dix-sept ans avec un village voisin, a préféré se retrouver démunie mais libre

### BARBAISE (Ardennes)

de notre envoyée spéciale

BARBAISE l'autonomiste a enfin obtenu gain de cause auprès du préfet des Ardennes : après plusieurs années de doléances, cette commune de 115 âmes a été autorisée à se séparer de Raillencourt, village de 230 habitants, distant de 1,5 km. Leurs relations étaient entrées dans une telle période de turbulences que le représentant de l'Etat, las d'arbitrer les conflits, s'est résolu à « ériger Barbaise en commune distincte », à l'heure même où il est censé promouvoir les tentatives de « regroupement », de « partenariat », et autres formules d'« intercommunalité ».

### LIRE ÉGALEMENT

#### Les élus et l'information scientifique

Un sondage SOFRES pour le Monde-Cité des sciences de La Villette-CNRS.

« Les ruraux partent en campagne » : Les élus, architectes et la ville : Les musiciens chantent victoire : Derniers succès pour les bibliothécaires. Pages 15 et 16

A Barbaise, on pousse un soupir de soulagement. Les citoyens ont, le 3 février, élu leur maire, en la personne de M. Michel Bouquet, autonome convaincu. Ce premier magistrat, la trentaine effervescente, moustache fournie et anorak multicolore, est agent commercial à la SNCF. A Barbaise depuis six ans, M. Bouquet est encore « un gars de la ville », aux yeux des agriculteurs enracinés depuis des générations dans la vallée de la Vence. « Il n'avait jamais obtenu la mairie si Michel Gamby, tête de liste, ne s'était démis en sa faveur », lancent ses détracteurs.

M. Michel Gamby, sexagénaire, d'éleveur de vaches à lait, n'était guère volontaire pour gérer au quotidien la municipalité ; il a préféré jouer les éminences grises. Dans la cuisine du jeune maire, cet homme massif revêtu d'un bleu de travail indéchirable et de bottes d'éclaireur sur le nez, pour présider, de façon informelle, à l'élaboration du budget municipal. Entre deux calculs, il raconte « l'histoire d'eau » des communes ennemies.

C'est pour obtenir un réseau d'adduction que Barbaise et Raillencourt se sont associées, en 1974. En échange, l'Etat leur versait 80 % des frais nécessaires à cet équipement, en plus des 50 % de « subventions Marcelin » prévues sur cinq ans. « Mais aussitôt après avoir dit oui, Barbaise

a compris qu'elle avait vendu son âme ». Chaque commune ayant une représentation proportionnelle au nombre de ses habitants, Barbaise n'en comptait que quatre, et Raillencourt sept.

Barbaise perd peu à peu le contrôle de son budget et de ses affaires. La place du village elle-même est vendue, malgré l'opposition de ses habitants, à des promoteurs qui y plantent des villas sans charme. Les conseillers de Raillencourt vont jusqu'à élire eux-mêmes le maire délégué de Barbaise qu'ils choisissent en leur sein. Au conseil municipal, les dépenses ne sont pas ventilées selon la règle de trois, mais en fonction des projets que la majorité veut financer. Les travaux de voirie se font donc essentiellement à Raillencourt, et Barbaise devient le dindon de la farce.

La plupart des injustices dont se plaint Barbaise, et que la préfecture a d'ailleurs constatées, ont été perpétrées pendant les mandats de M. Raymond Vincent (divers droite), venu aux affaires municipales de Raillencourt en 1947. Ce marchand de bestiaux ne semble pas bouleversé outre mesure par le sort de la minorité barbaissienne : « Les plus gros mangent les petits, c'est la loi de la politique ! D'ailleurs, nous aurions dû faire une fusion plutôt qu'une association, nous aurions entendu moins de protestations ».

RAFAËLE RIVAIS  
Lire la suite page 14

## Communes fantômes

Depuis deux siècles, Suzan, Sein et Molène étaient dépourvues de ressources fiscales, et donc sans dotations de l'Etat. La loi du 28 novembre 1990 a mis fin à cette curiosité

TROIS collectivités locales ne disposent, contrairement au droit de la décentralisation, d'aucune ressource fiscale : aucune taxe foncière, pas de taxe d'habitation et encore moins de taxe professionnelle. Privées d'impôts locaux, elles sont dans l'impossibilité de fournir aux ministères concernés - Intérieur et budget - les données (potentiel fiscal, effort fiscal) qui permettraient le calcul de leurs dotations : la DGF (dotation globale de fonctionnement) et le FNCTP (Fonds national de compensation de la taxe professionnelle). A coups de subventions, elles entretiennent tant bien que mal leur petit territoire communal et limitent leurs investissements au strict minimum.

Pour ces trois communes - les îles de Sein et de Molène (Finistère) et la commune de Suzan (Ariège) - la situation est ressentie comme une injustice. Pourtant, à l'origine, pour au moins deux d'entre elles - Sein et Molène - l'exonération relève d'un privilège, accordé par Louis XIV. « Vouloir imposer Sein ou Molène, déjà accablées de tous les impôts de la nature, ce serait vouloir imposer la mer, les tempêtes et les rochers », expliquait le Roi-Soleil dans une lettre. Confinée une première fois à la Révolution, puis à

nouveau en 1800 et en 1914, le privilège produit encore aujourd'hui ses effets.

La petite commune (24 habitants) de Suzan, dans l'Ariège, se retrouve, en 1818, dans une situation comparable. A la suite d'une erreur administrative, au moment de l'élaboration des cadastres, Suzan, une commune enclavée dans celle de La Bastide-de-Sérou, se trouve géographiquement confondue à cette dernière. Les fonctionnaires ont négligé de délimiter son territoire : une centaine d'hectares, quelques fermes, une cinquantaine d'habitants.

### Cuisine municipale

Depuis lors, Suzan n'existe plus en tant qu'unité administrative : elle n'a plus ni territoire, ni chemins, ni bâtiments communaux. Elle a perdu toute autonomie financière : les impôts fonciers prélevés sur son territoire bénéficient à la commune de La Bastide.

Pourtant, Suzan continue d'exister : à défaut de mairie, les vingt électeurs des quatre fermes qui subsistent se retrouvent régulièrement à l'heure des votes « dans la cuisine du maire ». C'est d'ailleurs dans cette même cuisine que se tiennent les réunions du conseil municipal (9 conseillers). La loi du 28 novembre 1990 (1),

sans remettre en cause la situation héritée du passé, supprime l'essentiel de ses inconvénients. Désormais, les trois communes « défiscalisées » pourront percevoir une partie des dotations de l'Etat : chaque année, la loi leur attribuera une part de DGF et une autre de FNCTP.

Potentiel et effort fiscal étant incalculables, ces dotations seront forfaitaires. La DGF de ces communes sera égale au « double de l'attribution moyenne par habitant de l'ensemble des communes relevant de la même strate démographique ». Soit 298 francs par habitant pour l'île de Sein (610 habitants) et 360 francs pour Molène (415 habitants) et Suzan (24 habitants). La part de FNCTP qui leur sera attribuée sera du « double de l'attribution moyenne nationale », c'est-à-dire 418 francs par habitant.

Du bonus pour ces collectivités dont le budget annuel (subventions, produits de l'exploitation et produits domaniaux compris) ne dépassait guère, jusque-là, le salaire mensuel d'un cadre parisien.

BETTINA GILLET

(1) Loi n° 90-1167 du 28 novembre 1990, relative à la fonction publique territoriale et modifiant certains articles du code des communes.



## HEURES LOCALES

## REPÈRES

## AIDE SOCIALE

Le rôle  
du département  
reste méconnu

Qui dit que les Français sont d'horribles égoïstes ? Un sondage, « Les Français et l'action sociale », réalisé par l'Institut de sondage CSA, pour l'hebdomadaire spécialisé la Gazette des communes, ainsi que pour l'assemblée des présidents de conseils généraux, montre (la Gazette du 4 mars) que si on augmentait de 200 francs les impôts locaux, les Français souhaiteraient que cet argent aille en premier aux plus défavorisés (34 %), 30 % d'autres personnes sondées aimeraient plutôt que l'on consacre les fonds à l'amélioration des locaux et du matériel scolaires. Lorsqu'on soumet une liste de domaines d'actions sociales, les Français estiment à 50 % que l'enfance maltraitée devrait être prioritaire.

Ce qui surprend cependant, c'est la profonde méconnaissance des Français sur « qui finance l'action sociale ». 73 % avouent l'ignorer et ceux qui se prononcent se trompent quasiment tous sur la part dévolue par le département à ce secteur. « Si les Français prenaient conscience que plus de la moitié de leurs impôts départementaux sont consacrés à l'action sociale, s'ils savaient que les assistantes sociales, le RMI, les maisons de retraite, l'aide médicale, l'action en faveur des handicapés, etc. sont financés et gérés par leurs élus départementaux, ils regarderaient peut-être plus près ce qui se décide à l'hôtel du département », commente l'hebdomadaire.

## AUVERGNE

Une école  
d'emballage  
au Puy-en-Velay

Pour combler le déficit en cadres intermédiaires dans l'emballage, un secteur qui réalise un chiffre d'affaires de 80 milliards de francs à travers 3 000 entreprises et 120 000 salariés, une école de packaging va ouvrir en octobre prochain au Puy-en-Velay.

L'investissement prévu dépasse 7 millions de francs : le district du Puy-en-Velay se chargera du bâtiment ; l'Etat, par l'intermédiaire de la DATAR, participera à l'équipement pour 1 million de francs ; la région, la chambre de commerce et le département donneront 500 000 francs chacun. La chambre de commerce, la ville du Puy et le conseil général assureront en grande partie le fonctionnement.

Le recrutement se fera à bac + 2, à partir de DUT ou de BTS à caractère industriel. La durée des études sera d'un an. L'enseignement sera composé de cours théoriques et de stages en entreprise. Les promotions seront de quinze à vingt élèves. La reconnaissance du diplôme de sortie (bac + 3) est actuellement en négociation avec l'université de Clermont-Ferrand, dont dépend la Haute-Loire.

## BRETAGNE

Un nouvel hôpital  
pour Brest

Brest aura un nouvel hôpital en 1995. Les travaux viennent de commencer. Le nouvel établissement soulagera l'actuel hôpital Morvan, surchargé, qui abrite 1 100 lits pour une capacité théorique de 572 lits. Une situation qui a obligé la direction à se livrer à une véritable chasse au mètre carré inutilisé, afin de pouvoir faire face au développement des services, comme en témoigne l'aménagement d'un blockhaus datant de l'Occupation.

Le nouvel hôpital coûtera 450 millions de francs, dont 40 % du financement à la charge de l'Etat. Le projet n'est pas nouveau : les terrains sont achetés depuis 1977, mais, après avoir évolué favorablement jusqu'en 1985, le dossier est resté en souffrance de 1986 à 1988. Les d'attendre, médecins et associations de patients avaient alors adressé au gouvernement une pétition avec 50 000 signatures.

Brest disposera d'un hôpital pilote, comprenant des innovations techniques dans le domaine de l'imagerie médicale et des transports intérieurs : médecine d'urgence, spécialités chirurgicales, réanimation, cardiologie, en tout 590 lits seront regroupés. L'actuel hôpital Morvan ne comptera plus que 640 lits et sera modernisé.

## Communes défavorisées ? Oui ! Mais lesquelles ?

par Jean-Claude Bonnet

DEPUIS plusieurs années, démonstrations et chiffres éloquentes à l'appui, tous ceux des élus locaux qui se soucient de défendre les intérêts des communes rurales en ce qu'elles ont encore de structurellement défavorisé, avaient commencé à marquer des points. Bien sûr, si l'heure n'avait pas encore sonné pour que nos communes rurales soient financièrement en mesure d'épouser leur siècle, du moins la voie était-elle tracée pour que, au nom d'une certaine équité, les mécanismes de péréquation en place jouent plus intensément et que d'autres voient éventuellement le jour.

Las ! Voilà que si le concept de solidarité occupe à nouveau le devant de la scène, des circonstances particulières vont sans doute conduire à ce que cette solidarité s'effectue prioritairement au bénéfice de quelques centaines de communes relativement peuplées. Provisoirement occultée par le problème qui vient de

survenir de certaines cités urbaines se trouvant à la périphérie de nos grandes métropoles et par celui de la péréquation intercommunale en Ile-de-France, il ne faudrait pas que se trouve interrompue la « longue marche » entreprise par les maires ruraux, animés qu'ils sont du souci légitime de mettre progressivement un terme à des distorsions de plus en plus mal vécues en cette dernière décennie du vingtième siècle.

A cet égard la proposition faite par la commission des communes rurales de l'Association des maires de France et visant à ramener en quatre ans de 2,5 à 1,5 le coefficient pondérateur de la dotation de base de la dotation globale de fonctionnement (DGF) constitue, il convient de le rappeler, une voie nouvelle de progrès à laquelle les pouvoirs publics se doivent de réserver un écho positif. L'avenir de l'espace rural français en dépend.

► Jean-Claude Bonnet est président du CICOR (Centre d'information des communes rurales).

## BLOC-NOTES

## AGENDA

► Formation territoriale. — La prochaine réunion du groupe de travail sur la formation et le recrutement des fonctionnaires territoriaux aura lieu le 21 mars. Elle devait se tenir le 5 février (le Monde daté 27-28 janvier), mais elle a été repoussée en raison des événements survenus dans le Golfe et des nouvelles attributions confiées à M. Philippe Marchand.

► Innovation culturelle et développement local. — L'initiative culturelle est, de plus en plus, un agent actif du développement économique des régions. C'est en partant de cette constatation que se déroulera, les jeudi 11 et vendredi 12 avril prochain, à l'hôtel de région du Limousin, un colloque national sur le thème de « L'innovation culturelle et le développement local ». Principaux intervenants : M<sup>me</sup> Hélène Mathieu, directrice du développement et de la formation au ministère de la culture ; M<sup>me</sup> Pierre Moullier, directeur du département des études et de la prospective au même ministère, René Rizzardo, directeur de l'Observatoire des politiques culturelles et auteur d'un rapport ministériel sur le même thème (le Monde du 23 décembre 1990).

► Enseignement et inscriptions : M<sup>me</sup> Laurence Rossignol, chargée de mission au Conseil régional du Limousin, 27, boulevard de la République, 87000 Limoges Cedex. Tél : 55-45-18-82.

► Culture et communes. — La Fédération nationale des communes pour la culture (FNCC) fête le trentième anniversaire de sa fondation les 22 et 23 mars, à Saint-Etienne. Un certain nombre d'élus feront le point sur les politiques culturelles des diverses collectivités et dresseront un bilan de la décentralisation. Un grand nombre d'artistes comme Roger Planchon, Dominique Bagouet ou Marcel Landowski sont également invités.

La FNCC a été créée en 1960 par Michel Durafour, qui était alors maire adjoint à la culture de Saint-Etienne. Elle est aujourd'hui présidée par un socialiste, Roger Tropéano, délégué à la culture du PS et ancien maire, adjoint à la culture de Châtenay-Malabry.

## CONTACTS

► Bourses d'exploration de Clermont-Ferrand. — Comme chaque année depuis 1989, la ville de Clermont-Ferrand organise la sélection de projets d'étudiants des grandes écoles d'ingénieurs, de commerce et de gestion, et de troisième cycle des universités. Il s'agit de répondre par la photo, la vidéo ou une plaquette, à la question « Quelle politique sportive pour votre cité ? ». Cinq bourses d'un montant de 15 000 francs doivent permettre aux étudiants sélectionnés de se rendre dans la ville étrangère de leur choix pour préparer un mémoire. Le meilleur travail est récompensé par un grand prix de 25 000 francs.

► Service de communication. — Mairie de Clermont-Ferrand, 10, rue Philippe-Marcombes, 63000 Clermont-Ferrand.

► Art contemporain dans le métro de Toulouse. — MT Développement, la société concessionnaire du métro de Toulouse, a déposé un budget de dix millions de francs pour introduire l'art contemporain dans les quinze stations de la première ligne Mirail-Jolimont qui entrera en service en juillet 1993. Pierre Richard, président du directoire du Crédit local de France et président de MT Développement, choisira en octobre prochain, avec un jury composé de professionnels de l'art, d'élus et de responsables du projet, les œuvres qui personnaliseront les stations.

► MT Développement, M<sup>me</sup> Violette Aulclair, 56, boulevard de l'Embarcadere, BP 2870, 31086 Toulouse Cedex.

## NOMINATION

► Albert Fitte, nouveau secrétaire général à Dijon. — M. Fitte remplace Michel Jenot qui avait occupé ces fonctions pendant plus de onze ans.

(Né le 29 mars 1943, Albert Fitte est docteur en lettres et diplômé de Sciences Po. Il est titulaire d'un DES de géographie économique et spécialiste des transports maritimes. Directeur général des services administratifs et financiers de la mairie de Royan en 1978, il devient deux ans plus tard secrétaire général adjoint de la mairie de Vesoul. De 1983 à 1990, Albert Fitte était secrétaire général de la mairie de Chalon-sur-Saône.)

## PUBLICATIONS

► Médiasid. — La Documentation française vient de publier l'édition 1991 du répertoire de la presse « Médiasid » mis à jour par le service d'information et de diffusion du premier ministre. Il consacre une large place à la presse écrite régionale et donne la liste des journaux spécialisés dans le secteur des collectivités locales.

► Documentation française, 35 pages, 120 francs.

► Code électoral. — Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de scrutins importants prévus au calendrier de 1991 qu'il n'est pas nécessaire pour les élus de préparer les prochaines échéances. Leur préparation, leur déroulement et leur financement sont réglementés par un certain nombre de lois, décrets, instructions générales et textes complémentaires qui sont présentés dans cette publication (50 francs) de la direction des journaux officiels.

► Direction des journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15.

► Guide budgétaire communal, département et régional 1991. — La DGCL publie un guide des informations nécessaires à l'élaboration des budgets des communes, des départements et des régions. Ce guide propose une analyse et un commentaire des principales dispositions législatives et réglementaires concernant les finances locales (renouveau des lycées, financement des collèges, ratios utiles, nomenclatures budgétaires, cadre juridique de l'emprunt...).

► Documentation française, 31, quai Voltaire, 75340 Paris, 65 francs.

## « Brest 92 » : le rendez-vous de la marine à voile

BREST

de notre correspondant

ON les appelle « vieilles coques », ou « vieux gréements ». Ce sont tous de vieux bateaux qui naviguaient à une époque où les marins du bord n'ont pas pour faire de la « plaisance ». La mer, c'était avant tout un rude labeur. Ces embarcations constituent un fabuleux héritage, au même titre que les monuments historiques.

Mais il n'en reste plus beaucoup. Les vieilles coques sont mortes peu à peu sur les plages, livrées au sel et au vent, sans plus personne pour se soucier de leurs habiles constructeurs : des charpentiers qui montaient carcasses et mâtures sans plans, presque au « feeling ».

Ce patrimoine en péril, c'est la raison d'être de la revue le Chasse-marin, de laquelle est parti en France, au début des années 80, un mouvement de sauvegarde de ces bateaux, dont des dizaines ont été restaurés ou qu'il a fallu tout

bonnement reconstruire, faute de ne plus en posséder de spécimens, même moribonds.

C'est une vaste fête en l'honneur de la marine traditionnelle à voile que ce même Chasse-marin avait organisée en août 1988 à Douarnenez, port d'attache de la revue. On était venu de toute l'Europe voir évoluer ces bateaux, petites embarcations côtières ou anciens grands courriers des mers.

L'équipe de « Douarnenez 88 » met maintenant le cap sur « Brest 92 », avec l'appui de la ville de Brest et de la marine nationale, ainsi que de divers sponsors. Mille deux cents bateaux et huit mille marins de vingt pays rallieront Brest. On attend un million de visiteurs. Une belle fête et une grosse opération médiatique pour le Finistère et tout spécialement pour la ville de Brest, qui doit construire une ancienne golette du dix-neuvième siècle ; elle s'appellera la Récouvrance, du nom de ce quartier qui domine l'arsenal, où s'installaient autrefois caillots, tonneliers ou autres sœurs de long.

GABRIEL SIMON

## Divorce à Lilliput

Suite de la page 13

M. Vincent ne brille pas non plus par la diplomatie lorsqu'il explique tout de go que « les habitants de Barbaise sont des paysans arriérés ». Pourtant, c'est bien, semble-t-il, la même peur paysanne qui nourrit son animosité : celle de perdre la terre. Dans les années 80, les habitants de Barbaise ont refusé le remembrement que leur proposait M. Vincent, de peur d'être grugés par ce maire qu'ils trouvaient

despotique. En retour, M. Vincent ne leur a jamais pardonné d'avoir laissé l'entretien de leurs chemins vicinaux à la charge de la commune.

Si Barbaise savoure aujourd'hui sa victoire, elle sait, tout comme Raillencourt, que la séparation ne sera pas une affaire. Il faudra en effet doubler les équipements municipaux (photocopieuse, machine à écrire, tondeuse à gazon, etc.), alors même qu'en plein hiver les deux municipalités

sont trop pauvres pour faire déneiger leurs routes communales.

Tandem Bouquet-Gamby s'efforce de donner tort à la préfecture, qui a prévu un budget déficitaire de 58 000 francs pour l'exercice 1991. Barbaise veut montrer qu'elle se débrouille parfaitement sans Raillencourt, et mettra un point d'honneur à ne pas augmenter les impôts locaux. Du moins, pas tout de suite.

RAFAËLE RIVAIS

## L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/ÉCONOMIE/INSEE

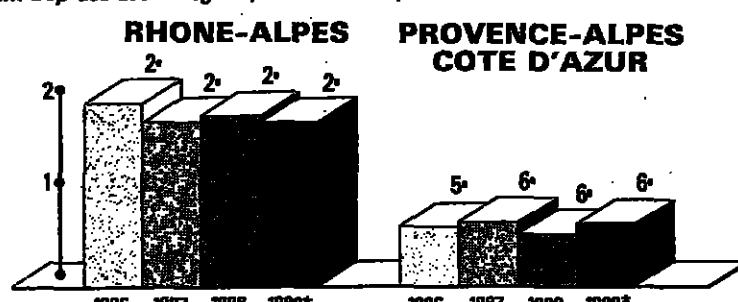
## La santé économique des régions

Le Monde a demandé à l'INSEE de tenter une représentation synthétique de quelques aspects de la situation économique des régions françaises depuis 1986. Quatre variables ont été retenues et combinées entre elles pour aboutir à un indicateur synthétique. Le poids affecté à chacune d'elles résulte d'une analyse en composantes principales effectuée sur l'ensemble des régions (à l'exception de l'Ile-de-France et de la Corse que leurs caractéristiques éloignent trop des autres régions).

Ces variables sont les suivantes :

- valeur ajoutée par habitant (pondération + 0,83) ;
- salaire moyen (pondération + 0,14) ;
- taux de chômage (pondération - 0,19) ;
- taux de création d'entreprise (pondération + 0,03) ;

Le niveau zéro de l'indicateur synthétique correspond par construction à la moyenne des régions de province (voir le Monde des 9-10 décembre 1990).



La cote par rapport au graphique donne le classement de la région dans l'indicateur proposé (Ile-de-France et Corse exclues).

\* Estimations

## RHÔNE-ALPES : 2°

Parmi les régions de province, Rhône-Alpes cumule les places d'honneur pour les différents indicateurs présentés : deuxième pour la valeur ajoutée par habitant, troisième pour le salaire moyen, troisième pour le taux de chômage, et première pour le taux de création d'entreprise.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

La région Rhône-Alpes est donc la région la plus dynamique de France.

## Les r...

Des sénateurs app...

BORDEAUX

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant



## HEURES LOCALES

# Les ruraux partent en campagne

Des sénateurs appellent à une « croisade » pour l'avenir de l'espace rural français

BORDEAUX  
de notre envoyé spécial

A grand-messe de la ruralité, organisée à grand renfort de publicité, à Bordeaux les 28 février et 1<sup>er</sup> mars (le Monde du 5 mars), n'avait qu'un but : éveiller aux problèmes du monde rural une opinion publique accablée depuis des mois par les malheurs de la ville et de ses banlieues. Présents au cours de cette Convention nationale pour l'avenir de l'espace rural français, les travaux d'une mission sénatoriale conduite par M. Jean François-Poncet, sénateur (UDF) du Lot-et-Garonne, ont confirmé la fragilité du tissu rural. Près du quart du territoire français est aujourd'hui atteint par la désertification (moins de 20 habitants au kilomètre carré), et le déclin guette déjà un autre dixième du pays.

Campagnes moribondes ou en sur-sis, malaise paysan, sentiment d'abandon : au cours de leur enquête, les sénateurs ont rencontré de nombreux motifs de désespérance. Mais ils se sont accrochés à quelques espoirs positifs, en France comme à l'étranger, pour « sonner la mobilisation générale » et « appeler à une croi-

sade qui ne doit pas s'arrêter ». Pour eux, « la véritable modernité, de demain, c'est l'espace rural, au moins autant, sinon plus, que la ville ». Cette conviction, à laquelle est parvenu le groupe d'études, a servi de socle aux débats de la convention, mutuellement persuadée que l'essentiel du mal français provient de l'hypertrophie galopante de l'Île-de-France, qualifiée de « cancer parisien », et de l'« obsession urbaine » dont seraient victimes le pays et ses dirigeants.

### Privileges fiscaux

Ayant répété comme un slogan qu'il ne saurait y avoir de monde rural sans une agriculture dynamique, les apôtres de la ruralité reconnaissent que l'agriculture ne sauvera pas à elle seule l'espace rural. « Dès à présent, il y a infiniment plus d'actifs non agricoles en milieu rural que d'agriculteurs », devait souligner M. François-Poncet. Pour encourager la diversification des activités économiques dans les campagnes, il réclame que les privilèges fiscaux mis en place dans les zones de reconversion industrielle soient étendus aux zones rurales menacées de désertification. « La solidarité nationale doit



jouer en leur faveur », a confirmé Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions. Chaque parcelle de notre espace rural recèle un potentiel valorisable.

Pour maintenir et moderniser les services publics, les restructurations ne devraient plus être décidées ministère par ministre sur l'unique base de la rentabilité, mais, estime la mission sénatoriale, au niveau d'un nouveau ministère d'Etat, chargé de l'aménagement du territoire et du plan.

### Des primes pour les fonctionnaires ruraux

Les sénateurs souhaitent la polyvalence de certains services, comme la Poste, et que « les fonctionnaires servant en milieu rural soient financièrement récompensés ».

Sans aborder la révision de la politique agricole commune qui, selon l'avis de Jacques Delors, président de la commission européenne, « arrive à un moment très mal choisi », les participants au colloque de Bordeaux ont passé en revue le catalogue habituel des moyens de valoriser l'espace non urbanisé : l'extensification, la refor-

estation, l'agro-industrie, la qualité et la pluri-activité. Une loi-cadre, réclamée par les amis de M. François-Poncet, comme par le socialiste René Souchon, père de la « loi montagne », pourrait faciliter la mise en œuvre de ces idées. Encore faut-il faire la différence entre les zones rurales péri-urbaines, dynamiques mais menacées par la spéculation foncière et la pollution ; le « rural classique », à faibles revenus et sous-emploi caché, dont l'agriculture ne saurait être l'unique facteur de développement ; le « rural profond » enfin, désertifié, dépeuplé, sans aucune possibilité d'autodéveloppement. Les aides gouvernementales et communautaires doivent tenir compte de la variété de ce paysage.

En cinq ans, la CEE consacre 250 milliards de francs aux régions en retard de développement (58 % du territoire européen, 21 % de la population), et 13 milliards aux autres régions. Cette dotation devrait être « notablement augmentée pour les années 1993-1997 », a promis M. Delors. Si toutefois vous et nous avons démontré que nous avons bien utilisé ces ressources et que s'amorce un renouveau du milieu rural ».

JEAN-JACQUES BOZONNET

## REPÈRES

### LANGUEDOC-ROUSSILLON

Un parc à loups en Lozère

Dans le cadre d'un accord passé avec la Fondation Bardot, le parc du Gévaudan, situé près de Marvejols (Lozère), vient d'accueillir quatre-vingt loups de Mongolie provenant de la Hongrie. « Le maire de Budapest et les autorités hongroises, a expliqué Brigitte Bardot, nous ont aidés à sauver ces animaux qui auraient dû être abattus : leur fourrure était destinée à la confection de manteaux ».

En Lozère, ces loups, âgés de sept à huit mois et pesant une quarantaine de kilos, ont d'abord été placés dans un enclos de 32 000 mètres carrés mais, d'ici quatre à cinq mois, ils disposeront d'un parc s'étendant sur une vingtaine d'hectares. Selon Gérard Ménatory, responsable zootechnique, le nouveau parc, « qui n'a pas d'équivalent dans le monde », aura une vocation scientifique. Des Américains et des Japonais sont prêts à venir étudier sur place le comportement des loups. « Nous mettrons en place des caméras afin d'observer ces animaux quand ils se nourrissent, mais également lors des phases de reproduction ou de jeu ».

La Fondation a décidé d'apporter une aide financière de 600 000 francs. De leur côté, le département de la Lozère et la région Languedoc-Roussillon ont accepté d'aider financièrement cette opération.

### LIMOUSIN

Limoges prend du galon

Siège de la circonscription militaire de défense Centre-Ouest, l'une des neuf circonscriptions militaires prévues par le plan Armées 2000, Limoges englobera, à partir de 1991, les anciennes 13<sup>e</sup> (Tours), 42<sup>e</sup> (Poitiers) et 43<sup>e</sup> (Limoges) divisions militaires territoriales. Située au centre de la zone de défense atlantique, elle aura autorité sur des installations militaires importantes, comme la base de transmission des sous-marins nucléaires de Rosnay (Indre), les centres d'armement de Bourges (Cher) et de Tulle (Corrèze), l'école des transmissions de Montargis (Loiret), l'école du matériel de Bourges, l'école du train de Tours, etc.

C'est la fin définitive d'une tradition ancienne, dont est né au début du siècle, le mot limoger : l'envoi dans cette ville, loin de tout théâtre éventuel d'opérations, des officiers dont les capacités militaires n'étaient pas convaincantes. Mais, plus que la mort d'un symbole, ce qui intéresse Limoges, ce sont les retombées économiques de cette implantation : quatre ans de travaux pour des réalisations immobilières nouvelles (4 500 m<sup>2</sup> de bureaux), qui accueilleront 450 nouveaux militaires et fonctionnaires civils de la défense. 150 millions de francs de soldes et de salaires seront injectés chaque année dans l'économie régionale.

### PROVENCE - ALPES - COTE D'AZUR

Les Hautes-Alpes jouent la carte de l'authenticité

Peu de Français, paraît-il, connaissent le département des Hautes-Alpes et encore moins sa localisation géographique. Pour combattre cette tendance, le comité départemental du tourisme vient de créer le Club de l'authenticité. Officiellement fondé le 2 janvier par les comédiens Sergio Castellitto, Daniel Ceccaldi, Gérard Jugnot, Thierry Lhermitte, Christophe Malavoy et Marie-France Pisier, il rassemble des « amoureux » de ce département. Ces amateurs de grands espaces veulent partager leur passion pour une région méconnue. « Je ne savais pas qu'il existait encore des petits villages à 1 500 mètres d'altitude où on va chercher son lait tous les matins à la ferme », raconte par exemple Christophe Malavoy.

La première action des membres du Club va consister à rassembler, en faisant appel aux élus, aux syndicats d'initiative, aux offices de tourisme et même aux curés de campagne, les contes des Hautes-Alpes, patrimoine culturel du département, qui se transmettent de façon orale depuis toujours. Gérard Jugnot demande également à toutes les personnes originaires des Hautes-Alpes émigrées dans une autre région qui connaissent quelques-uns de ces contes de prendre contact avec la Maison des Hautes-Alpes, 4, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Les meilleurs contes seront édités en album et en cassette.

## La filière culturelle de la fonction publique territoriale

# Les musiciens chantent victoire

La grogne s'atténue dans les conservatoires municipaux, les revendications des professeurs ayant été prises en compte par le nouveau statut

APPROUVÉS. Le 21 février, à une large majorité par le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, les projets de statuts des fonctionnaires territoriaux de la filière culturelle sont en nets progrès face à une première rédaction qui avait fait l'unanimité contre elle (le Monde des 15, 20 et 21 janvier).

Les professeurs contestaient un texte qui remettait en cause leur nombre d'heures de travail, les conditions du recrutement, qui révisait à la baisse leur salaire d'embauche — même si la grille de salaires leur offrait un plus en fin de carrière — et qui restait éternellement muet sur la durée de leurs congés. Epaulés par la direction de la musique, la coordination et les syndicats viennent d'obtenir satisfaction sur un grand nombre de points.

Première victoire : le ministère de la culture exercera le contrôle exclusif du contenu et des modalités d'accès au CA (certificat d'aptitude à l'enseignement), au DE de danse et de musique (diplôme d'Etat) et au diplôme universitaire de musicien intervenant, indispensables pour occuper les fonctions de directeur, de professeur, d'assistant spécialisé, d'assistant d'enseignements artistiques. Les non-professionnels sont donc exclus de ces emplois.

Seconde victoire : les horaires de travail sont maintenus à leur niveau antérieur. Les directeurs devront assurer 39 heures hebdomadaires, les professeurs 16 heures, les assistants 20 heures. D'autre part, par la voix de Michel Schneider, directeur de la musique, l'Etat reconnaît le bien-fondé du cumul des postes de professeur et de musicien ou d'acteur musical, où l'on n'imaginait pas un instant que les agrégés soient obligés de choisir entre l'exercice de la médecine, la recherche et

l'enseignement, une activité nourrissant l'autre. Troisième victoire : le salaire, encore que sur ce sujet précis on peut considérer que les revendications sont permanentes dans tous les corps de métier. Directeurs : la grille de salaires actuelle est maintenue pour l'embauche, tandis qu'elle est améliorée de deux façons en fin de carrière, par l'augmentation de l'indice du dernier échelon et par la création d'un échelon exceptionnel. Professeurs : deux grades sont créés, celui de professeur d'enseignement de classe normale, celui de professeur hors classe. La grille de salaires actuelle est maintenue pour les premiers, alors que les professeurs hors classe bénéficieront d'une amélioration de leur fin de carrière. Assistants spécialisés : leur grille comprend deux échelons, ce qui équivaut à aussi à une amélioration. Assistants d'enseignements artistiques : la grille qui leur est applicable est celle actuellement en vigueur pour les adjoints d'enseignements artistiques. Elle sera revue à la hausse au cours des étés 1991 et 1992.

### La question des congés scolaires

Reste le problème des congés scolaires, liés non pas à l'activité des professeurs, mais à la scolarité des élèves. Le statut reste donc muet sur ce chapitre, alors que les professeurs souhaiteraient que des dispositions précises soient imprimées noir sur blanc. Cette position n'est guère défendable, car elle bloquerait toute possibilité de réaménagement des études.

Ces dispositions vont en outre permettre de dresser une carte précise des écoles municipales agréées et de recenser le nombre des professeurs appointés. Ce qui va poser un grand problème de coût induit par le nouveau statut et va révéler l'ampleur d'un autre problème lié à celui de tous les professeurs en poste avant l'apparition du CA et du DE, de ceux qui ont émigré de pays où ce diplôme

n'existe pas mais dont on connaît parfaitement le haut niveau de formation, ou de ceux qui enseignent des disciplines non répertoriées par les deux examens d'aptitude à l'enseignement. La direction de la musique n'a pas souhaité encadrer de façon volontariste l'enseignement artistique, comme cela a été fait pour la danse en raison des dommages physiques que pouvaient entraîner un enseignement incompétent. La filière privée reste donc libre de fixer ses tarifs, la durée de l'enseignement et des congés. Reste à statuer sur le sort spécifique des professeurs des deux Conservatoires nationaux supérieurs, à publier les décrets d'application de la loi sur les enseignements artistiques votée en 1988, sans parler de l'enseignement, donné dans la branche universitaire, qu'il faudrait redéfinir.

ALAIN LOMPECH

# L'élu, l'architecte et la ville

Le maire de Strasbourg face à ses urbanistes : qui modèle le visage de la cité ?

### STRASBOURG

de notre correspondant

QUEL est le maire qui ne s'est pas révélé bâtisseur ? Laisser son nom, ou au moins sa signature, à un quartier nouveau de sa ville, à une place, à un bâtiment de prestige, est une tentation très répandue. La décentralisation a-t-elle réellement modifié les données au point de permettre une vraie politique d'architecture et d'urbanisme dans les grandes villes ? L'école d'architecture de Strasbourg et le journal le Monteur se sont récemment posés la question. Ils ont confronté le maire de la ville, Catherine Trautmann (PS), à trois des architectes qui interviennent dans la cité : Claude Vasconi, qui a signé l'hôtel du département, Adrien Fainsilber, qui prépare le futur musée d'art moderne de Strasbourg, et Guy Clapot, qui vient de remporter le concours lancé pour réaménager la place Kléber, l'une des plus prestigieuses de la ville.

Tous les reconnaissent : le rapport entre le maître d'ouvrage — la collectivité qui passe commande — et l'équipe qui conçoit le projet est déterminant. « Je cite partout en référence le conseil général du Bas-Rhin », explique Claude Vasconi. Il a été un très bon maître d'ouvrage, le programme n'a jamais été remis en cause et il a été basé en trois ans. « Même quand l'ossature du bâtiment et le béton à un ont commencé à inquiéter riverains et élus, la détermination du département

n'a pas fléchi. C'est moins facile quand les partenaires sont nombreux : Catherine Trautmann a connu ainsi les avatars du projet de bâtiment des droits de l'homme, dont la ville assure la maîtrise d'ouvrage déléguée pour le Conseil de l'Europe. La première moulture préparée par l'architecte en chef de la ville, émanée à l'exception par les experts européens, a dû finalement être écartée, pour que soit choisi par concours le projet de Richard Rogers. Tout le monde y a perdu du temps et sans doute pas mal d'argent.

### Boîtes à idées

L'argent joue son rôle aussi quand un projet ne se fait qu'avec le concours de l'Etat. L'ambitieux musée d'art moderne que la ville souhaite dans le quartier des anciens abattoirs ne devrait ainsi voir le jour qu'en 1995. Le nouvel hémicycle du Parlement européen, qui loue actuellement celui du Conseil de l'Europe, ne pourra pas être mis en chantier avant 1992.

Strasbourg utilise beaucoup les architectes comme boîtes à idées pour élaborer son projet urbain. Un concours international mobilise ainsi plusieurs équipes pour réfléchir à la liaison entre la capitale alsacienne et la ville allemande voisine de Kehl. Les opérations d'accompagnement du tramway strasbourgeois, dont les premières trames circuleront en 1994, ont été l'occasion de concours pour aménager la place Kléber et le parvis de la gare SNCF. « Est-ce qu'on ne

masque pas ainsi l'absence de réflexion préalable et de cahier des charges ? » s'interroge Guy Clapot. « Nous n'avons pas la science infuse », répond Catherine Trautmann, mais nous posons chaque fois la règle du jeu et n'évitions jamais les questions. »

La ville dispose d'ailleurs de ses propres services d'architecture et d'une agence d'urbanisme : c'est là aussi que se prépare la politique d'aménagement du territoire urbain avant les décisions des élus. « L'urbanisme est un acte de violence dans la ville, reconnaît Catherine Trautmann, mais le risque est partagé, entre la collectivité et les équipes partenaires qui travaillent avec elle. Sans déposséder l'architecte de son travail, il faut permettre au plus grand nombre de comprendre la démarche d'urbanisme et le mode d'emploi de la ville. »

Faut-il pour autant « redessiner la ville contemporaine », comme le propose Claude Vasconi ? « Peu de villes ont une stratégie sur vingt ou trente ans, et pourtant il faudrait trouver des ossements qui résistent ensuite à tout et intègrent bâtiments et infrastructures, sinon on mangera l'espace bêtement », dit-il. Plus modestement, Catherine Trautmann se propose de « ravaler le tissu social pour éviter les exclusions », de « ne pas casser la diversité traditionnelle qui fait la culture urbaine » et « d'aider les habitants à mieux vivre dans leur ville ».

JACQUES FORTIER

Le Monde EDITIONS

## LES FUTURS DE L'EUROPE

Fondation Europe et Société

VENTE EN LIBRAIRIE



## HEURES LOCALES

Un sondage Cité des sciences et de l'industrie - CNRS - le Monde sur l'information des élus

# Les « décideurs » politiques revendiquent leur responsabilité face aux experts scientifiques

La Cité des sciences et de l'industrie organise les 13 et 14 mars un colloque sur le thème « Science, pouvoir, citoyen », en collaboration avec le Monde, pour le cinquième anniversaire de La Villette. Nous avons souhaité à cette occasion interroger les parlementaires et les élus locaux sur leurs attitudes à l'égard des problèmes scientifiques et techniques qu'ils rencontrent ou qu'ils croient. Première conclusion du sondage demandé à la SOFRES: les « décideurs » politiques se sentent concernés.

## Les principaux centres d'intérêt

Pour chacun des sujets suivants, pensez-vous qu'il s'agit d'un domaine où les informations vous intéressent beaucoup, assez, un peu ou pas du tout :

	Beaucoup	Assez	Un peu	Pas du tout	Sans réponse
Les problèmes économiques français	85	12	3	0	0
L'environnement	80	18	2	0	0
Les problèmes sociaux	77	20	3	0	0
La santé	51	41	8	0	0
La politique extérieure	58	32	9	1	0
Les problèmes scientifiques	29	46	23	2	0

Pour chacun de ces sujets, les informations le concernant vous intéressent-elles beaucoup, assez, un peu, ou pas du tout :

	Beaucoup	Assez	Un peu	Pas du tout	Sans réponse
Les problèmes de l'eau	85	13	2	0	0
Le problème des déchets	76	20	4	0	0
Les problèmes d'environnement à l'échelle de la planète (par exemple la couche d'ozone ou le changement des climats)	55	33	12	0	0
La sûreté des installations nucléaires	54	29	14	3	0
La politique de la recherche	48	37	14	0	1
Les nouvelles découvertes de la recherche	47	39	13	1	0
L'évaluation des risques industriels	47	36	16	1	0
Le sida	42	34	20	4	0
L'exploitation des ressources de la mer	42	34	20	3	1
La technologie des biotechnologies	33	48	17	1	1
L'aviation civile	23	39	32	6	0
La conquête spatiale	20	41	32	7	0
La technologie militaire	19	35	32	14	0

## Etre mieux informé

Pour chacune de ces affirmations, êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord :

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	Sans réponse
Il m'arrive de plus en plus souvent d'avoir à répondre à des problèmes scientifiques et techniques	12	42	38	8	0
Quand il s'agit de problèmes scientifiques et techniques, il est difficile de trouver la personne qui peut vous donner des informations claires	29	43	21	6	2
On ne fait pas suffisamment d'effort pour rendre l'information scientifique compréhensible pour les gens qui en ont besoin	43	33	17	4	3
De plus en plus de débats de société nécessiteraient d'avoir des connaissances scientifiques et techniques	50	41	6	2	1
En général, lorsqu'un problème scientifique est bien expliqué la plupart des gens peuvent le comprendre	43	38	15	2	2
Dans le domaine scientifique ou technique, quand on demande l'opinion de plusieurs experts, leurs avis sont si différents qu'il est difficile de se faire une opinion	28	41	23	5	3

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Christiane Chombeau et de ses correspondants : Jean-Marc Gilly (Meuse), Georges Chatain (Limoges), Gabriel Simon (Brest) et Jean-Pierre Foray (Le Puy).

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourme, gérant.

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourme, président  
Françoise Hugnet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
S. rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Téléc. MONDIPUB 206 136 F  
Téléc. 45-54-04-70 - Société Rôle du Journal Le Monde et Registre Presse SA.

## Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tappe LEMONDE ou 36-15 - Tappe LM  
Imprimerie de « Monde » 12, M. Gambourg 94012 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc. : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc. : 261.311 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037  
Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-30-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS voie normale y compris CEE avion
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande  
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE  
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

## L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres  
Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS  
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66  
B.P. 225-07 - 75327 Paris Cedex 07  
Siège social : Institut britannique de Paris

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées : Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficie d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires  
Les menus sont à adresser à : L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR 17, rue de Gallée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction : Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication Bruno Pignatelli directeur de la rédaction Jacques Guille directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Guille Jean-Marie Colombani Robert Solé (société au directeur de la rédaction) Thomas Ferenzi Philippe Hermon Jacques-François Simon

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1989)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-99  
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 49-60-30-10

## DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

## Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le développement des sciences et des techniques bouleverse tous les modes de pensée et de vie des citoyens, en particulier ceux des hommes politiques en charge de l'avenir collectif. Mais, aujourd'hui encore, force est de constater - malgré la création d'un Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques qui commencent seulement à sortir de l'ombre - que les représentants des citoyens sont désarmés lorsque se posent à eux des problèmes techniques de grande ampleur (la sécheresse de 1990 ou le stockage des déchets radioactifs...) et qu'ils ont peu de prise sur la manière dont sont scientifiquement fondés les projets qui leur sont soumis.

Loi de démissionner face à l'importance et à la difficulté de la tâche, les élus revendiquent leur part de responsabilité dans les grandes décisions, comme le montre le sondage (1) que la Cité des sciences et de l'industrie, en association avec le Centre national de la recherche scientifique et le Monde, vient de faire réaliser pour son cinquième anniversaire par la SOFRES, sur le thème de l'information scientifique et technique des élus.

A la question « Pensez-vous que les décisions prises ces dernières années dans le domaine scientifique et technique le sont plus par des experts que par des élus », les personnalités interrogées estiment en majorité (55 %) que les premiers occupent le terrain au détriment des élus (35 %). Mais lorsqu'on leur demande s'il faut « plutôt laisser les scientifiques ou les hommes politiques décider », 60 % se déclarent en faveur de décisions prises par les hommes politiques, 27 % par les scientifiques. Le sentiment de déposition est bien réel, mais les élus ne démissionnent pas pour autant. Et c'est plutôt rassurant. L'enquête montre pourtant - faut-il s'en étonner ? - que l'intérêt des élus pour les questions scientifiques (29 %) vient assez loin derrière les problèmes économiques (beaucoup d'intérêt : 35 %), l'environnement (80 %), les problèmes sociaux (77 %), la politique extérieure (58 %) et la santé (51 %).

Ce score n'est nullement ridicule, même s'il est clair que « ce sont le niveau d'études et la profession qui déterminent des différences d'intérêt pour les problèmes scientifiques », estime Daniel Boy, chercheur au CNRS et à la Fondation nationale des sciences politiques, qui a préparé et analysé ce sondage : « Ceux qui ont suivi un cursus universitaire et en particulier des études supérieures scienti-

Qui doit décider ?	
En ce qui concerne les choix scientifiques qui ont des conséquences sociales importantes, pensez-vous qu'il faut...	
- plutôt laisser les scientifiques décider de ce qu'il faut faire...	27 %
- ou que c'est plutôt aux hommes politiques de prendre les décisions	60 %
- sans réponse	13 %
Si vous pensez aux décisions prises dans le domaine scientifique et technique ces dernières années, avez-vous l'impression que le plus souvent...	
- ce sont les élus qui ont fait les choix importants	35 %
- ou bien, au contraire, que les choix ont été faits par des experts	55 %
- Sans réponse	10 %

figures, de même que certaines professions de nature scientifique (en particulier les médecins), se déclarent plus intéressés par ces sujets.

## Les conséquences de la décentralisation

De manière plus fine, on constate que les élus, lorsqu'ils s'intéressent aux questions scientifiques, le font plus parce qu'il s'agit de problèmes de société (57 %) que parce qu'il s'agit de répondre à un besoin spécifique de leurs administrés (22 %). Les hommes politiques ne se doivent-ils pas de réagir et de se prononcer sur les grands enjeux de demain.

Mais, lorsqu'on les interroge plus précisément sur leurs préoccupations, celles qui touchent à la gestion locale (eau, déchets, environnement, nucléaire) arrivent en tête. Plus nouveau : 48 % se sentent « beaucoup » concernés par les problèmes relatifs à la politique de la recherche et aux nouvelles découvertes (47 %). Sans doute faut-il y voir une conséquence des lois de décentralisation, impli-

quant davantage les collectivités locales dans la gestion de leur avenir : le sida (42 %), la conquête spatiale (20 %) et la technologie militaire (19 %) seulement en pleine guerre du Golfe) retiennent moins l'intérêt des élus. « Remarquez, souligne Daniel Boy, que ce constat est assez proche de ce que l'on observe dans le public en général. » Comme on pouvait s'y attendre, la préoccupation locale est plus forte chez les maires (38 %) que chez les parlementaires (9 %).

Qu'ils aient à traiter de sujets d'intérêt local ou national, les élus ressentent le besoin d'une meilleure information pour se prononcer, d'avis de débats de société nécessiteraient d'avoir des connaissances scientifiques et techniques. Loin de buter sur la difficulté des problèmes qu'il leur faut appréhender, ils n'éprouvent ni découragement et invitent leurs interlocuteurs à une meilleure pédagogie. Dans ce domaine, leur confiance va en priorité à l'écrit, contrairement au grand public qui se tourne vers la télévision : revues spécialisées (29 %) ; quotidiens (27 %) ; magazines (17 %) ; livres de vulgarisation (13 %) ; la télévision n'obtient que 8 % des réponses.

## Rendre l'information compréhensible

Pour les quatre sous-groupes d'élus présents dans l'échantillon, l'habitude est de s'adresser en priorité aux services de « l'institution d'appartenance » : les parlementaires auprès des services de l'Assemblée nationale et du Sénat (31 %), les conseillers régionaux auprès du conseil régional (31 %), les conseillers généraux dans le département (32 %), les maires ou maires adjoints enfin. À l'extérieur de la ville (26 %), « élus ou s'éloignent du niveau national », note Daniel Boy, plus les sources d'information tendent à se disperser. Ainsi, les élus locaux, faute sans doute de trouver l'information « sur place », font appel à de multiples sources, organismes de recherche, voire relations personnelles.

Mais cette quête de l'information n'est guère aisée : 61 % des personnes interrogées estiment « plus difficile » dans le domaine scientifique et technique que dans d'autres domaines. Selon elles, deux raisons majeures expliquent cette situation : la difficulté de trouver la personne qui peut fournir des informations claires (72 %) et le peu d'efforts faits pour rendre l'information scientifique compréhensible (76 %). Malgré cela, une large majorité des élus s'ac-

## BILLET

### Retrouvailles amères à l'OPEP

Alors que le bruit des canons de la guerre du Golfe a à peine cessé, la réunion des onze pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) à Genève à partir de lundi 11 mars révèle, à l'évidence, une importance politique capitale. L'or assis à la même table des représentants des Saoudiens, des Irakiens, des Koweïtiens et des Iranais, rivaux irréductibles d'hier et d'aujourd'hui, pour discuter du prix du pétrole qui constitue leur principale source économique, n'est pas un événement de routine. Les ressentiments - militaires, diplomatiques, voire religieux - peseront de tout leur poids dans les conversations futures.

La configuration géopolitique du cartel, au-delà du Proche-Orient, n'est pas simple. L'Algérie - dont le ministre du pétrole, M. Sadak Bouserra, est le président en exercice de l'OPEP - plaide pour une politique formelle indépendante, en dépit du nouvel équilibre des forces dans la région du Golfe. Alger ne rejoint donc pas l'analyse plus modérée de l'Arabie saoudite, celle-ci étant plus que jamais à l'écoute des souhaits américains. Le Venezuela n'est pas plus disposé que Ryad à mécontenter le président Bush. Une nouvelle flamme des prix n'aurait évidemment de compromettre tout effort de reprise de la croissance d'une économie américaine - et des économies occidentales en général - passablement essouffée.

Au chapitre économique, le scénario, l'horizon semble plus clair. La production actuelle de pétrole reste toujours plus abondante que les besoins, et les capacités disponibles, encore confortables. Avec l'arrivée des beaux jours, la demande va stagner. Pendant les heures les plus tragiques de la guerre, les marchés de Londres et de New York n'ont cédé à aucune panique, ont, vendredi 8 mars, le Brent ne cotait que 18,5 dollars le baril, soit un niveau très inférieur au prix (21 dollars) que, fin juillet 1990, Bagdad et Téhéran avaient imposé à leurs partenaires réticents, notamment l'Arabie saoudite. Cheikh Yamani, l'ancien ministre du pétrole du royaume, est même allé jusqu'à prédire un possible effondrement du prix de l'or noir : 12 dollars.

Comme dans les négociations agricoles européennes, on définitive, le casse-tête de l'OPEP est un jeu à trois faces : les plafonds de production, les prix minimums de référence et les quotas. Les négociations de l'OPEP seront à nouveau aussi délicates que celles de Bruxelles.

FRANÇOIS GROSRICHARD

### Alors qu'Air France abandonne ses mesures d'urgence, UTA gèle les salaires

La compagnie UTA, membre du groupe Air France, annonce le gel des salaires de ses 7 900 salariés en 1991, ainsi que la suppression du droit au report des congés. Ces mesures économiseront plus de 60 millions de francs. Elles complètent le plan d'économies mis en place au mois de janvier et qui prévoyait le gel des embauches et des titularisations, l'arrêt des investissements publicitaires et promotionnels, ainsi que la réduction de programme des vols de 10 % environ. Ce premier train de mesures pourrait permettre d'alléger les dépenses de plus de 100 millions de francs. Ce dispositif est destiné à faire face à une chute de trafic, que l'on évalue à 20 % - et à la perte de 240 millions de francs de recettes pour le premier trimestre 1991.

Après l'abandon par Air France de ses mesures de chômage partiel

هكذا من الجاهل



5.50

## ÉCONOMIE

• La Monde • Dimanche 10 - Lundi 11 mars 1991 17

### BILLET

#### Retrouvailles amères à l'OPEP

Alors que le bruit des canons de la guerre du Golfe a à peine cessé, la réunion des treize pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) à Genève à partir de lundi 11 mars revêt, à l'évidence, une importance politique capitale. Voir assis à la même table des représentants des Saoudiens, des Irakiens, des Koweïtiens et des Émirats, rivaux irréductibles d'hier et d'aujourd'hui, pour discuter du prix de ce qui constitue leur principale force économique, n'est pas un événement de routine, et les ressentiments - militaires, diplomatiques, voire religieux - pèseront de tout leur poids dans les conversations financières.

La configuration géopolitique du cartel, au-delà du Proche-Orient stricto sensu, n'est d'ailleurs pas simple : l'Algérie - dont le ministre du pétrole, M. Sadek Boussena, est le président en exercice de l'OPEP - plaide pour une politique ferme et indépendante, en dépit du nouvel équilibre des forces dans la région du Golfe. Alger ne rejoint donc pas l'analyse plus modérée de l'Arabie saoudite, celle-ci étant plus que jamais à l'écoute des souhaits américains. Le Venezuela n'est pas plus disposé que Ryad à mécontenter le président Bush.

Une nouvelle flambée des prix risquerait évidemment de compromettre tout effort de reprise de la croissance d'une économie américaine - et des économies occidentales en général - passablement essouffées.

Au chapitre économique, en revanche, l'horizon semble plus clair. La production actuelle de pétrole reste toujours plus abondante que les besoins, et les capacités disponibles, encore confortables. Avec l'arrivée des beaux jours, la demande va stagner. Pendant les heures les plus tragiques de la guerre, les marchés de Londres et de New-York n'ont cédé à aucune panique, et, vendredi 8 mars, le Brent ne cotait que 18,5 dollars le baril, soit un niveau très inférieur au prix (21 dollars) que, fin juillet 1990, Bagdad et Téhéran avaient imposé à leurs partenaires réticents, notamment l'Arabie saoudite. Cheikh Yamani, l'ancien ministre du pétrole du royaume, est même allé jusqu'à prédire un possible effondrement du prix de l'or noir : 12 dollars...

Comme dans les négociations agricoles européennes, en définitive, le casse-tête de l'OPEP est un jeu à trois faces : les plafonds de production, les prix minimums de référence et les quotas. Les négociations de l'OPEP seront à nouveau aussi délicates que celles de Bruxelles.

FRANÇOIS GROSCHARD

#### Alors qu'Air France abandonne ses mesures de chômage partiel UTA gèle les salaires de son personnel

La compagnie UTA, membre du groupe Air France, annonce le gel des salaires de ses 7 900 salariés en 1991, ainsi que la suppression du droit au report des congés. Ces mesures économiseraient plus de 60 millions de francs. Elles complètent le plan d'économies mis en place au mois de janvier et qui prévoyait le gel des embauches et des titularisations, l'arrêt des investissements publicitaires et promotionnels, ainsi que la réduction du programme des vols de 10 % environ. Ce premier train de mesures pourrait permettre d'alléger les dépenses de plus de 100 millions de francs. Ce dispositif est destiné à faire face à une chute de trafic, due aux événements du Golfe - que l'on évalue à 20 % - et à la perte de 240 millions de francs de recettes pour le premier trimestre 1991.

Après l'abandon par Air France de ses mesures de chômage partiel

Après une semaine de grande affluence, le Salon de l'agriculture s'achève dimanche 10 mars à Paris. M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, doit être reçu, mardi 12 mars, par le premier ministre pour évoquer les problèmes de la profession, notamment les négociations européennes sur les prix agricoles.

Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, M. Mermaz fait le bilan de ses premiers mois de Varenne.

« Quel premier bilan dressez-vous de votre action depuis votre arrivée au ministère de l'Agriculture le 2 octobre ? »

« J'ai dû payer au plus pressé à la suite de la crise de l'été. J'ai assuré le suivi des plans Naltes, obtenu pour les éleveurs l'abaissement de l'impôt foncier non bâti - soit 300 millions de francs d'exonération - l'étalement voire l'annulation de créances en matière de cotisations sociales, la légère amélioration des prêts bonifiés. Nous avons débloqué des aides pour les éleveurs, réduit le prix des céréales destinées à l'alimentation du bétail dans certains départements, préparé un programme d'aide au revenu agricole en négociation avec le ministère de l'Économie pour atténuer en 1991, et dans les années suivantes, les grandes difficultés de l'élevage. Il s'agit de mesures à caractère conjoncturel pour tenter d'éteindre les incendies. Je crois à une mesure d'avenir : la détaxe sur les bio-carburants pour lutter contre les risques de friche. Il y a là de grandes perspectives pour la culture du colza et du tournesol notamment.

« Comment avez-vous été accueilli par le monde agricole ? »

« Avec un certain étonnement, car après cinq années de présidence de l'Assemblée nationale, puis de présidence de mon groupe parlementaire, on ne s'attendait pas à me voir appelé à cette fonction. Mais dans une

conversation avec le chef de l'État et le premier ministre, c'est moi qui ai soutenu l'occupation. Au long de ma vie publique, et comme du depuis vingt ans du département de l'Isère, j'ai une expérience du monde rural. Je voulais participer à une meilleure compréhension entre l'agriculture et le reste de la population. C'est une vaste tâche.

« En cinq mois, vous avez été confronté à l'échec des négociations de GATT, aux propositions restrictives de réforme de la politique agricole commune, à la réduction de l'Allemagne et à la crise du Golfe. Quel a été l'impact de ces divers événements sur l'agriculture française ? »

« Les négociations du GATT ont fourni une occasion de rapprochement entre les paysans et les pouvoirs publics. L'État a pris conscience que le problème dépassait la seule question du revenu des agriculteurs et touchait l'équilibre de notre balance commerciale (avec 52 milliards de francs d'excédents agricoles), un nombre considérable d'emplois, dans l'agriculture et aussi l'agroalimentaire, première branche d'activité industrielle en France avec un chiffre d'affaires de 625 milliards de francs.

« Quant aux propositions de la Commission, elles sont très dures. Le président Jacques Delors, qui veut assurer une saine transition, s'y est opposé. Les seuls à les soutenir sont les Britanniques. Des pays sans libre-échange, que les Pays-Bas et le Danemark font de substantielles réserves. L'ensemble des autres ministres de l'Agriculture se sont déclarés inquiets. On n'a pas pris en compte le coût de la réintégration allemande. Si on veut maintenir à leur niveau les prix de la campagne précédente, il faudrait dépenser 880 millions d'euros (soit 6,16 milliards de francs). Le coût de la réintégration allemande est estimé à 1,315 milliard d'euros (9,2 milliards de francs).

« L'effort à consentir ne sera pas à ce niveau, car on a terminé l'exercice 1990 avec des réserves. Mais les agri-

culteurs européens ont vu les problèmes s'accumuler : la fermeture des marchés du Proche-Orient, la réduction des débouchés vers l'URSS, l'arrivée dans la CEE d'un cheptel important dans de mauvaises conditions sanitaires, 800 000 têtes de bétail ont été importées d'Europe cen-



trale. Les Français ont obtenu de la Commission, le 4 mars, la possibilité de dédouanement d'une clause de sauvegarde à l'encontre des importations de viande bovine en provenance de cette zone. Il était temps. Dès la fin d'octobre, nous avions décidé des contrôles très stricts. Entre novembre et décembre, les entrées de bêtes sur pied ont diminué des deux tiers à la frontière du Nord-Est. Il y a aujourd'hui des circuits commerciaux à réactiver. Nous sommes prêts à faire un effort pour soutenir nos exportateurs, avec l'Office des viandes.

« Vos prises de position dans les négociations semblent converger avec les options de la FNSEA, le syndicat majoritaire... »

« La France a besoin de ses exportations agricoles, donc de ses grandes productions qui, certes, sont soutenues. Dans tous les pays industriels, les productions sont aidées, car le

taux de rentabilité de l'argent dans l'agriculture est plus faible que dans d'autres secteurs, comme la banque, les services ou l'immobilier. Cela ne veut pas dire que je ne sois pas aussi des petits et moyens exploitants.

« Il est temps de traiter l'agriculteur comme un entrepreneur. On n'a jamais proposé de réduire la force des grandes entreprises industrielles pour aider les PME. Il faut accomplir cette révolution culturelle. La preuve que l'État ne l'a pas faite, c'est la publication annuelle des revenus globaux de l'agriculture, qui ne veut rien dire et empêche l'opinion de comprendre les difficultés des exploitants. Tant qu'on n'aura pas changé ces modes de pensée, on n'aura rien réglé.

« Que pensez-vous du projet d'aides directes au revenu défendu par M. Delors ? »

« C'est un bon projet. Le monde paysan s'en approche avec une confiance normale. Il ne faut pas que la Communauté retire ce qu'elle a donné pendant vingt-cinq ans en matière de soutien sans le remplacer par des aides à l'exploitant, à l'individue. Or c'est ce qui risque de se passer dans l'actuelle négociation. On ne peut affaiblir l'agriculture performante dont nous avons tant besoin et provoquer l'augmentation du nombre des situations précaires.

« L'agriculture française a usé et épuisé de nombreux modèles. Quelles perspectives s'ouvrent à elle ? »

« Il serait temps d'avoir un plan d'avenir pour l'agriculture française, qui englobe la compétitivité, l'occupation de l'espace, l'entretien des paysages, la pluriactivité, le tourisme rural, qui représente un quart du tourisme national, la part des agriculteurs qui s'y consacrent n'étant que de 2 %. Cela suppose deux conditions préalables : une concertation entre le monde agricole et le monde rural - elle est en cours - et la mise en œuvre de moyens financiers. Je suis sûr de terrain d'une prudence paysanne.

« Tout plan coûtera de l'argent, à Bruxelles ou au budget national. Or

nous sommes en période de régulation budgétaire. Ce serait se moquer des agriculteurs que de leur offrir un magnifique plan s'il n'était pas financé. Il faut une volonté politique, une meilleure mobilisation des pouvoirs publics, du gouvernement et de l'appareil d'État. Un clin d'œil : les chercheurs, comme Bertrand Hervieu, estiment que le vote paysan influence 17 % du corps électoral. Dans une démocratie où les résultats sont à la marge, chacun a intérêt à s'en soucier.

« L'agriculture est-elle vraiment en mesure de trouver un second souffle dans la société d'aujourd'hui ? »

« De nombreuses mesures contribuent à réaménager la fonction de conservateur du paysage de l'agriculteur. Il s'agit de l'indemnité spéciale montagne, de la prime ovine ou de l'article 19 du règlement européen encourageant les pratiques culturales préservant l'environnement. Dans les régions de grande culture, plusieurs centaines de milliers d'hectares de betteraves ou de céréales pourraient être consacrés à fournir de l'éthanol. Ce sont des productions économes pour la nature, fertilisantes pour les sols, qui correspondent à une véritable fonction économique. Les agriculteurs ont rempli pendant des siècles la tâche d'entretien de la nature. La dureté des lois du marché les a gênés dans cette action. Je crois aussi aux possibilités de double fonction. Dans le massif de la Sainte-Victoire, près d'Aix-en-Provence, les agriculteurs trouvent normalement à être exploitants et sapeurs-forêtiers. Cette vocation est plus facile à développer dans les zones défavorisées, qui représentent 45 % du territoire. Mais tous les agriculteurs, y compris dans ces régions, souhaitent d'abord produire - comme ils le font - pour nourrir les hommes. C'est en continuant d'assumer ce rôle qu'ils auront l'impression de s'accomplir pleinement.

Propos recueillis par ERIC FOTTORINO

#### Critiquant les positions de ses confrères

#### M. Calvet (PSA) appelle M. Mitterrand à intervenir sur les entrées d'automobiles japonaises en Europe

A l'occasion des essais, au Lavandou, de la nouvelle Citroën ZX, M. Jacques Calvet, président de Peugeot SA, a violemment critiqué les positions adoptées par les autres constructeurs automobiles européens à propos de la pénétration japonaise dans la CEE. Il souhaite que les hommes politiques, et notamment le président de la République, se préoccupent de ce problème.

##### TOULON

de notre envoyé spécial

Démisionnera-t-il le 1<sup>er</sup> janvier 1993 ? Débuté, M. Jacques Calvet, patron de Peugeot SA, en brandit la menace. « Si les Européens, dit-il, conduisent une mauvaise négociation avec les Japonais

sur l'entrée des voitures nippones dans le Grand Marché de 1993, ce sera un échec grave sur une question vitale pour mon groupe. Je devrais en tirer les conséquences ». En s'exprimant au Lavandou (Var) à l'occasion des essais de la nouvelle Citroën ZX, M. Calvet a dénoncé les positions arrêtées par l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA) au début de cette semaine sur ce sujet (le Monde du 9 mars).

#### « Il y aura de considérables licenciements »

L'ACEA, qui regroupe tous les constructeurs automobiles européens, à l'exception du seul Peugeot SA qui a refusé de s'y joindre, a arrêté une politique dont on connaît les points principaux. La pénétration des voitures japonaises doit être contrôlée pendant un délai de six ans à partir de 1993. Leur entrée doit être limitée pour monter progressivement d'une part de marché de 11 %, attestée en 1990, à 15 % en 1999. Cette position doit être transmise à la Commission européenne pour qu'envisage les Douze négociant avec Tokyo et franchent.

Mauvaise méthode, dit le patron de PSA : en donnant son objectif, « on se prépare à une négociation difficile avec les Japonais en abattant nos cartes sur la table ». Eux se

gardent bien de le faire et ils partiront des chiffres des Européens pour demander plus.

Orientations « inconcevables ». M. Calvet rappelle qu'il demande, notamment, un délai non pas de six ans mais de dix et « une ouverture réciproque du marché nippon ». Le libéralisme, système auquel il adhère, est « la concurrence loyale dans un contexte économique équilibré ». Or les Japonais travaillent 2 200 heures par an et les Européens entre 1 600 et 1 700. « L'écart des conditions de travail (...) devrait conduire les hommes politiques à réfléchir et à se dire qu'il y aura de considérables licenciements en Europe », M. Calvet juge toute cette affaire « incroyable ». « Nous faisons l'Europe et c'est nous qui sommes demandeurs vis-à-vis des Japonais. S'il vous plaît, Monsieur le bourgeois, attendez encore un peu... Non ! Il faut aller leur demander ce qu'ils apportent à la construction européenne et non pas s'excuser. »

M. Calvet souhaite rencontrer M. Mitterrand pour lui expliquer les enjeux du débat en cours. Il en appelle aux hommes d'État, estimant que la décision est « politique ». « L'automobile représente 10 % du PNB européen. On touche au cœur des intérêts économiques des pays. »

A propos de la ZX, M. Calvet s'est félicité que Citroën possède désormais quatre voitures (AX, ZX, BX et XM) pour lutter à armes égales avec la concurrence. Il donne à la marque aux chevrons un objectif de 14 % du marché français pour 1991 et de 16 % pour 1992. En matière sociale, compte tenu des incertitudes du marché automobile d'après-guerre, PSA vient de proposer une augmentation de salaire de 1 % au 1<sup>er</sup> avril et un rendez-vous avec les syndicats vers juin : « Nous verrons alors sur la suite ». Ce 1 % s'ajoute à 1,6 % d'augmentations individuelles pour l'année.

ERIC LE BOUCHER

#### Après l'annonce de l'alourdissement de la fiscalité en Allemagne Bonn adopte d'importantes mesures d'aide aux Länder de l'Est

Le gouvernement du chancelier Kohl a décidé, vendredi 8 mars, d'accorder une aide supplémentaire aux nouveaux Länder de 24 milliards de marks (82 milliards de francs) pour les deux années à venir. Il s'agit pour le gouvernement « de favoriser les investissements et la création d'emploi » dans l'ex-RDA, qui est actuellement frappée par une récession économique et une montée du nombre des sans-emploi.

##### BONN

de notre correspondant

« C'est le plus gigantesque programme de relance de l'histoire de la République fédérale », estiment les associations patronales, alors que le président de la fédération des syndicats allemands, M. Hans-Werner Meyer, voit dans les mesures adoptées « des éléments réalistes permettant de combattre le chômage dans les nouveaux Länder ». Cela n'empêche pas l'opposition, par la voix du vice-président du SPD, M. Wolfgang Thierse, de juger ce programme « mesquin et sous-dimensionné ».

Les mesures d'aide à l'Est visent à favoriser les investissements urgents des collectivités locales, dans le domaine du logement, de la protection de l'environnement, des infrastructures indispensables pour que des investisseurs privés soit eux-mêmes incités à s'implanter dans l'ex-RDA. Sont également prévues des aides à la reconversion des salariés privés de leur emploi par la restructuration de l'appareil productif allemand.

Une aide directe de 400 millions de marks est également envisagée pour soutenir l'activité des chômeurs navals durement frappés par la baisse des commandes de leurs clients traditionnels, les pays de l'ex-bloc oriental. Le rapport économique annuel du gouvernement, adopté lors de la même réunion du conseil des ministres, prévoit pour la fin de l'année un taux de chômage à l'Est qui pourrait atteindre 20 % de la population

active, alors que le niveau de l'emploi continu de s'améliorer à l'Ouest (le Monde du 8 mars). Le financement des mesures devrait être assuré par les augmentations d'impôts décidées par le gouvernement il y a deux semaines, qui constituent, selon le ministre des finances, M. Theo Waigel (CSU), « un mélange équilibré d'augmentation des impôts directs et indirects ».

Il a d'autre part indiqué que l'endettement public resterait limité à 70 milliards de marks pour l'année 1991, pour un budget d'un montant total de 412 milliards. Le ministre de l'Économie, M. Jürgen Möllemann (FDP), a de son côté assuré que l'augmentation de 7,5 % de l'impôt sur le revenu serait bien, comme prévu, limitée à un an.

#### Restitution des biens

Ce programme, annoncé avec tambours et trompettes par un chancelier Kohl soumis au feu croisé des critiques venant de l'Est comme de l'Ouest va-t-il déclencher le grand mouvement d'investissement à l'Est qui se fait toujours attendre ? Il faudrait pour cela que soit tranchée une querelle qui met aux prises M. Möllemann au ministre de la Justice, M. Klaus Kinkel, membre lui aussi du parti libéral. Aux termes du traité d'unification entre la RFA et la RDA, les propriétaires de biens nationauxisés par l'ancien régime communiste peuvent demander la restitution de ces biens.

Cela fait peser une incertitude sur le statut de la propriété acquise par les investisseurs occidentaux dans le cadre de la privatisation, réalisée sous la houlette de la Treuhandanstalt. M. Möllemann demande que priorité soit donnée à l'indemnisation sur la restitution de biens au nom de « l'intérêt supérieur de la communauté ». M. Kinkel, en revanche, estime que la restitution doit rester la règle, sauf à se mettre en contradiction avec l'article 14 de la Loi fondamentale, qui définit le droit à la propriété en République fédérale.

LUC ROSENZWEIG

#### Le réseau TGV & le développement local

Séminaire de formation Les

13 & 14 Mars 91 à Paris

Places limitées à 25 personnes

avec intervenants de haut niveau de la SNCF, de la DATAR, du Ministère de l'Équipement et de « témoins » acteurs de terrain

Projet de schéma directeur Enjeux nationaux et européens pour l'aménagement du territoire Impact et valorisation économique du TGV

Renseignements à l'Institut des Managers du Développement Local 40.25.39.02



## REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 4 AU 8 MARS

## PARIS

## Presque sans faute

+4,6%

La Bourse de Paris a du coffre. Non contente d'avoir bouclé sa huitième semaine de hausse, un quasi record (neuf semaines entre les mois de septembre et novembre 1988), elle a effectué ces derniers jours un parcours presque sans faute. Les quelques méchantes prises de bénéfices de dernière minute vinrent légèrement ternir à la veille du week-end un bilan au demeurant superbe.

Tout avait commencé et bien failli finir sur un air de fête. Lundi, de légères brumes, tombées de façon un peu inquiétante en fin de matinée, devinrent rapidement se dissiper et la journée se terminait sur un score positif de 1,14 %. Le marché redoublait le lendemain et, au terme d'une nouvelle ascension, s'élevait encore de 1,92 %. Jamais deux sans trois. Mercredi, le démarrage fut foudroyant (+1,92 %) et l'allure, soutenue ensuite par les valeurs françaises, presque infernale. A mi-parcours, la hausse atteignit 2,85 %.

Trop vite et trop fort sans doute : sur des ventes bénéficiaires massives ordonnées des Etats-Unis, la Bourse fut contrainte de rebrousser chemin. A 16 h 59, son avance était réduite à 0,78 %, mais, sur un ultime effort, repassait à 1,13 % au tout dernier moment. Comme prévu, de nouvelles prises de bénéfices se produisirent jeudi matin. Cependant, après avoir passé sur les cours (-0,85 %),

elles furent progressivement bien absorbées et, malgré les quelques ratés enregistrés dans l'après-midi, la séance s'achevait à nouveau sur une note assez ferme (+0,60 %).

Apparemment en pleine forme, le marché reprenait son ascension dès vendredi matin (+0,61 %) et en début d'après-midi sa progression dépassait 1 %. Mais « quelques mains trop chargées », selon l'expression consacrée, jugèrent bon de s'alléger dans la soirée. Si bien que la séance s'acheva sur 0,20 % d'affirmement. La pire a quand même été évitée et d'une semaine à l'autre l'indice CAC 40 a encore monté de 4,8 %. Quant à la hausse, amorcée depuis le 16 janvier dernier, date du déclenchement des hostilités dans le Golfe persique, elle frôle maintenant 25,4 %.

Monter quatre jours d'affilée avant de glisser le cinquième en fin de parcours sans véritables dégâts reste une jolie performance, surtout après sept semaines de marche forcée vers de nouveaux sommets. Pour le moins, malgré un certain doute, l'exercice témoigne d'une assez grande confiance dans l'avenir. Le phénomène n'est pas spécifique à la place française. Depuis quelque temps, et plus encore après l'annonce du cessez-le-feu dans le Golfe, tous les marchés financiers jouent, c'est leur vocation, une reprise de l'expansion en Occident.

L'exemple donné par Wall Street, prêt, dans quelques jours ou dans quelques semaines, à franchir pour la première fois de

l'histoire le grand col des 3 000 points à l'indice Dow Jones, est déjà excitant en soi. Mais la stimulation a été aussi multiforme. C'est de bonne politique. Les services de la Maison Blanche et le président George Bush lui-même n'ont pas cessé de répéter le message : l'arrêt de la guerre va restaurer la confiance et inciter les ménages à consommer davantage.

## De nouvelles incitations à l'achat d'actions

De ce côté de l'eau, le centre d'observation économique de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris a pris le relais en prédisant que le phénomène prendrait d'autant plus d'importance en France que le revenu disponible continuera d'augmenter à bonne cadence, grâce aux gains de pouvoir d'achat obtenus par la désinflation. La Fédération des travaux publics a pour sa part rajouté à l'optimisme ambiant en notant que la reconstruction du Koweït pourrait valoir aux entreprises françaises choisies de regagner quelques unes des parts de marché perdues ces dix dernières années au Proche-Orient.

Naturellement, les rabat-joie n'ont pas manqué de tirer la sonnette d'alarme. Le premier, M. Alain Greenspan, président de la Banque centrale américaine, a déclaré que, si « une incertitude gênante était levée », il ne s'attendait pas à un retour rapide de la confiance. Le très français INSEE a franchement jeté le trouble en prédisant pour le premier

semestre un taux de croissance (+1,5 % en rythme annuel) très inférieur à celui prédit par le gouvernement. Plus : les grandes firmes de courtage des Etats-Unis ont, elles, agité le spectre de l'argent cher, conséquence inévitable des nombreux appels en capitaux pour remettre en état le Koweït et l'Irak.

Pas d'accord, se sont exclamés en chœur M. François Perigot, le patron des patrons français - qui ne voit aucune raison pour que la reprise ne soit pas au rendez-vous, mais suggère quand même au gouvernement de faire quelque chose - et M. John K. Galbraith, le célèbre économiste américain qui réfute toute idée de hausse des taux et de baisse des capacités d'investissement induites par les énormes besoins d'argent. Plus nuancé sur les taux courts réels, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, croit néanmoins fermement à une baisse du loyer de l'argent.

Prisonnière d'un certain doute, la Bourse lui doit une fibre chandelle. Son optimisme sur les taux et sa quasi-promesse faite jeudi 7 mars (à l'occasion d'un colloque organisé par le CNPF à Paris sur l'information des sociétés cotées) de réduire l'impôt sur les bénéfices distribués et de relancer les placements d'actions auprès des ménages, à condition que les entreprises fassent un petit effort, ont empêché le marché de franchement piquer du nez. Le record des neuf semaines consécutives de hausse sera-t-il bientôt égalé ?

ANDRÉ DESSOT

## NEW-YORK

## A portée des 3 000

+1,6%

Wall Street est aussi têtue que George Bush. Le président américain s'était juré d'avoir la peau de Saddam Hussein, il y est (presque) parvenu. L'indice Dow Jones s'était fixé le palier des 3 000 à brève échéance, il est en passe d'avoir réussi son pari. Le 8 mars, le New York Stock Exchange a terminé la séance à la cote 2 955,20, à portée de main du record de 2 999,75 atteint à la mi-juillet, en léger retrait sur la veille, vraisemblablement sous l'effet de la hausse du taux de chômage annoncé durant la séance.

En une semaine, le Dow Jones a encore mis plus de 45 points à son actif, soit un gain de 1,6 % et nombre de familiers du « Big Board » escomptent une nouvelle hausse la semaine prochaine. La décision de la Réserve fédérale de jouer les Fonds fédéraux à la baisse est considérée comme un signe de confiance dans les capacités de reprise de l'économie sans retour d'inflation. Pour l'instant, Wall Street veut absolument écarter de sa vue toute information ou indicateur économique qui irait à l'encontre du sentiment dominant : la reprise économique est pour bientôt et les consommateurs en seront à l'origine.

Mais, pour l'heure, la demande n'a pas encore frôlé. Le secteur de

la distribution et des grands magasins est le plus surveillé car c'est de là que devrait parvenir le premier signal. Las, les statistiques à fin février ne traduisent aucun changement. Les ventes de collections de printemps n'ont pas vraiment décollé et la plupart des magasins avouent un chiffre d'affaires pratiquement inchangé pour l'instant, quand il n'est pas en léger retrait sur l'année précédente. Il faudra attendre fin mars pour être fixé mais les estimations ne sont pas très encourageantes.

## SERGE MARTI

Indices du 8 mars : Dow Jones, 2 955,20 contre 2 909,90

	Cours 1 <sup>er</sup> mars	Cours 8 mars
Alcoa	65 3/4	67 1/2
ATT	33 3/8	33
Boeing	49 1/4	49 1/2
Chase Man. Bank	14 3/4	15
Du Pont de Nemours	38 3/4	38
Eastman Kodak	43 3/4	45 5/8
Exxon	55 3/4	55 3/8
Fed	33 1/4	33 7/8
General Electric	68 7/8	66 5/8
General Motors	39 1/2	39 5/8
Goodyear	21 1/8	21 1/4
IBM	131 1/8	131
ITT	57 1/8	56 7/8
Mobil Oil	63	64 1/2
Pfizer	104 7/8	107 1/2
Schlumberger	63 1/8	64 1/4
Tesoro	64 1/8	64 5/8
UAL Corp. (ex-Allego)	148 1/2	144 1/2
Union Carbide	19 1/8	20 1/8
USX	30 3/8	30 3/4
Westinghouse	27 1/4	29 1/8
Xerox Corp.	56 3/8	58 3/8

## TOKYO

## Raffermissement

+2,8%

Ouvrant lundi à 25 881 yens pour clôturer à 26 607 yens, le Nikkei, l'indice de Tokyo, a été constamment orienté vers le haut. Seul accident de parcours, mardi : la publication d'un rapport de la Banque du Japon concluant que l'économie japonaise se portait bien a fait l'effet d'une douche froide, moins de vigueur dans l'activité économique ayant paru souhaitable. Ce qui aurait obligé la banque centrale à desserrer les cordons du crédit pour relancer la croissance. Mais, comme Wall Street s'est montré robuste, cela a suffi pour contrebalancer l'impact négatif qu'a sur les marchés la fermeté du gouvernement de la Banque du Japon, M. Yasuhiro Mieno.

Vendredi, Tokyo s'est débarrassé avec aisance d'une incertitude technique : les contrats sur indice à échéance de mars arrivaient en effet à dénouement. Cette opération n'a pas eu à la cote qui, bien que suspendue à l'annonce des chiffres du chômage aux Etats-Unis, a progressé de 209,56 yens. La grande nouvelle boursière est

également tombée vendredi : comme on le pense depuis un certain temps, les « étrangers » sont bien le moteur de la reprise du Kabuto-cho. Jouant les actions japonaises sous-évaluées, ils sont paradoxalement beaucoup plus « haussiers » que les Japonais. En février, les « étrangers », en premier lieu les Américains, ont battu tous les records en étant acheteurs nets pour 1 081 milliards de yens d'actions japonaises (institutions, banques, fonds de pensions...) battaient également tous les records en étant vendeurs nets pour près de 2 000 milliards de yens.

Indices du 8 mars : Nikkei, 26 607,52 (c. 25 881,57) ; Topix, 1 967,11 (c. 1 931,66).

## BRUNO BIROLI

	Cours 1 <sup>er</sup> mars	Cours 8 mars
Alkal	755	890
Bridgestone	1 120	1 140
Canon	1 520	1 600
Fuji Bank	2 550	2 640
Honda Motor	1 400	1 550
Matsushita Electric	1 790	1 880
Mitsubishi Heavy	820	820
Sony Corp.	6 700	6 900
Toyota Motors	1 840	1 920

## LONDRES

## Nouveaux sommets + 2,85 %

Poussée par le vent de la paix, la Bourse de Londres a cette semaine atteint de nouveaux sommets. Un instant même, elle a battu son record d'altitude vieux de quatorze mois avec le « Footsie » en pointe à 2 480,6. Le marché devait toutefois rendre un peu la main. Paradoxalement, le défilé des conservateurs le 7 mars à l'élection législative partielle de Ribbles Valley a soutenu les cours, les analystes estimant que pour maintenir sa popularité le gouvernement va probablement devoir baisser les taux d'intérêt.

Indices « FT » du 8 mars : 100 valeurs, 2 455 c. 2 386,9 ; 30 valeurs, 1 956,1 c. 1 918,2 ; mines d'or, 143,2 c. 143 ; Fonds d'Etat, 85,15 c. 84,566.

## FRANCFORT

## Au plus haut de l'année : + 5,64 %

Belle et même très belle semaine pour la première des huit Bourses allemandes, qui s'est hissée à son plus haut niveau de l'année après une progression de 5,64 %.

Les spécialistes attribuent la vigueur du marché à l'importance des liquidités, à l'optimisme sur l'évolution des taux et au sentiment aussi selon lequel les résultats des entreprises seraient satisfaisants malgré les retombées de la guerre du Golfe. Deux secteurs ont été privilégiés, la construction automobile avec Mercedes en tête et l'industrie chimique.

Indices du 8 mars : DAX, 1 602,29 (contre 1 516,74 ; Commerzbank, 1 942,30 (contre 1 845,10).

	Cours 1 <sup>er</sup> mars	Cours 8 mars
AEW	206	214,80
BASF	224,10	246,40
Bayer	254	273
Commerzbank	256	267,50
Deutschebank	262,50	278
Hoechst	234,50	251,10
Karsrad	525,50	575
Mannesman	277	295,50
Siemens	646,60	637,30
Volkswagen	359	391

## Banques, assurances

	8-3-91	Diff.
AGF	570	+ 18
Bail Equipement	178	+ 21,40
Banque (C*)	543	+ 34
Cedex	520	+ 30
CCF	180,50	+ 8,50
CFI	140	+ 55
Chargeurs	387	+ 21
CPR	850	+ 53
Eurofinance	298	+ 3
GAN	1 819	+ 114
Hénin (La)	1 908	+ 142
Locafin	577	+ 37
Locindus	702	+ 28
AXA (Cie du Midi)	753	+ 13
Midland Bank	153	+ 72
OFF	102	-
Paribas	1 691	+ 50
Schneider	630	+ 53,90
Société générale	712	+ 13
Sovac	456	+ 36
Suez (C* fin.)	700	+ 47
UAP	346,20	+ 24,20
UCB	176	+ 18

## Mines, caoutchouc

	8-3-91	Diff.
Géophysique	779	+ 11
Métal	297	+ 26,90
Métallurgie	105,20	+ 11,20
Michelin	94,30	+ 7,40
RTZ	53,20	+ 0,90
ZCI	1,82	+ 0,01

## Bâtiment, travaux publics

	8-3-91	Diff.
Auxil d'entr.	1 130	+ 5
Bouygues	630	+ 20
Ciments franc.	1 253	+ 29
GTN	418	+ 0,90
Immo. Phénix	146	+ 5
J. Lefebvre	814	+ 38
Lafarge-Coppée	419,20	+ 22
Poiet et Chaus.	548	+ 60
SGE-SB	236,50	+ 4,50

## Filatures, textiles

	8-3-91	Diff.
Agache (Fin.)	1 030	+ 35
BHV	670	+ 20
Danar	1 920	+ 56
DNC	402	+ 5,5
Gal. Lafayette	1 775	+ 161
Nouvelles Galeries	822	+ 3
Printemps	723	+ 89
La Redoute	3 550	+ 10
SCA	18,30	+ 0,70

## Matériel électrique

	8-3-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	632	+ 41
CSEE (ex-Signaux)	227	+ 30
Général des caux	2 814	+ 135
Inter technique	1 250	+ 19
Labinal	835	+ 37
Legrand	4 120	+ 408
Lyon. des caux	627	+ 11
Mats	295,50	+ 15,30
Merlin-Gerin	554	+ 21
Modulins	104	+ 2,30
Radiotechnique	365	+ 10
SEB	1 445	+ 155
Sextant-Avionique	152	+ 12,30
Thomson-CSF	707	+ 33
ITT	304	+ 10
Schlumberger	342	+ 5,70
Siemens	2 165	+ 85

## Métallurgie

	8-3-91	Diff.
Alpi	440	+ 18
Dessault-Aviation	449	+ 30
De Dietrich	1 550	+ 12
Fives-Lille	247	+ 1,90
Penhoit	510	+ 43
Peugeot	567	+ 51
SAGEM	1 501	+ 10
Stratfor, Facom	1 094	+ 42
Valco	460,20	+ 55,10
Valloult	340,50	+ 25,50

## Produits chimiques

	8-3-91	Diff.
Inst. Mérieux	4 035	+ 35
Labo Roger Bellon	2 646	+ 56
Roussel-Uclaf	1 915	+ 63
Synthelabo	706	+ 19
BAF	837	+ 54
Bayer	930	+ 38
Hoechst	856	+ 45
Imp. Chemical	108	+ 6,80
Norsk Hydro	170	+ 11,40

## Pétroles

	8-3-91	Diff.
BP-France	127,50	+ 9
ELF-Aquitaine	341	+ 23,80
Esso	690	+ 1
Primagaz	775	+ 12
Sograp	436	+ 58
Total	724	+ 66
Exxon	2 996,30	+ 7,80
Petrolina	1 896	+ 36
Royal Dutch	440,10	+ 17,10

## Valeurs diverses

	8-3-91	Diff.
Accor	811	+ 26
Air liquide	696	+ 30
Ademarf	2 200	+ 195
Bic	675	+ 30
Bis	377	+ 32
COIP	1 191	+ 128
Club Méditerranée	534	+ 44,10
Esilior	406	+ 16
EuroDisney	116	+ 4,70
Europe 1	1 200	+ 58
Eurochem	51,95	+ 0,55
Groupe Cid	750	+ 52
Hachette	236,50	+ 18,40
Havas	342,90	+ 25,90
Navigation mixte	1 151	+ 144
Nord-Est	151	+ 14
Oréal	530	+ 15
Saint-Gobain	442,10	+ 32,10
Sanofi	863	+ 53
Sauvies Châtillon	300	+ 26
Stis Reclon	715	+ 37

## Mines d'or, diamants

	8-3-91	Diff.
Anglo-American	167,80	+ 10,50
Anglo	333	+ 1,40
Baf. Gold M.	68,50	+ 1,80
De Beers	128	+ 8
Drif. Cons.	56,25	+ 0,85
Gencor	18,50	+ 0,80
Hannover	34,20	+ 0,80
Randfontein	18,60	+ 0,75
Saint-Helena	41,85	+ 0,65
Western Deep	144	+ 7,30

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 mars 1991

Nombre de contrats : 108 050.

COURS	ÉCHÉANCES			
	—	Mars 91	Juin 91	Sept. 91
Premier.....	—	105,50	106	106,04
haut.....	—	105,86	106,40	106,34
bas.....	—	105,50	106	106,04
Dernier.....	—	105,62	106,22	106,36

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	1-3-91	4-3-91	5-3-91	6-3-91	7-3-91
RM	2 784 311	2 619 488	3 415 985	5 176 102	3 257 984
Comptant	11 420 650	9 327 599	11 605 224	8 218 835	10 666 146
R. et obl.	701 675	140 487	224 439	293 174	283 752
Actions	14 906 636	12 087 574	15 245 648	13 688 111	14 207 882
Total	29 028 961	21 557 658	29 066 196	22 185 220	25 157 780

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	1-3-91	4-3-91	5-3-91	6-3-91	7-3-91
Francières	115,1	116,2	118,4	119,6	120,4
Etrangeres	107,1	107,8	108,2	110,5	110,3

## INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	4-3-91	5-3-91	6-3-91	7-3-91	8-3-91
Général					







## ALGÉRIE

## Une nuit à l'aéroport pour cinq journalistes français

Cinq journalistes français qui accompagnaient une délégation d'étus socialistes en mission dans les trois pays du Maghreb (Le Monde du 8 mars) ont dû passer la nuit dans le salon d'honneur de l'aéroport d'Alger.

Les membres de la délégation qui étaient arrivés par avion à Alger, en provenance de Tunis, vendredi en fin d'après-midi, ont mené en vain, pendant plusieurs heures, à l'aéroport même, des tractations avec les fonctionnaires de service pour obtenir que notre collaborateur Alain Rollat et ses confrères du Journal du Dimanche, d'Europe 1, de RFI et de RMC, soient autorisés à les accompagner. Ceux-ci avaient, en effet, obtenu l'accord de l'ambassade d'Algérie à Paris pour séjourner sur place et s'étaient, en outre, fait délivrer

un visa de presse à l'ambassade d'Algérie à Tunis.

Mauvaise coordination ? Tousjours est-il que les fonctionnaires en service à l'aéroport ont refusé d'accueillir les cinq journalistes et ont menacé de les refouler vers le Maroc, le lendemain matin, au ministère de l'intérieur, pour que ce refus soit levé.

Cet incident est révélateur de la méfiance qu'entretennent les autorités algériennes à l'égard des médias étrangers. Notre correspondant sur place, Georges Marion, s'est vu récemment refuser son accréditation. D'autre part, depuis le début de l'année, les envoyés spéciaux sont interdits de séjour en Algérie.

## THAÏLANDE : libéré samedi

## L'ancien premier ministre Chatichai Choonhavan abandonne la vie politique

M. Chatichai Choonhavan, l'ancien premier ministre renversé le 23 février dernier par un coup d'Etat militaire, a été libéré samedi 9 mars. Plusieurs de ses collaborateurs, dont l'ancien vice-premier ministre, le général Arthit Kamlang-ek, ont aussi été remis en liberté. M. Chatichai a peu après annoncé qu'il abandonnait la vie politique.

Parlant depuis le quartier général de l'armée de l'air, où il avait été détenu, flanqué du chef de la junte, le général Sunthorn Kongsompong, et du nouveau premier ministre, M. Anand Panyarachun, M. Chatichai a déclaré à la presse : « Je ne sais pas encore si je vais rester en Thaïlande ou partir. J'en ai terminé avec la politique. Je ne suis plus le dirigeant du parti (Chart Thai). J'ai maintenant soixante et onze ans (...). Je renonce à ma carrière politique et je me lave les mains de la politique. » (AFP, AP, Reuters)

## Un enjeu de 4 200 milliards de francs

## Le gouvernement prend des dispositions pour favoriser l'accès des entreprises aux marchés publics européens

Le directeur des relations économiques extérieures, M. Jacques Desponts, a annoncé, vendredi 8 mars, que le gouvernement était en train de mettre en place un dispositif pour aider les entreprises françaises à décrocher le plus possible de marchés publics dans tous les pays de la CEE, dans la perspective du grand marché unique de 1993.

L'enjeu est considérable pour les douze pays de la CEE, puisque les marchés passés par les États, les collectivités locales et les entreprises publiques représentent 4 200 milliards de francs, soit 16 % du produit intérieur brut communautaire. Ce chiffre va augmenter dans les années à venir; aujourd'hui seulement 20 % en valeur des achats publics font l'objet d'une procédure de publicité d'appels d'offres au Journal officiel de la CEE (1).

Les mesures arrêtées conjointement par le ministère des finances et le ministère de l'équipement, notamment, sont de quatre ordres :

- création, auprès de la direction des relations économiques extérieures, d'un observatoire destiné à recenser les actions discriminatoires exercées contre des entreprises, afin, le cas échéant, de saisir la Commission de Bruxelles

et, éventuellement, la Cour de justice européenne;

- constitution d'une cellule Entreprises et marché unique auprès de la représentation permanente de la France à la CEE, afin de faciliter l'accès des entreprises françaises aux appels d'offres lancés par les pays de l'Est; ceux du Proche-Orient ou les pays ACP, qui bénéficient d'aides communautaires;

- renforcement des équipes des postes d'expansion économique dans les pays européens, notamment en Allemagne, pour être mieux informés des pratiques mises en œuvre par les Länder, les villes et les chambres de commerce;

- réunion en décembre 1991, à Paris, d'une conférence internationale sur le thème : marchés publics et marché unique.

M. Desponts a précisé que le gouvernement était préoccupé par le comportement des autorités allemandes qui, semble-t-il, écartent parfois des offres de certaines sociétés françaises, sans raison justifiée. C'est ainsi qu'il y a quelques mois, une grande firme de travaux publics a vu échapper, dans des conditions douteuses, la construction du métro de Cologne. L'ouverture réciproque des marchés publics des Douze aux entreprises de chaque État de la CEE doit être équilibrée, a indiqué M. Desponts; mais ne soyons pas naïfs : rien n'est gagné d'avance et les traditions, comme les réglementations,

ne seront pas effacées dans la nuit du 31 décembre 1992 au 1<sup>er</sup> janvier 1993.

La plupart des directives européennes réglementant le décloisonnement progressif des marchés publics ont maintenant été adoptées à Bruxelles, notamment celle qui concerne les secteurs dits sensibles comme l'eau, l'énergie, les transports et les télécommunications, qui a été approuvée par le conseil des ministres le 17 septembre 1990. Reste encore à mettre au point les textes européens sur les services et sur les différents voies de recours.

Finis donc, dans quelques mois, le protectionnisme des États en faveur de leurs propres entreprises et l'opacité des procédures. A ce jour, 2 % seulement des marchés publics en Europe sont attribués à des firmes étrangères : « On commence à voir heureusement des signes encourageants », a précisé M. Desponts. Ainsi, Renault vient d'être retenue par l'Office fédéral allemand des postes pour livrer des fourgonnettes. Quant à voir les ministres français rouler demain en Mercedes, il ne faut pas aller trop loin. C'est, en tout cas, la concurrence qui décidera en dernier ressort.

FRANÇOIS GROSCHARD

(1) Sur 100 francs de marchés publics passés en France, 37 relèvent de l'État, 20 des collectivités locales et 43 des entreprises publiques.

## L'ESSENTIEL

## HISTOIRE

« Jean Jaurès : captation d'héritage », par Jean-Noël Jeanneney ..... 2

## ÉTRANGER

Référendum en URSS  
Les ambiguïtés demeurant avant le vote du 17 mars ..... 6

Elections au Salvador  
La gauche espère devenir la troisième force parlementaire ..... 6

## POLITIQUE

La mort de Michel d'Ornano  
Le dernier croyant du giscardisme ..... 7

Livres politiques  
« L'histoire et la mémoire côte à côte », par André Laurens ..... 7

## SOCIÉTÉ

Ben Johnson le repenti  
L'athlète canadien de retour à Séville ..... 9

## CULTURE

Redécouverte de René Pott  
Un peintre oublié du début du siècle, au Musée d'Orsay ..... 10

## HEURES LOCALES

Les pièges de la monétique municipale • Divorce à Lilliput • Un sondage sur l'information des élus ..... 13 à 16

## ÉCONOMIE

La réunification allemande  
Bonn adopte des mesures d'aide aux Länder de l'Est ..... 17

La concurrence des automobiles japonaises  
M. Jacques Calvet (Peugeot SA) en appelle à M. Mitterrand ..... 17

Revue des valeurs ..... 18

Charges Crédits Grands marchés ..... 19

## Services

Abonnements ..... 16  
Carnet ..... 12  
Météorologie ..... 12  
Mots croisés ..... 12  
Télévision ..... 12  
Spectacles ..... 11

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du Monde daté 9 mars 1991 a été tiré à 535 230 exemplaires.

## Le rapatriement des troupes basées dans le Golfe

## Le long retour des GI

Les services logistiques du Pentagone, qui ont réussi le plus important déploiement militaire de l'histoire en moins de six mois, sont maintenant confrontés à une tâche tout aussi monumentale : le rapatriement des quelque 540 000 GI déployés dans le Golfe avec leur matériel, du chasseur-bombardier F-16 au porte-avions nucléaire, en passant par les antennes médicales et les cantines de campagne. Sans oublier les dizaines de milliers de tonnes de mines et munitions diverses.

Cela prendra du temps et de la patience. « À l'évidence, nous ne pouvons rapatrier 540 000 personnes en même temps », a souligné le général Richard Neal, du commandement central à Ryad. Nous avons de nombreux équipements à bas. Il faut les rapporter.

Les responsables du Pentagone, en particulier le général William Pagonis, patron de la logistique pour l'opération « Tempête du désert », ne sont pas au bout de leurs peines. Outre le transport des troupes et de leur équipement, il va falloir prévoir le nettoyage des chars, camions et avions qui ont été exposés pendant plusieurs mois au sable du désert saoudien.

« Tous les véhicules doivent être nettoyés de la poussière du désert et c'est une entreprise colossale », a reconnu le général Neal. Certains de ces équipements devront aussi être repeints. En particulier les blindés prélevés sur des unités stationnées en Allemagne et qui devront troquer leur peinture couleur sable pour un camouflage marron-vert plus adapté aux paysages européens.

Des milliers d'avions de transport du MAC (Military Airlift Command) et des centaines de navires du MSC (Military Sealift Command) seront nécessaires pour rapatrier les GI du Golfe. Avec tout de même deux avantages par rapport à ce qui s'est passé dans les semaines qui ont suivi l'invasion du Koweït par les troupes de Sad-

dam Hussein, le 2 août : le premier, stratégique, étant qu'il n'y a pas véritablement d'urgence; le second, qui en découle, est financier : le Pentagone n'est plus obligé de passer sous les fourches Caudines d'armateurs civils qui dictaient leurs prix.

Certains équipements ne reviendront d'ailleurs pas aux États-Unis. Les Saoudiens ont manifesté l'intention d'acquiescer des missiles antimissiles Patriot et garderont peut-être quelques-unes des batteries déployées par les Américains pour intercepter les Soudais. Il est probable également qu'une quantité relativement importante de matériels et de munitions restera dans la région, constituant une sorte de réserve de guerre.

Cela ne changera pas grand-chose au casse-tête qui va se poser au Pentagone au cours des prochains mois. « Longtemps après la fin de la guerre et les défilés de la victoire, les spécialistes de la logistique auront la tâche solitaire de nettoyer le champ de bataille », confiait récemment dans une interview au Washington Post le général Charles Murray, responsable du transport et de la maintenance dans l'armée de terre américaine. (AFP)

Le rapatriement des premiers corps de soldats britanniques tués dans le Golfe. - Les corps de dix-sept soldats britanniques tués « en service actif » ont été rapatriés vendredi 8 mars sur la base aérienne de Brize Norton (ouest de Londres) où a lieu une cérémonie solennelle en leur honneur. Trente-six soldats britanniques sont morts en service actif lors des hostilités, huit sont portés manquants et quarante-trois ont été blessés dont neuf gravement. Neuf soldats ont été tués par erreur par les tirs d'un avion antichar américain. (AFP)

## Après l'enlèvement du commissaire au développement

## Sept agriculteurs corses sont condamnés à trois mois de prison avec sursis

Les sept agriculteurs nationalistes du Syndicat corse de l'agriculture (SCA) qui avaient enlevé, le 30 janvier, le commissaire au développement de la Corse, M. Aurélien Garcia, ont été condamnés, vendredi 8 mars, à trois mois de prison avec sursis par le tribunal de grande instance d'Ajaccio. Les magistrats n'ont donc pas suivi les réquisitions du procureur de la République, M. Pierre-Yves Radiguet.

A l'audience du 1<sup>er</sup> mars, le procureur avait en effet réclamé trente mois de prison avec sursis contre M. Marcel Lorenzoni, considéré comme le chef du commando, poursuivi pour « voies de faits et séquestration » (le Monde daté 3-4 mars). Vingt mois de prison avec sursis avaient été requis contre ses six complices, MM. Pierre Magni, Alain Ferrandi, Ours Angelini, Jean-Toussaint Orazi, Pierre

Bikodoro et Jean-Claude Leca, qui comparaissent tous en citation directe.

Le 30 janvier, une trentaine d'agriculteurs du SCA, mécontents du non-aboutissement d'un dossier pour le développement d'une filière porcine en Corse, avaient enlevé M. Garcia. Après l'avoir ficelé dans un sac de couchage avec une pancarte portant « Aux bons soins de M. Chérèque », ils l'avaient emmené à l'aéroport d'Ajaccio et déposé sur un tapis de livraison de bagages.

Depuis, M. Garcia n'a pas regagné la Corse. Selon M. Jacques Chérèque, ministre délégué à l'aménagement du territoire, interrogé vendredi 8 mars par RCFM, la station décentralisée de Radio-France, le commissaire « reste en poste et y restera tant que cela sera possible ».

## Au congrès international d'éthique médicale

## M. Claude Evvin souligne le « droit fondamental de mourir dans la dignité »

M. Claude Evvin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, s'est exprimé, samedi 9 mars, lors du conseil de l'ordre des médecins (le Monde du 9 mars), sur plusieurs des thèmes réunissant les congressistes.

A propos du sida, il a estimé que, « pour la première fois dans l'histoire, un phénomène épidémique a reçu des réponses vraiment démocratiques ». Puis, il a rappelé que le principe d'économie figurait dans les règles déontologiques des praticiens et qu'il avait pour but « de garantir l'intégrité de mieux mesurer l'efficacité de notre système afin de réduire les dépenses inutiles ou les moins utiles ».

« En 1970, sept personnes sur dix mouraient chez elles; vingt ans après, sept personnes sur dix meurent à l'hôpital », a-t-il déclaré au chapitre des soins palliatifs. Le droit de mourir dans la dignité me semble un droit fondamental. Je suis favorable à ce que soient élaborés des protocoles thérapeutiques de fin de vie conjointement par les médecins, les équipes soignantes, les personnes concernées et leurs proches. Cependant, aucune loi ne peut sans doute fixer un cadre, qui serait toujours trop rigide.

M. Marcel Long, vice-président du Conseil d'État, a abordé les nombreux problèmes qui se posent aujourd'hui à l'articulation du droit et de la médecine. « Les directives éthiques ont toutes la force de l'autorité morale et consensuelle, mais il leur manque la sanction du droit qui, seul, garantit l'application des règles générales d'imposition aux juges qui les interprètent et leur donnent leur sanction », a-t-il déclaré.

M. Long a, par ailleurs, souligné que le travail mené depuis 1988 par M. Guy Braibant sur les conditions de passage « de l'éthique au droit » pourrait prochainement connaître des prolongements concrets à travers la mission récemment confiée à M<sup>me</sup> Noëlle Lenoir par M. Michel Rocard.

J.-Y. N.

## Le Monde DOSSIERS &amp; DOCUMENTS

Mars 1991

## LE MARCHÉ DES CÉRÉALES

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Mars 1991

A gauche, l'hommage le plus chaleureux est venu de M. Dominique Strauss-Kahn (PS), président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qui a déclaré que succéder à M. d'Ornano à cette fonction en 1988 avait constitué pour lui une « fierté ». « Il était apprécié dans tous les groupes politiques pour la rigueur, l'honnêteté et la courtoisie de ses interventions », a ajouté M. Strauss-Kahn.

P. R.-D.

Lire nos autres informations page 7

RAD



« Marie Curie, un téléfilm de M. sur FR 3

de défiance à son adresse  
MAIS une autre échéance attend M. Giscard d'Estaing : le succès du référendum que le président soviétique organise dimanche prochain 17 mars sur le maintien de l'Union apparait maintenant moins assuré, des lors que toutes les grandes figures du mouvement démocratique dans la plus peuplée des Républiques préconisent que le « non », qui le vote blanc. M. Eltsine ne s'est pas encore prononcé, mais il est douteux qu'il fasse le moindre cadeau à M. Gorbatchev, soucieux de se donner par ce biais la légitimité qui lui manque.

Toutes ces joutes paraîtront dérisoires à l'heure où un rapport officiel soviétique annonce pour cette année une chute de 11,6 % de la production (dont 15 % pour l'industrie), contre 3 % en 1990. Mais il est vrai qu'aucun progrès n'est possible, dans ce domaine aussi, sans une clarification politique.

Lire pages 3 et 22 les articles de SOPHIE SHIHAB et de FRANÇOISE LAZARE

M0147 - 0312 - 5.00 F

سكز من الإيجل